



**La Conquête, les Rébellions, l'Acte d'Union: le
traitement de trois moments de l'histoire du
Québec dans une sélection de manuels d'histoire
publiés récemment au Canada anglais**

Mémoire

Alex Pinard-Bineau

**Maîtrise en histoire
Maître ès arts (M. A.)**

Québec, Canada

© Alex Pinard-Bineau, 2017

RÉSUMÉ

Notre étude rend compte du traitement de trois moments de l'histoire du Québec au sein d'une sélection de manuels d'histoire du Canada publiés de 2009 à 2013 par des maisons d'édition du Canada anglais et rédigés par des historiens de langue maternelle anglaise. Par le biais d'une analyse discursive et qualitative, nous voyons comment la Conquête, les Rébellions de 1837-1838 et l'Acte d'Union y sont racontés et interprétés. De manière générale, nous observons que l'après-Conquête est présenté dans une certaine continuité par rapport au régime français : le caractère accommodant du régime britannique est mis en avant, atténuant du coup l'aspect d'une rupture tragique et décisive induite par l'événement de 1759. Marginalisant la question nationale sous-jacente aux Rébellions du Bas-Canada, le combat des Patriotes est pour sa part présenté sous l'angle d'une lutte pancanadienne pour l'instauration du gouvernement responsable. Enfin, les manuels examinés se révèlent partagés dans leur traitement de l'Acte d'Union : il devient difficile d'observer un consensus parmi les différents auteurs. Nous remarquons toutefois que le nationalisme canadien-français qui se développe à l'époque tend à être placé en retrait dans la majorité des textes.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	III
TABLE DES MATIÈRES	V
REMERCIEMENTS.....	VII
INTRODUCTION	1
Problématique	3
Présentation du corpus étudié	9
<i>Évolution de la discipline au Canada anglais</i>	10
<i>Évolution de la place de l'histoire au sein du cursus scolaire canadien</i>	13
<i>Corpus sélectionné</i>	14
Recension de la production savante sur les manuels	18
Démarche et analyse	21
CHAPITRE I - LA CONQUÊTE, 1760-1791 : ATTÉNUATION ET CONTINUITÉ	25
1.1 L'achèvement de la Conquête et la Bataille des plaines d'Abraham	27
1.1.1 <i>HCP, CH et Origins</i> : Conquête ou négociations ?	27
1.1.2 <i>Narrating a Nation</i> : cession, fatalité et abandon.....	29
1.1.3 <i>The Peoples of Canada</i> : perspective et enjeux impériaux.....	31
1.2 Changement de régime et conséquences	33
1.2.1 Régime militaire, 1760-1763.....	33
1.2.1 Conservation des structures politiques et institutionnelles.....	35
1.2.2 Les conséquences de la Conquête	36
1.3 La Proclamation royale	39
1.3.1 La question de l'assimilation	40
1.3.2 Une disjonction entre la théorie et la réalité	41
1.4 L'Acte de Québec (1774)	44
1.5 L'Acte Constitutionnel	46
1.5.1 <i>HCP et CH</i> : contrer la vague républicaine	46
1.5.2 <i>The Peoples of Canada</i> : les débuts d'une tradition loyaliste	46
1.5.3 <i>Narrating a Nation</i> : la reconnaissance d'une dualité canadienne.....	48
1.5.4 <i>Origins</i> : dissensions et animosités.....	49
1.6 Conclusion	50
CHAPITRE II - LES RÉBELLIONS DE 1837-1838 : UN MOUVEMENT COMMUN D'ÉMANCIPATION COLONIALE	53
2.1 Le cadre d'interprétation	56
2.2 Origines et significations	58
2.2.1 <i>HCP et CH</i> : des rébellions républicaines, démocratiques et révolutionnaires ...	58
2.2.2 <i>Origins</i> : lutte de classe, tensions ethniques et révolution.....	60
2.2.3 <i>The Peoples of Canada</i> : une lutte de classe au niveau des élites	63
2.2.4 <i>Narrating a Nation</i> : la voie constitutionnaliste	65
2.3. La représentation des Patriotes	67

2.3.1 <i>HCP</i> : défenseurs du libéralisme et de la démocratie.....	67
2.3.2 <i>Canada: A History</i> : Les Patriotes comme nationalistes.....	68
2.3.3 <i>Origins</i> : entre nationalisme et libéralisme.....	70
2.3.4 <i>The Peoples of Canada</i> : de simples libéraux opportunistes.....	71
2.3.5 <i>Narrating a Nation</i> : de loyaux nationalistes.....	72
2.4 La Rébellion de 1838	77
2.5 Conclusion	78
CHAPITRE III - L'ACTE D'UNION	81
3.1 Le rapport Durham, 1838-1839	82
3.1.1 Primauté de la vision libérale	83
3.1.2 Primauté de l'assimilation.....	84
3.1.3 Expliquer le jugement de Durham.....	86
3.2 Les mesures répressives de l'Acte d'Union	87
3.2.1 Division des sièges	87
3.2.2 L'anglais comme seule langue officielle.....	88
3.2.3 Partage de la dette du Haut-Canada.....	89
3.3 La nature de l'Acte d'Union	90
3.3.1 <i>History of the Canadian Peoples</i> et <i>Canada: A History</i>	90
3.3.2 <i>The Peoples of Canada</i>	91
3.3.3 <i>Narrating a Nation</i> et <i>Origins</i> : visions nationalistes antagoniques	91
3.4 L'alliance réformiste	93
3.4.1 <i>HCP</i> et <i>CH</i> : des réformistes progressistes et libéraux.....	95
3.4.2 <i>Narrating a Nation</i> : nationalisme canadien et nation-building.....	98
3.4.3 <i>Origins</i> : réformisme et nationalisme	102
3.4.4 <i>The Peoples of Canada</i> : une impasse politique.....	103
3.5 Conclusion	105
CONCLUSION	107
BIBLIOGRAPHIE	115

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier mon directeur de recherche, M. Jocelyn Létourneau, pour m'avoir appuyé tout au long de ma démarche, ainsi que pour le soutien financier dont il m'a fait bénéficier, et pour m'avoir donné l'opportunité de participer à de passionnants projets au sein de sa Chaire de recherche. D'ailleurs, le travail à la Chaire de recherche de M. Létourneau m'a permis de faire la connaissance d'Alexandre Turgeon et de Raphaël Gani, avec lesquels j'ai pu entretenir de stimulants échanges. J'aimerais aussi mentionner mon ancien professeur de Cégep, M. Francis Langlois, qui a su me transmettre sa passion pour l'histoire. Finalement, tout cela n'aurait été possible sans le soutien de ma famille qui n'a jamais cessé de croire en mon potentiel et qui m'a toujours soutenu dans mes décisions.

INTRODUCTION

But down in the angle at Montreal, on the island about which the two rivers join, there is little of this sense of new and endless space. Two old races and religions meet here and live their separate legends, side by side.

Hugh MacLennan, *Two Solitudes*

C'est en 1945 que paraît *Two Solitudes*, œuvre du canadien Hugh MacLennan. Dans son ouvrage, l'écrivain s'approprie l'expression « deux solitudes », inspirée du poète Rainer Maria Rilke, pour qualifier ce qu'il perçoit alors comme les deux « races » constituantes du Canada : l'une, de culture anglo-protestante, et l'autre, franco-catholique, cohabitant au sein d'un même pays, mais montrant peu d'intérêt réciproque¹. Si l'on peut attribuer à MacLennan la cristallisation terminologique de l'expression, la réalité sociale des deux solitudes n'avait pas échappé à Pierre Chauveau qui, dès 1876, en avait cerné les contours en écrivant : « English and French, we climb by a double flight of stairs toward the destinies reserved for us on this continent, without knowing each other, except on the landing of politics »².

De nos jours, la formule « deux solitudes » garde encore sa pertinence pour saisir la nature du rapport entre Canadiens anglais et Québécois francophones. La métaphore peut être aussi évoquée pour désigner un important clivage existant au sein de l'historiographie canadienne³. En effet, les historiens du Québec français et ceux du Canada anglais⁴ ont généralement tendance à développer leurs visions d'histoire suivant deux voies distinctes,

¹ Hugh MacLennan, *Two Solitudes*, Toronto, Collins, 1945.

² Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, *L'instruction publique au Canada*, Québec, 1876, p. 335. Il s'agit d'une traduction parue dans Laurier L. LaPierre, *French-Canadian Thinkers of the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Montreal, McGill University Press, 1966, p. 11-12.

³ Magda Fahrni, « Reflecting on the Place of Quebec in Historical Writing on Canada », dans Christopher Dummit, dir., *Contesting Clío's Craft: New Directions and Debates in Canadian History*, Londres, Institute for the Studies of the Americas, University of London, 2009, p. 1.

⁴ Il est à noter que le Canada anglais, ou « reste du Canada », ne tend pas à se percevoir comme un groupe homogène. À cet effet, voir J.M.S. Careless, « "Limited Identities" in Canada », dans Carl Berger, dir., *Contemporary Approaches to Canadian History*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1984, p. 5-12. Dans ce mémoire, nonobstant le caractère imparfait, voire controversé, d'une telle séparation culturalo-scientifique, nous intégrons les historiens anglo-québécois, qu'ils soient nés au Québec ou qu'ils y vivent depuis plus ou moins longtemps, à la tradition historiographique et au monde historien anglo-canadiens. Cela dit, il est fort possible que le fait de résider au Québec et de fréquenter le milieu historien franco-québécois, au point de s'y intégrer, spécifie ces historiens au sein du courant historiographique anglo-canadien.

sans qu'un groupe ne soit au courant de la version privilégiée par l'autre. À la fin des années 1960, on rendait compte ainsi de l'existence de deux versions différentes de l'histoire, l'une au Québec français et l'autre au Canada anglais⁵. À la toute fin des années 1990, l'historien Paul Romney soutenait que l'incompréhension découlant de l'absence de dialogue entre « Francos » et « Anglos » nourrissait les frictions politiques et constitutionnelles secouant l'unité canadienne⁶. Certains constatent d'ailleurs que cette situation historiographique perdure de nos jours à plus d'un titre⁷.

Il existerait actuellement, dans les départements d'histoire au Canada anglais, un « séparatisme implicite ». On entend par là qu'un nombre croissant d'écrits couvrant l'histoire du Canada sont en fait des récits d'histoire du Canada anglais, comme si le Québec avait déjà quitté la fédération et n'avait donc pas à être pris en considération. Toute proportion gardée, il y aurait de moins en moins d'écrits historiques sur le Québec produits ailleurs au pays. Or, la réticence des historiens canadiens-anglais à inclure le Québec dans le Canada ne semblait pas présente il y a trois décennies, alors que les départements d'histoire comptaient tous leurs spécialistes du Canada français et de la Nouvelle-France⁸. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation de séparation implicite : la barrière de la langue⁹, le manque de volonté politique et la crainte de mal rendre compte de l'histoire du Québec ; peut-être aussi une certaine hostilité face au nationalisme, encore perçu comme un phénomène réactionnaire¹⁰. La tendance peut également se comprendre, du moins en partie,

⁵ A. B. Hodgetts, *What Culture? What Heritage? A Study of Civic Education in Canada*, Toronto, Ontario Institute for Studies in Education, 1968 ; Jean-Claude Robert, « La recherche en histoire du Canada », *Revue internationale d'études canadiennes*, n° 1 (1990) ; ainsi qu'Allan Greer, « Reconsidérer la Rébellion de 1837-1838 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1 (1998), p. 30.

⁶ Paul Romney, *Getting it Wrong: How Canadians Forgot their Past and Imperilled Confederation*, Toronto, University of Toronto Press, 1999.

⁷ « When it comes to writing Canadian history, these new scholars appear determined to inherit one of the great failures of the previous generation of historians: a lack of dialogue between Francophone and Anglophone historians ». Dominique Clément, « Generational Change and Writing Canadian History: Obstacles to an Inclusive National History », *Canadian Issue*, numéro sur le thème « Faire comprendre la réalité francophone canadienne : le défi de renforcer l'identité par l'enseignement de l'histoire », 2011, p. 75.

⁸ Magda Fahrni, *loc. cit.*, p. 1.

⁹ Pour l'historien Donald Fyson, la barrière du langage serait l'un des principaux facteurs responsables de ce clivage historiographique. Donald Fyson, « Causerie avec Donald Fyson », animée par Alex Pinard-Bineau, *Semaine étudiante du CÉLAT*, Québec, Université Laval, 11 mars 2014.

¹⁰ Selon Magda Fahrni, *loc. cit.*, il existe, par rapport au nationalisme québécois, une hostilité assez répandue parmi l'intelligentsia de gauche au Canada anglais. Sur ce point, voir aussi Ramsay Cook, *Watching Quebec: Selected Essays*, Montreal, McGill's Queen University Press, 2005. Pour une étude francophone plus étoffée,

par le manque d'intérêt pour la synthèse et pour l'histoire pancanadienne au profit d'une histoire plus régionale. Préoccupée par la question, l'historienne Magda Fahrni soutenait récemment que la compréhension de l'histoire du Québec demeurerait pourtant essentielle pour expliquer de manière plus complète bon nombre de développements survenus à l'échelle canadienne, notamment les politiques fédérales, mais aussi les raisons expliquant que la place du Québec à l'intérieur du Canada demeure contestée de nos jours¹¹. Toutefois, bien que le Québec semble nettement moins abordé dans les monographies et les articles de périodiques de langue anglaise, surtout si les textes sont le fait de chercheurs évoluant à l'extérieur du Québec, les manuels utilisés pour les cours d'introduction à l'histoire canadienne continuent d'accorder une place notable à la province francophone dans leurs récits¹².

Problématique

Notre projet initial était d'étudier les moments marquants du passé québécois tels que racontés dans les éditions récentes de manuels d'histoire du Canada rédigés par des historiens anglophones en vue d'établir un portrait actuel et global du traitement réservé à l'histoire du Québec au Canada anglais. Cependant, l'étude de l'ensemble des épisodes s'avérait un projet trop ambitieux dans les limites de notre recherche. Devant l'obligation de réduire les limites de notre objet d'étude, notre choix s'est arrêté sur la période débutant en 1759 et se terminant avec la décennie 1840. Notre analyse porte donc sur les moments événementiels de la Conquête (1759-1791), des Rébellions de 1837-38 et de l'Acte d'Union (de la publication du rapport Durham, en 1839, à l'instauration du gouvernement responsable, en 1848).

Notre décision de nous concentrer sur ces événements fut guidée par le fait qu'ils s'avèrent particulièrement significatifs dans le récit du passé québécois partagé par l'ensemble des

voir Serge Denis, *Le long malentendu : Le Québec vu par les intellectuels progressistes au Canada anglais 1970-1991*, Québec, Boréal, 1992.

¹¹ Magda Fahrni, *loc.cit.*, p. 2-3.

¹² *Ibid.*, p. 10.

Québécois d'héritage canadiens-français¹³. Caractérisé par une lutte constante entre Français et Anglais, ce récit, comme le précise Jocelyn Létourneau, insiste sur « les épreuves et les sacrifices » vécus par un peuple « stigmatisé dans son parcours par plusieurs événements tragiques, considéré pendant longtemps comme arriéré, soumis au joug du clergé et à la domination des Anglais, mais qui a réussi en partie à conjurer le terrible sort qui pesait sur sa destinée en se refondant par la Révolution tranquille, moment de grand *aggiornamento* collectif »¹⁴.

Au sein de cette vision de ce qu'a été l'histoire du Québec, la Conquête, les Rébellions, le rapport Durham et l'Acte d'Union sont considérés comme autant de moments traumatisants ayant laissé une trace indélébile dans la mémoire collective de la nation. Surtout, ces événements continuent de refaire surface dans l'espace public, aujourd'hui comme avant, évoqués le plus souvent en guise d'argumentaire venant conférer à la lutte souverainiste sa raison d'être¹⁵. Cet usage de l'histoire dans l'arène politique, mais également le devoir de mémoire que commande ce passé douloureux, Bernard Landry en faisait l'éloquente démonstration en 1997 lorsqu'il s'adressait à la lieutenant-gouverneure après que celle-ci eût souligné les bienfaits de la tutelle britannique. Écoutons le premier ministre :

C'est oublier toutes les tentatives d'assimilation de la Couronne britannique et de ses agents. C'est oublier les Patriotes de 1837, les engagements violents, les pendaisons et l'exil. C'est oublier l'Acte d'Union, qui a forcé le Québec à s'unir à l'Ontario, alors que l'Ontario était endettée et qu'ils nous ont endettés en même temps. L'Acte d'Union par lequel ils voulaient nous faire perdre notre majorité en nous fondant dans un grand tout. C'est oublier le rapport Durham¹⁶.

Encore récemment, Pierre-Karl Péladeau déplorait que « [...] les commentateurs soient nombreux à nous reprocher de parler de notre histoire, de parler de la bataille des Plaines d'Abraham, de parler du Traité de Paris ». Pour ajouter que « c'est [pourtant] ce qui nous

¹³Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir : histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2000 ; *Id.*, *Je me souviens ? Le passé du Québec dans la conscience de sa jeunesse*, Montréal, Fides, 2014.

¹⁴ *Id.*, « Se souvenir d'où l'on s'en va », dans Éric Bédard et Julien Goyette, dir., *Paroles d'historiens*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2006 p. 421-433.

¹⁵ « Pour exister maintenant et demain, les Québécois ont pour devoir de se souvenir de leurs misères, de porter à leur tour la souffrance des anciens, une souffrance mémoriale stigmatisée par autant d'événements tragiques. [...] Plus encore, les Québécois ne peuvent échapper à ce legs d'infortunes et de mépris de la part des autres qu'en se refondant comme nation souveraine, qu'en révolutionnant la nature historique de leur rapport aux autres. », *Ibid.*, p. 421.

¹⁶ Pierre O'Neil, « Le bienfait de la conquête anglaise », *Le Devoir*, 25-26 janvier 1997, p. A5.

motive encore aujourd'hui à continuer à nous battre¹⁷». S'intéressant à l'épisode de la Conquête comme fait de mémoire, Létourneau faisait remarquer, concernant son traitement dans le discours public et l'usage qu'on en fait à des fins politiques, que

The reality is that, as a historical event, 1759 has been appropriated by those who have embraced the meta-narrative of nationalism and who nurture it through the written and the spoken world. [...] Over the years, through a potent cocktail of abridgment, reductionism, and emotion, they have commandeered a complex event and turned it to the service of a simplistic and one-dimensional view of the past in which good and evil are easy to identify and an intractable foe – the English – is constantly landing hammer blows. The vision of 1759 currently predominating in public discourse – is largely the creation of these activists, who seek to use history to foster a national consciousness among the Québécois that is founded on a belief in destiny usurped and progress thwarted¹⁸.

Il appert que deux cent cinquante ans après les événements, la poussière n'est toujours pas retombée et que la Conquête demeure « an event enshrined in the collective imagination of Quebec¹⁹». Pour les Québécois d'héritage canadien-français, elle marque le moment initiateur d'une trajectoire historique désolante : « tout a commencé par la défaite²⁰», disait un élève invité à résumer en une phrase l'histoire du Québec. Au dire de Jacques Beauchemin, sociologue et ancien sous-ministre dans le gouvernement de Pauline Marois, « la Conquête étend ses ravages jusqu'aux profondeurs de notre identité, là où se trame dans la confusion et le ressassement un rapport négatif à notre être collectif²¹». Par conséquent, il en résulte qu'on ne peut traiter de n'importe quelle manière cet événement « which, through defeat, created a people²²». La Conquête est rien de moins qu'une citadelle mémorielle.

Si, dans le récit « tragique » du passé québécois, la Conquête apparaît comme la première défaite, les Rébellions de 1837-1838 en incarnent la deuxième. À ce propos, le regretté Jean-Marie Fecteau est clair, presque cinglant :

¹⁷ Philippe Teisceira-Lessard, « Le PQ doit parler d'histoire, dit Péladeau », *La Presse*, 18 mai 2015, <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201505/18/01-4870581-le-pq-doit-parler-dhistoire-dit-peladeau.php> [page consultée le 4 avril 2016].

¹⁸ Jocelyn Létourneau, « What Is to Be Done with 1759? », dans Philip Buckner et John G. Reid, dir., *1759 Remembered: Interpreting the Conquest*, Toronto, University of Toronto Press, 2011, p. 281-282.

¹⁹ *Ibid.*, p. 279.

²⁰ Jocelyn Létourneau, Stéphane Lévesque, et Raphaël Gani, « “Tout a commencé par la défaite.” La guerre de Sept Ans dans la mémoire et la conscience historiques des Québécois », dans Laurent Vessière, dir., *La Nouvelle-France en héritage*, Paris, Armand Colin, p. 312.

²¹ Jacques Beauchemin, *La Souveraineté en héritage*, Montréal, Boréal, 2015, p. 34.

²² Jocelyn Létourneau, « What Is to Be Done... », *loc.cit.*, p. 280.

Notre histoire est jalonnée de deux défaites majeures : la Conquête de 1760 et l'écrasement des Rébellions de 1837-1838. Deux événements traumatiques, que beaucoup voudraient voir oublier, mais qui marquent, inexorablement, notre cheminement collectif. Mais ces deux ruptures radicales dans notre destin collectif n'ont pas le même sens, ni la même portée. L'une est défaite de ce que nous étions, coupure brutale d'un mode politique d'exister qui laissait le peuple de la Nouvelle-France, à toutes fins pratiques, sans Roi et sans voix... Mais l'autre est pire peut-être, parce qu'elle est défaite non d'une façon d'être, mais d'un projet, non d'un État, mais d'une aspiration²³.

Jean-Paul Bernard soulignait quant à lui que les Rébellions des Patriotes trouvent une place de choix dans l'espace public de la province, que ce soit sous la forme de rééditions de livres d'histoire, de films, de pièces de théâtre et de fêtes, et ce, depuis le début de la Révolution tranquille alors que l'intérêt pour les Patriotes semble avoir été de pair avec l'ascension du néonationalisme québécois se manifestant à la même époque²⁴. Pour Yvan Lamonde, la déclaration d'indépendance de Robert Nelson en 1838 marque « le début de la tradition souverainiste québécoise et du rejet de toute incorporation à un régime politique à deux nations²⁵ ». L'importante signification de la lutte des rebelles de 1837-1838 et le devoir de mémoire qu'il nous est impératif de leur rendre ont été soulignés par le gouvernement Landry en 2001, qui transforma la commémoration des Patriotes en fête nationale : « Que l'Assemblée nationale souligne l'importance de la lutte des Patriotes de 1837-1838 pour la reconnaissance de notre nation, pour sa liberté politique et pour l'établissement d'un gouvernement démocratique », déclara-t-il. Le premier ministre ne négligea pas non plus de souligner que « ce chapitre de notre histoire nationale n'avait rien perdu de son actualité. Il continue de hanter les mémoires et de ressurgir, avec toujours plus d'insistance, à chaque détour de notre parcours collectif. » Et Landry d'ajouter, en finale de son allocution, que « notre mémoire collective n'oubliera jamais le dénouement tragique et sanglant de cet épisode de notre histoire²⁶ ».

À l'instar de la Conquête et de la Rébellion des Patriotes, l'Acte d'Union s'inscrit comme une date charnière du récit nationaliste marquant le rapport que les Québécois entretiennent

²³Jean-Marie Fecteau, « Lendemain de défaite : les Rébellions comme histoire et mémoire », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1 (1998), p. 19.

²⁴Jean-Paul Bernard, *Les Rébellions de 1837-1838: les Patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 12.

²⁵Yvan Lamonde et Claude Corbo, dir., *Le rouge et le bleu : une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1999, p. 124.

²⁶Allocution du premier ministre, M. Bernard Landry, lors de la présentation d'une motion sans préavis à l'Assemblée nationale à l'occasion de la fête des Patriotes Québec, le mardi 27 novembre 2001.

avec leur passé. Contemporain de l'événement, François-Xavier Garneau l'avait déjà perçu comme une véritable tragédie. Plus tard, Maurice Séguin évoquera un « désastre inévitable en deux temps » – d'abord annoncé par la Conquête britannique de 1760, consolidé ensuite par l'Union de 1840 qui sanctionna la réduction des Canadiens français au statut de minorité dans leur propre patrie et ne leur concédant qu'une identité nationale limitée²⁷. Pour Michel Brunet, les Canadiens français avaient peut-être encore une fois échappé à l'assimilation, mais ils n'avaient pas échappé à l'annexion de 1841 et à la subordination politique qui se poursuivra sous la Confédération. Loin de mettre fin à la Conquête, l'Union l'avait confirmée. Pis encore, les chefs politiques canadiens-français s'étaient pliés au nouveau système et y avaient collaboré. Afin de s'assurer de l'appui des électeurs, ces politiciens avaient renié le libéralisme des Patriotes pour s'allier à l'Église Catholique, qui maintint dès lors une influence démesurée sur la vie sociale, culturelle et politique du Canada français. Cet empoignement conservateur, soutenait Brunet, allait retarder le développement de la société québécoise durant plus d'un siècle²⁸.

C'est de l'Acte d'Union et du décret d'assimilation des francophones par Lord Durham qu'aurait émergé une certaine forme de nationalisme canadien-français et que se serait consolidée la « peur de disparaître qui domine les années 1840 et ne nous quittera jamais par la suite. » Pour Beauchemin, qui en 2015 s'interrogeait sur l'avenir de la lutte pour la souveraineté, « c'est ainsi, au lendemain de l'Acte d'Union, que se tissent dans un même discours la peur de disparaître et la certitude mal assurée de la survivance. [...] Sommes-nous grands ou petits face aux autres ? Cette question lancinante, nous nous la posons depuis 1840. [...] Ce doute, nous le traînons depuis le jugement que Lord Durham a porté sur nous. »²⁹ Malgré les allégeances politiques, il reste, comme l'exprimait Arthur Silver, que « fédéralistes ou séparatistes, les Canadiens français ne pouvaient rester indifférents au souvenir de Lord Durham, lui qui avait proposé l'Union comme moyen d'éradiquer leur

²⁷ Maurice Séguin, *L'idée d'indépendance au Québec*, Montréal, Boréal express, 1977, p. 36.

²⁸ Michel Brunet, « L'Église catholique du Bas-Canada et le partage du pouvoir à l'heure d'une nouvelle donne (1837-1854) », *Communications historiques*, Société historique du Canada, 1969.

²⁹ Jacques Beauchemin, *op. cit.*, p. 96-107.

nationalité. Son nom continue de symboliser pour eux une politique d'anglicisation ainsi que l'hostilité des anglophones à l'égard de leurs traits distinctifs.»³⁰

Ce qui nous amène à nous pencher sur le personnage de Lord Durham, que les intellectuels canadiens-français, puis québécois, furent enclins à dépeindre comme une figure diabolique, ainsi que la place qu'il occupe dans la mémoire collective québécoise³¹. Plusieurs reconnaissent en effet dans le rapport Durham et l'Acte d'Union un moment majeur : les mots de Durham auraient provoqué le développement d'une forme de sentiment d'infériorité nationale toujours palpable dans le Québec d'aujourd'hui, tel qu'illustré par les propos de Beauchemin³². L'influence endémique du rapport serait si prégnante que des penseurs au sein du mouvement souverainiste seraient habités par une volonté de libérer le Québec de la vision de Lord Durham, qui se serait réalisée avec la Confédération en 1867³³.

À la lumière de tout ceci, il ne fait aucun doute que ces trois moments événementiels se trouvent au cœur de la question nationale, laquelle demeure indissociable de l'histoire du Québec. Dès lors, nous avons cru pertinent d'étudier comment cette série d'événements si lourds de sens et imprégnés d'une ampleur mémorielle tragique est aujourd'hui traitée, racontée et interprétée par les « historiens du Canada anglais », c'est-à-dire par des historiens de langue maternelle anglaise ayant largement évolué au Canada anglais³⁴ et ayant publié des manuels d'histoire du Canada mis en marché par des éditeurs du Canada anglais.

³⁰ Arthur Silver *et al.*, *Si je me souviens bien/As I Recall*, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, 1999, p. 51.

³¹ Allan Greer, dans Robert Bothwell, *Canada and Quebec: One Country Two Histories*, Vancouver, UBC Press, 1995, p. 32-33.

³² Guy Laforest, dans Gerald Craig, *Lord Durham's Report: An abridgement of Report on the Affairs of British North America by Lord Durham*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006, p. 178-180 ; Jocelyn Maclure, *Quebec Identity: The Challenge of Pluralism*, Montréal, 2003, p. 19-59 ; Ingo Kolboom, *Pièces d'identité: signets d'une décennie allemande*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2001, p. 192. Voir aussi Christian Dufour, *A Canadian Challenge*, Vancouver, Oolichan Books, 1990, chap. 3, ainsi que Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1996, p. 123-138.

³³ Guy Laforest et Gerald Craig, *Lord Durham's Report*, *op. cit.*, p. 191-192.

³⁴ Parmi les auteurs des manuels étudiés, deux historiens font exception à cette composante définitionnelle. Il sera intéressant de voir si le fait, pour ces auteurs, d'avoir réalisé leur carrière au Québec a quelque influence sur le traitement des trois épisodes historiques considérés dans les manuels auxquels ils sont associés.

Présentation du corpus étudié

Notre objectif étant d'obtenir une vue d'ensemble de notre objet d'étude, le choix des sources mobilisées à cette fin s'est arrêté sur de récentes éditions de manuels d'histoire du Canada publiés hors Québec. L'étude des manuels trouve sa pertinence dans la perspective générale et la nature officieuse qu'offre ce type d'ouvrage. Fruit de la collaboration de plusieurs historiens et rédigés à des fins pédagogiques, les spécialistes défendent que, en théorie, les manuels doivent véhiculer le récit officiel reflétant les valeurs d'une société³⁵. Comment ce type d'ouvrage se distingue-t-il des autres écrits traitant d'histoire ? Dans un premier temps, les manuels sont produits à des fins d'enseignement et s'inscrivent dans une approche pédagogique. Par ailleurs, ils sont soumis à un examen et à une critique beaucoup plus sévères que les autres productions académiques³⁶. Or, une importante nuance doit être ici soulevée. Les spécialistes de la manualistique et les autres chercheurs de disciplines relevant des sciences sociales et s'intéressant à l'étude de ce type de sources tendent généralement à se pencher sur les manuels d'histoire commandés par l'État, soumis aux exigences des programmes scolaires et destinés aux élèves de niveau primaire et secondaire exclusivement. Bien qu'ils tombent dans la catégorie des manuels, les ouvrages que nous avons sélectionnés sont conçus dans l'optique de servir d'outils de support aux professeurs et aux étudiants dans le cadre de cours d'introduction à l'histoire du Canada, et ce, au sein d'institutions d'enseignement de niveau collégial et universitaire principalement. Du coup,

³⁵Pour Alain Choppin, pionnier de la manualistique, le manuel est un produit national contrôlé, qui véhicule et transmet les symboles patriotiques d'un pays. Les manuels seraient utilisés par les sociétés afin d'y ancrer et d'y perpétuer leurs caractéristiques, valeurs et traditions. De ce fait, les groupes qui souhaiteraient être acceptés en tant qu'éléments de la culture nationale se battent pour assurer leur contrôle sur les manuels utilisés dans les établissements d'enseignement. Dans un même ordre d'idée, pour la didacticienne canadienne Penny Clark, la principale caractéristique qui distingue un manuel d'un autre livre est d'abord sa relation avec l'État. Ce ne sont pas les caprices d'un auteur qui sont derrière la rédaction d'un manuel. Les manuels sont choisis ou écrits dans le but de supporter un curriculum qui fut mandaté par un département d'éducation provinciale. De plus, l'étudiant voit le manuel comme un texte autoritaire. Il ne peut être en désaccord avec celui-ci, puisqu'il renferme le contenu que l'étudiant doit apprendre. Avant tout, le manuel est un outil pédagogique. Le manuel serait un texte qui peut être politiquement conditionné, dans la mesure où il ne peut échapper aux limites que le gouvernement fixe sur son contenu et les valeurs qu'il véhicule. En tant que mécanisme de normalisation culturelle visant un certain groupe d'âge, le manuel se fait le représentant d'un code sociologique à une période donnée. À ce sujet, voir Augustin Escolano Benito, « The Manual as Text: The Construction of an Identity », dans Marc Depaepe et Angelo Van Gorp, dir., *Auf der Suche nach der wahren Art von Textbüchern 9*, Bad Heilbrunn, Klinkhardt, Beiträge zur historischen und systematischen Schulbuchforschung, n° 7 (2009), p. 97-49. Voir aussi Penny Clark, « 'The Most Fundamental of All Learning Tools': An Historical Investigation of Textbook Controversies in English Canada », dans *Ibid.*, p. 123-42.

³⁶ Alvin Finkel et Margaret Conrad, « Textbook Wars: Canadian Style », *Canadian Issues*, octobre 2003, p. 3.

ils échappent à tout contrôle gouvernemental ou programme pédagogique défini par l'État. Outre les éditeurs et les auteurs eux-mêmes, bien entendu, la seule instance extérieure pouvant peser sur le choix de leur contenu provient de « programmes collectifs des cours d'histoire » dispensés dans les universités. À ce sujet, l'historien Donald Fyson, auteur de manuels par ailleurs, explique que ces programmes collectifs sont issus d'un « processus de mise sur pied d'une idée commune de ce qui devrait être enseigné comme histoire, variant considérablement d'une université à l'autre »³⁷. Au final, le contenu des manuels repose avant tout sur les orientations privilégiées par les historiens ; et le choix d'un manuel par rapport à l'autre demeure le fait des établissements d'enseignement et des professeurs chargés d'enseigner l'histoire du Canada. Le nombre de chapitres de chacun des ouvrages sélectionnés correspond sensiblement au nombre de semaines que comporte un semestre universitaire, témoignant des intentions éducatives à l'origine de leur production. En plus, ils comprennent tous un appareil didactique, c'est-à-dire qu'on y trouve des illustrations et des cartes, mais aussi des notes de bas de pages, des suggestions de lectures complémentaires, des débats historiographiques, une bibliographie ainsi que des objectifs à atteindre et des questionnements pour les étudiants, en plus de ressources iconographiques et de rubriques biographiques sur les personnages jugés importants.

Évolution de la discipline au Canada anglais

Puisque notre sujet d'étude porte sur les manuels d'histoire du Canada produits hors Québec, il est essentiel de bien cerner le contexte actuel de l'étude du passé au Canada anglais³⁸. Tout d'abord, l'historiographie canadienne-anglaise fut depuis sa naissance associée de près ou de loin à un projet politique de construction nationale. L'histoire nationale était initialement perçue comme celle de la formation de l'État canadien et

³⁷ Donald Fyson, « Causerie avec Donald Fyson », *Semaine étudiante du CÉLAT*, Québec, Université Laval, 11 mars 2014.

³⁸ Pour des études détaillées sur l'enseignement de l'histoire au Canada, voir Ken Osborne, « Our history syllabus has us gasping? : History in Canadian Schools – Past, Present, and Future », *Canadian Historical Review*, vol. 81, n° 3 (2000), p. 404-435 ; *Id.*, « Teaching history in schools: A Canadian debate », *Journal of Curriculum Studies*, vol. 35, n° 5 (2003), p. 585-626 ; *Id.*, « 'To the Past': Why We Need to Teach and Study History », dans Ruth Sandwell, dir., *To the Past: History Education, Public Memory, and Citizenship*, Toronto, University of Toronto Press, 2006, p. 103-113.

consistait surtout en une histoire politique et événementielle³⁹. Elle priorisait les débats constitutionnels, les biographies de grands hommes et l'économie⁴⁰. Toutefois, au début des années 1960, les historiens ont remis en question à la fois la méthodologie et le cadre d'interprétation de l'histoire qui tournait autour de la définition de la spécificité nationale. Lassés par la focalisation sur la dimension publique et sur les hommes politiques, les nouveaux historiens montrèrent un désir d'explorer la sphère privée et sociale de la nation. Ils tournèrent le dos à la mission nationaliste de leurs prédécesseurs, qui leur paraissait plus proche de la propagande que de l'objectivité historique⁴¹. Ramsay Cook donna le coup d'envoi en 1967 en déplorant la préoccupation des historiens pour le « nation-building » et l'unité nationale qui, selon lui, ne faisait qu'obscurcir la complexité du passé. Il suggérait plutôt de tourner les projecteurs vers les « limited identities » des régions et des provinces, du monde ouvrier, des femmes, ainsi que des groupes ethniques autres que les francophones et les anglophones⁴². Cette conception fut ensuite reprise par J.M.S. Careless en 1969 dans son article "*Limited Identities*" in *Canada*⁴³. Ces deux historiens ont ouvert la voie à ce qui deviendra la nouvelle histoire sociale au Canada qui, dans les années 1970, parvient à s'affirmer comme paradigme alternatif à l'ancienne histoire politique narrative⁴⁴. En effet, avec le développement d'un Canada de plus en plus multiculturel, l'histoire sociale arrive à supplanter le récit conventionnel du « nation-building » et celui des deux peuples fondateurs, qui subissent une forte remise en question⁴⁵. Alors que l'histoire traditionnelle se concentrait sur les grands hommes politiques et sur le Canada central (le Québec et l'Ontario), la nouvelle histoire sociale favorisait l'étude des régions (les Maritimes, l'Ouest, le Nord), celle des gens ordinaires ainsi que celle des victimes et des laissés-pour-compte de la représentation historique.

³⁹ Ken Osborne, « Teaching history in schools », *loc. cit.*, p. 598.

⁴⁰ Laurence Cros, *La représentation du Canada dans les écrits des historiens anglophones canadiens*, Paris, Collection des thèses du Centre d'études canadiennes de Paris III/Sorbonne Nouvelle, 2000, p. 436. À titre d'exemple, voir Arthur Lower, *Colony to Nation: A History of Canada*, Toronto, Longmans, 1946 ; George Brown, *Building the Canadian Nation*, Toronto, J. M. Dent, 1942 ; Donald Creighton, *The Story of Canada*, Toronto, Macmillan, 1959 ; ainsi que George Wrong, *The Canadians: The Story of a People*, Toronto, Macmillan, 1938.

⁴¹ Michael Bliss, « Privatizing the Mind: The Sundering of Canadian History, the Sundering of Canada », *Journal of Canadian Studies*, vol. 26, n° 4 (1992), p. 7.

⁴² Ramsay Cook, « Canadian Centennial Celebrations », *International Journal*, vol. XXII, 1967, p. 663.

⁴³ J.M.S. Careless, « "Limited Identities" in Canada », *Canadian Historical Review*, vol. 50, n° 1 (1969), p. 1-10.

⁴⁴ Ken Osborne, « Teaching History in Schools », *loc. cit.*, p. 603.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 594.

Toutefois, ce changement dans l'historiographie ne resta pas incontesté. C'est ainsi que d'intenses débats ont animé les historiens du Canada anglais au début des années 1990. Ce fut Michael Bliss qui, le premier, lança l'appel pour un retour à l'histoire politique, pointant que les historiens, en ne portant leur attention que sur les sous-groupes et les régions au lieu de la nation dans son ensemble, fragmentaient la discipline, ne parvenant plus à offrir de vision claire du pays. Pour Bliss et les historiens adhérant à cette vision, les historiens, en remplaçant l'histoire politique par l'histoire sociale, ont mis en avant la division et le conflit plutôt que le consensus et l'unité ; ils se sont concentrés sur les aspects négatifs du passé national plutôt que sur ses aspects positifs⁴⁶. Selon ce point de vue, les historiens, du fait de leur spécialisation accrue, ne se considèrent plus comme des intellectuels publics s'adressant à un lectorat général, mais comme des spécialistes techniques écrivant pour leurs collègues et ayant définitivement abdicé leur rôle d'interprètes de l'évolution de la communauté publique canadienne. Pour Bliss, il y avait un parallèle à faire entre la fragmentation de l'histoire et les malaises politiques et constitutionnels du Canada dans les années 1990 :

We turned away from those tired old themes of Donald Creighton's graduate seminar – Confederation, federalism, English-French relations, commercial policy, MacDonald, Laurier, King, how to govern Canada – just as the understanding of them became *sine qua non* of intelligent citizenship. In the 1970s and 1980s, when it was never more important for Canadians to learn about the constitutional history of their country, the meaning and historical evolution of Canadian federalism, and the problems of reconciling the shifting aspirations and visions of the founding peoples of our country, we historians wanted to talk to our students about pork-packing, Marxist labour organizers, social control in insane asylums (perhaps some relevance there), fourth-rate nineteenth-century philosophers, parish politics, and, as J. L. Granatstein recently put it, “the history of housemaid's knee in Belleville in the 1890s.” “Really who cares,” he also said⁴⁷.

Suivant Bliss, Jack Granatstein publia une sévère critique de la nouvelle histoire sociale dans son ouvrage *Who Killed Canadian History ?* Pour Granatstein, l'histoire canadienne fut tuée par les historiens « du social », par le multiculturalisme et par des fonctionnaires et didacticiens anti-intellectuels⁴⁸. Il en résulte que les historiens du Canada anglais sont maintenant divisés sur comment – et à propos de qui – l'on doit écrire l'histoire du Canada. Certains voient une incompatibilité entre la fragmentation de l'histoire et une vision

⁴⁶ *Ibid.*, p. 602.

⁴⁷ Michael Bliss, *loc.cit.*, p. 7.

⁴⁸ Jack Granatstein, *Who Killed Canadian History?*, Toronto, Harper Collins, 2007, p. 174.

nationale. L'évolution de l'historiographie canadienne-anglaise, ainsi que le débat qui survint dans les années 1990, ne furent pas sans conséquence sur l'enseignement de l'histoire au pays.

Évolution de la place de l'histoire au sein du cursus scolaire canadien

Entre les années 1900 et 1970, l'histoire produite dans un objectif de « nation-building » occupait une place privilégiée dans les programmes scolaires partout au Canada. La seule exception significative à ce patriotisme pancanadien se trouvait au Québec, où la version anglophone du récit unificateur canadien était perçue comme une menace à l'identité distincte des Québécois. Toutefois, à partir des années 1960, avec la spécialisation de la discipline et l'expansion des universités, le rôle de l'histoire dans la société canadienne fut remis en question. Les nouvelles structures universitaires n'encouragent plus les historiens à écrire des manuels ou à collaborer avec les institutions scolaires. Leurs mérites sont plutôt évalués à l'aune de la publication de monographies et d'articles spécialisés ainsi que par l'obtention de subventions de recherche⁴⁹. À partir des années 1970, les programmes scolaires furent révisés et l'histoire perdit la place qu'elle avait autrefois occupée au profit d'une éducation citoyenne multidisciplinaire⁵⁰. Toutefois, le débat des années 1990 entre l'histoire politique et l'histoire sociale est aussi favorable à un retour de l'intérêt public pour le passé national ; et l'enseignement de l'histoire semble revenir dans les salles de classe de la majorité des provinces et territoires⁵¹. En effet, on reconsidère alors la valeur de l'étude du passé comme une forme d'éducation citoyenne, « whether defined as a source of heritage and identity, a means of social integration, a vehicle for skills-development, a foundation of cultural literacy, a preparation for citizenship, or an humanistic discipline. »⁵² À cet effet est formé en 1997 le *Dominion Institute*, organisme pour qui l'histoire sert à former chez les citoyens un meilleur sens de l'identité nationale. Cependant, l'approche privilégiée cette fois-ci sera celle de la nouvelle histoire sociale, que l'on croit plus

⁴⁹ Ken Osborne, « Teaching History in Schools », *loc. cit.*, p. 590-592.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 593.

⁵¹ *Ibid.*, p. 588.

⁵² *Ibid.*, p. 594.

inclusive, complète et objective⁵³. En ce début de XXI^e siècle, le Canada anglais connaîtrait un véritable « historical turn »⁵⁴. Les Canadiens semblent enclins à se tourner vers leur passé afin de mieux cerner leur identité. Dans ce contexte, la question de savoir quelle histoire du Canada doit être présentée devient une problématique centrale : de qui doit-on parler, de quels événements doit-on traiter ? Doit-on raconter l'histoire des « gagnants » ou celle des « perdants »⁵⁵ ?

Face à ces questionnements, nous croyons que la différence dans l'approche disciplinaire privilégiée par les auteurs des manuels sélectionnés aura une influence notable sur la manière dont ils vont traiter ces épisodes spécifiques du passé canadien-français ainsi que sur la place qu'ils leur accordent dans l'histoire du pays. De manière générale, les récits d'histoire politique publiés avant les années 1970 avaient tendance à voir le Québec comme un élément central de la naissance du pays et de sa progression⁵⁶. À cet effet, José Igartua notait qu'entre les années 1940 et 1960, les manuels d'histoire du Canada, poursuivant une approche narrative et politique, laissaient entendre que les conflits entre Canadiens français et Canadiens anglais formaient l'un des aspects excitants de l'histoire du pays. Cette tension « raciale » constituait l'un des trois thèmes centraux des programmes d'histoire du Canada en Ontario, les deux autres étant le combat contre la géographie et les relations avec les autres branches du monde anglophone, à savoir la Grande-Bretagne et les États-Unis⁵⁷.

Corpus sélectionné

La décennie 1990 coïncide avec la parution de plusieurs nouveaux manuels d'histoire du Canada⁵⁸, dont trois ont connu une réédition constante qui a assuré leur renouvellement

⁵³ Penny Clark, dir., *New Possibilities for the Past: Shaping History Education in Canada*, Vancouver, UBC Press, 2011, p. 5-6.

⁵⁴ Margaret Conrad, « A Brief Survey of Canadian Historiography », dans *Ibid.*, p. 34.

⁵⁵ Ruth Sandwell, *To the Past*, *op. cit.*, p. 3.

⁵⁶ Magda Fahrni, *loc.cit.*, p. 11.

⁵⁷ José Igartua, « What Nation, Which People? Representations of national identity in English-Canadian history textbooks from 1945 to 1970 », dans Martin Lyons, dir., *History in Global Perspective: Proceedings of the 20th International Congress of Historical Sciences*, Sydney, University of New South Wales, 2005, p. 26.

⁵⁸ Janet Guildford et Michael Earle, « On Choosing a Textbook: Recent Canadian History Surveys and Readers Review », *Acadiensis*, vol. 27, n° 1 (1997), p. 133-135.

jusqu'à aujourd'hui, témoignant de leur primauté comme outils dans les salles de cours⁵⁹. Il s'agit de *History of the Canadian Peoples* (1993), d'Alvin Finkel et Margaret Conrad ; de *The Peoples of Canada*, de J. M. Bumsted ; et d'*Origins*, de Douglas Francis, Richard Jones et Donald Smith (1988). À ces trois manuels s'ajoute aussi *Canada : A History* (2013), de Margaret Conrad, Alvin Finkel et Donald Fyson, ainsi que *Narrating a Nation* (2011), de Raymond Blake, Jeff Keshen, Norman Knowles et Barbara Messamore. À l'exception de *Canada : A History*, ces manuels comportent tous deux volumes. Compte tenu du cadre chronologique à l'intérieur duquel notre recherche s'inscrit, l'analyse ne portera ici que sur le premier volume de chacun des manuels, qui se termine généralement avec la Confédération en 1867.

CONRAD, Margaret, et FINKEL, Alvin. *History of the Canadian Peoples. Vol.1: Beginnings to 1867*. Toronto, Longman, 2009, 512 pages. [HCP]

Il s'agit de la cinquième édition de *History of the Canadian Peoples*. Dans l'introduction, on annonce que « the authors of this text are university-trained historians, schooled in the theories and methods of what was once called “the new social history”, [...] its findings have informed our decisions about what to include in this introductory textbook » (p. xvii). La première auteure, Margaret Conrad, est professeure émérite du département d'histoire de l'Université du Nouveau-Brunswick et spécialiste de l'histoire des provinces de l'Atlantique et de l'histoire des femmes. Co-auteur de *HCP* depuis la première édition, Alvin Finkel est professeur émérite de l'Université d'Athabasca. Ses publications et recherches portent sur l'histoire de l'Ouest canadien ainsi que sur l'histoire du monde ouvrier, de l'immigration au Canada, de l'origine de l'État providence et des centres de jour.

CONRAD, Margaret, FINKEL, Alvin, et FYSON, Donald. *Canada: A History*. Toronto, Pearson, 2013, 510 pages. [CH]

Ce manuel est très semblable au précédent puisqu'il en est une version abrégée. Il s'agit de la troisième édition de *Canada: A National History*. Bien que les autres manuels prétendent aussi inclure les aspects du social à leur histoire du Canada, ces deux ouvrages – *HCP* et

⁵⁹ *Ibid.*, p. 3 ; voir aussi Alvin Finkel et Margaret Conrad, *loc. cit.*, p. 12-15.

CH – s'avèrent être les seuls qui font de l'histoire sociale l'épine dorsale de leur récit. On trouve aussi un ajout de première importance à cette troisième édition : « in this edition, we welcome a third member to our writing team : Donald Fyson, a historian of Quebec, is an equal partner to Margaret Conrad and Alvin Finkel, the authors of the two earlier editions, and has contributed to every chapter of this edition of the book and all facets of its production » (p. xiii). S'étant joint à l'équipe en 2012, Fyson est spécialiste de l'histoire du Québec, de la Conquête au XX^e siècle. Professeur titulaire au département des sciences historiques de l'Université Laval, ses champs de recherche couvrent l'histoire sociale de même que l'histoire socio-juridique et sociopolitique du Québec-Canada aux XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles. Fyson s'intéresse en particulier aux rapports entre État, droit et société, notamment à la justice criminelle et civile, la police et l'administration locale. Il mène actuellement des recherches sur les effets juridiques et sociaux de la Conquête britannique du Québec. Il sera donc intéressant d'observer quels sont les changements apportés par Fyson à ce qu'on trouvait précédemment dans *HCP*.

FRANCIS, Douglas *et al.* *Origins. Vol 1: Canadian History to Confederation*. Toronto, Nelson Education, 2013, 518 pages. [Origins]

Origins en est à sa septième édition. Le manuel est structuré selon une trame chronologique et une approche narrative. Bien que le texte favorise un récit plus traditionnel qui met en avant « the grand design of nation-building, wars, political development, and economic cycles », on indique que « social history often dominates the narrative » (p. xxvi). Il est donc juste d'affirmer que, bien que les auteurs fassent un effort pour inclure la perspective de l'histoire sociale à leur récit, l'emphase demeure mise sur les aspects d'une histoire nationale orientée vers le politique. Le premier auteur, Douglas Francis, est professeur à l'Université de Calgary et spécialiste de l'histoire sociale et intellectuelle de l'Ouest canadien, particulièrement au XX^e siècle. Parmi les auteurs figure aussi Richard Jones. Né aux États-Unis, celui-ci a fait ses études primaires et secondaires en Ontario pour ensuite devenir professeur d'histoire à l'Université Laval dans les années 1970. Il est à la retraite depuis plusieurs années. Ses travaux ont porté sur l'histoire du Québec et du Canada au XX^e siècle, plus particulièrement sur l'époque duplessisiste et le nationalisme québécois. Donald

B. Smith est quant à lui professeur à l'Université de Calgary et spécialiste de l'histoire des Premières Nations. Précisons que Robert Wardhaugh, de l'Université de Western Ontario, s'est joint à l'équipe pour la dernière édition du manuel. Wardhaugh s'intéresse à l'histoire politique et régionale du Canada la fin du XIX^e siècle et du XX^e siècle ; ses travaux portent sur le fédéralisme et sur les Prairies.

BUMSTED, J. M. *The Peoples of Canada. Vol 1: A Pre-Confederation History*. Toronto, Oxford University Press, 2009, 599 pages. [PC]

Ce manuel adopte aussi une approche favorisant l'histoire politique et narrative. Dans l'introduction de son ouvrage, Bumsted mentionne que l'un de ses objectifs principaux est de rendre le matériel « interesting to readers ». Il ajoute que « readers like their stories to have people in them ». De ce fait, le récit qu'il offre est une histoire tournant autour de personnages importants : « I do believe in personalizing history as much as possible ». De plus, le manuel est construit sous la prémisse d'une « overarching master narrative versus the complex voices of social and cultural history » (p.xvi). Pour l'auteur, le fait de centrer un récit à la manière de l'histoire sociale sur une multitude de sous-groupes rend impossible la mise sur pied d'une chronologie repère et référentielle. C'est pourquoi son ouvrage est structuré selon un récit dominant. Ajoutons que Bumsted est professeur à l'Université du Manitoba et qu'il est spécialiste de l'histoire des Prairies, du Manitoba, de la rébellion de Louis Riel ainsi que de l'Île-du-Prince-Édouard et des immigrants Écossais au Canada au XIX^e siècle.

BLAKE, Raymond, *et al. Narrating a Nation. Vol 1: Canadian History Pre-Confederation*. McGraw-Hill Ryerson, 2011, 512 pages. [Narrating a Nation]

Tel qu'indiqué par le titre du livre, le texte de *Narrating a Nation* fut rédigé selon une approche narrative en suivant le déroulement des événements de manière chronologique afin de présenter une histoire qui se développe sur la longue durée, « in contrast to the more usual method of today, in which chapters are divided according to theme, region, or perhaps some combination of both » (p xiii). D'entrée de jeu, le manuel entend se distinguer des autres en utilisant une approche plus traditionnelle dans laquelle les grands personnages

se retrouvent au centre de l'histoire presque exclusivement politique qui est présentée. Plutôt que de travailler conjointement à la rédaction de l'ensemble de l'ouvrage, les auteurs se concentrent sur certains chapitres bien spécifiques qu'ils ont personnellement rédigés. Dans le cadre de notre étude, seuls les chapitres de Barbara Messamore et de Norman Knowles sont analysés. Knowles est professeur d'histoire à St. Mary's University College, institution basée à Calgary, et s'intéresse à l'histoire sociale, culturelle et religieuse du Canada aux XIX^e et XX^e siècles. Professeure à The University of Fraser Valley, en Colombie-Britannique, Barbara Messamore est spécialisée en histoire constitutionnelle et politique du Canada, principalement en ce qui touche le XIX^e siècle.

Recension de la production savante sur les manuels

Les manuels d'histoire nationale ont fait l'objet de bon nombre d'études depuis les dernières décennies. Le plus souvent, on a cherché à examiner leur contenu afin de « vérifier si celui-ci était conforme aux programmes et aux orientations du Ministère, ou dans le but de confirmer certaines tendances idéologiques observées dans la société⁶⁰. » À cet effet, dans leur ouvrage de 1974, Geneviève Laloux-Jain et Marcel Trudel entreprennent d'étudier les manuels d'histoire utilisés dans les écoles du Québec et de l'Ontario entre 1867 et 1914 dans le but de « déterminer s'il est possible d'établir un parallèle entre le nationalisme des manuels et l'évolution du sentiment nationaliste au Canada⁶¹ ». Au terme de leur étude, les auteurs cherchent à amener une certaine compréhension de l'autre, mais surtout une meilleure connaissance de soi. Pour eux, Ramsay Cook et Michel Brunet n'avaient pas tort d'avancer que les Canadiens des deux groupes linguistiques avaient tendance à se laisser aveugler par les mythes nationalistes véhiculés chez chacun⁶². Ils concluent que dans l'ensemble, après 1760, les manuels ne semblent plus parler du même pays. Les auteurs anglophones tentent de faire une histoire englobant l'ensemble du Canada alors que les auteurs francophones parlent presque exclusivement de l'histoire du Québec en s'arrêtant longuement sur la période de la Nouvelle-France et ses héros.

⁶⁰ Lucie Bettez, *Le traitement de trois guerres coloniales dans les manuels d'histoire nationale au Québec, 1967-2006*, mémoire de maîtrise, UQAM, 2001, p. 12.

⁶¹ Geneviève Laloux-Jain et Marcel Trudel, *Les manuels d'histoire du Canada au Québec et en Ontario*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p. 2.

⁶² *Ibid.*, p. 1.

Plus tard, Jocelyn Létourneau se pencha sur le cas des manuels d'histoire québécois destinés à un public francophone de 4^e secondaire et produits entre les années 1960 et 1990. Létourneau constata que, bien que la problématique nationale demeure au cœur du récit historique raconté aux élèves, celle-ci n'est plus, comme elle l'était jadis, fondée sur l'idée d'exclusion et de victimisation du groupe. Toutefois, le chercheur conclut que, malgré la trame narrative plus positive présentée aux élèves, celle-ci ne parvient pas à conditionner la mémoire des jeunes Québécois chez qui le récit historique de la nation continue à générer une représentation pessimiste et vindicative⁶³.

S'agissant des manuels anglophones, José Igartua tâcha de retracer la généalogie des stéréotypes associés aux Canadiens français dans deux manuels d'histoire nationale populaires de l'après-guerre. Reprenant généralement les stéréotypes véhiculés par les anciens érudits de la Nouvelle-France, notamment Francis Parkman, les Canadiens français y sont décrits comme joviaux, pour la plupart illettrés, satisfaits de leur modeste sort et peu conscients des affaires du monde à l'extérieur du Québec. Au terme de son analyse, Igartua note que les auteurs des manuels vont s'inspirer de ces traits de caractère afin de présenter les Canadiens français de façon négative par rapport aux Canadiens anglais contemporains, les évacuant ainsi du récit dominant de l'histoire canadienne⁶⁴.

S'éloignant de l'étude des manuels et s'inscrivant plutôt dans un champ d'études visant à ouvrir un dialogue entre les deux solitudes, Serge Denis s'est intéressé à la perception du Québec par les intellectuels progressistes anglophones, couvrant pour ce faire une période de vingt ans. Lorsqu'il entreprend la rédaction de cet essai, Denis est d'abord préoccupé par le fait qu'il existe peu d'échanges et de débats entre les intellectuels des deux groupes linguistiques (francophones et anglophones) au Canada, et encore moins sur la question nationale du Québec⁶⁵. Il souhaite ouvrir une véritable discussion entre les intellectuels progressistes francophones et anglophones sur l'état de leurs rapports ainsi que sur la

⁶³Jocelyn Létourneau, « Nous autres les Québécois. La voix des manuels d'histoire », dans Laurier Turgeon *et al.*, dir., *Les espaces de l'identité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1997, p. 99-119.

⁶⁴ José Igartua, *loc. cit.*

⁶⁵ Serge Denis, *Le long malentendu: Le Québec vu par les intellectuels progressistes au Canada anglais 1970-1991*, Québec, Boréal, 1992, p. 7.

question nationale québécoise et celle des réformes constitutionnelles⁶⁶. L'objectif qu'il poursuit est d'exposer le lecteur francophone aux principaux tenants des études récentes sur le Québec produits par les universitaires progressistes du Canada anglais⁶⁷.

D'autre part, en 1997, Daniel Francis se concentre sur les différents mythes véhiculés à travers les récits de l'histoire canadienne. Pour Francis, l'une des fonctions de l'histoire est de donner un sens à l'idéologie civile en place dans une société⁶⁸. L'historien examine la manière par laquelle les mythes sont construits par l'histoire ainsi que les différents motifs qui se cachent derrière cette construction historique. En ce qui a trait au Québec, il soulève qu'à travers l'histoire canadienne fut propagé le mythe de l'infantilisation du Québec : « For most English Canadians, Quebec was quaint folk culture, a province of fiddlers and wood carvers which added a lively, picturesque quality to the staid face of English Canada⁶⁹».

Finalement, dans un effort pour joindre les deux historiographies, les historiens anglophone John Meisel et Arthur Silver, ainsi que le sociologue francophone Guy Rocher, publièrent en 1999 *Si je me souviens bien / As I Recall*. Se basant sur les travaux d'autres historiens ainsi que sur les récits historiques comme sources principales, les auteurs reconstituèrent 34 épisodes parmi les plus marquants de l'histoire du Canada depuis 1759 jusqu'au référendum de 1995. Les perspectives historiques anglophones et francophones de ces événements sont présentées côte à côte dans l'objectif d'offrir une meilleure compréhension des différences d'interprétations pouvant exister entre les deux communautés. Aux yeux des auteurs, l'histoire contribue à la formation d'une identité collective nationale ; par conséquent, dans un pays plurinational comme le Canada, l'existence de deux discours historiques différents peut soulever des problèmes au chapitre de la construction d'une mémoire collective. En outre, ils avancent qu'au regard du débat sur le statut du Québec dans la fédération canadienne, les divergences d'interprétations historiques alimentent l'incompréhension mutuelle pouvant exister entre les deux communautés et influencent

⁶⁶ *Ibid.*, p. 8.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 10.

⁶⁸ Daniel Francis, *National Dreams: Myth, Memory and Canadian History*, Vancouver, Arsenal Pulp Press, 1997, p. 10.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 97.

leurs échanges. À l’instar de Serge Denis, les auteurs de cette étude ne prétendent pas offrir de solution réconciliatrice. Ils cherchent plutôt à stimuler un dialogue entre les « deux solitudes » tout en encourageant le lecteur à considérer des interprétations alternatives de leur histoire⁷⁰.

Dans le cadre de notre recherche, nous pouvons nous attendre à ce que certains des points soulevés par les études de Laloux-Jain / Trudel, d’Igartua, ainsi que de Meisel, Silver et Rocher trouvent une place parmi les récits que nous avons examinés. Toutefois, alors que ces chercheurs se sont chargés d’analyser les textes dans leur ensemble, notre mémoire ne portera que sur trois moments événementiels plus spécifiques. Notre attention sera portée sur les interprétations à partir desquels les auteurs vont édifier leur récit ainsi que sur les choix narratifs et thématiques qui ont orienté leur entreprise.

Démarche et analyse

Notre recherche a pour objet de rendre compte du traitement que les historiens canadiens-anglais offrent actuellement de trois moments historiques parmi les plus marquants de l’histoire du Québec. Il ne fait aucun doute que la Conquête, les Rébellions et l’Acte d’Union constituent les piliers fondamentaux d’une trame historique dont le discours semble profondément ancré dans la mémoire collective d’une majorité de Québécois francophones. Suivant le postulat soutenu depuis plusieurs décennies voulant que le Canada anglais interprète l’histoire nationale d’une façon qui lui est spécifique, nous avons cherché à reconstituer la manière dont ses historiens conçoivent et interprètent ces événements aux significations profondes. La voie des manuels s’imposait comme le choix le plus propice à l’accomplissement de notre objectif, compte tenu du lectorat général auquel ces ouvrages s’adressent, mais aussi du processus de rédaction qui s’effectue par une équipe d’éminents spécialistes œuvrant conjointement à produire une synthèse de l’histoire canadienne.

Notre démarche est centrée sur l’analyse discursive et qualitative des cinq ouvrages sélectionnés afin de mettre au jour les constructions narratives qu’ils recèlent ainsi que les

⁷⁰ Arthur Silver *et al.*, *op. cit.*, p. 2-7.

voies interprétatives favorisées par leurs auteurs. La première étape consiste à prendre connaissance de l'évolution historiographique rattachée à chacun des événements et périodes étudiés, mais aussi d'en cerner les interprétations traditionnelles.

Nous procédons ensuite à l'analyse textuelle du corpus ; fondamentalement, nous entendons déceler le sens et l'ampleur que les historiens attribuent aux événements retenus, mais aussi de quelle manière ils les intègrent au cadre plus large de l'histoire du Canada. Une attention particulière est portée aux divisions chronologiques et thématiques sur lesquels ils se sont arrêtés. Les auteurs étant limités par les obligations qu'impose la production d'un manuel – limites de temps ; nombre de pages allouées ; ampleur du sujet couvert –, il est évident que des choix ont été faits à propos de la matière historique couverte dans les textes. En conséquence, nous avons posé notre regard sur les aspects et thèmes mis en avant et sur lesquels l'emphase se situe, tout en faisant aussi état de ceux qui apparaissent négligés, marginalisés, ou de ceux qui se trouvent totalement absents des récits.

Par ailleurs, nous avons aussi considéré la terminologie employée par les auteurs afin de décrire ou de rendre compte de certains faits, aspects, enjeux, personnages et événements, croyant que le choix des mots exerce une influence notable sur le ton et la signification que peut projeter un récit d'histoire, lequel peut aussi altérer significativement la qualité des interprétations avancées.

Finalement, nous avons cherché à voir jusqu'à quel niveau l'approche disciplinaire adoptée par les historiens peut influencer la narration des événements et le choix des aspects traités. Au terme de l'exercice, nous serons en mesure de dégager les grandes lignes interprétatives mises en avant dans chacun des textes et observer les convergences et divergences pouvant survenir d'un ouvrage à l'autre.

Puisque les événements dont il est question relèvent fondamentalement du domaine politique, notre analyse est centrée sur les chapitres et passages couvrant à l'évidence les aspects politiques des périodes étudiées. Par exemple, en ce qui concerne la période de l'Acte d'Union, certains manuels vont en offrir un double traitement, un chapitre portant sur

les développements politiques et l'autre sur les aspects socioculturels et économiques. Dans pareil cas, seul le chapitre abordant le politique a été examiné. D'autre part, comme nous l'avons vu, les moments événementiels sélectionnés occupent une place de premier plan au sein de la question nationale québécoise ; il ne fait aucun doute qu'ils ont un impact considérable sur la mémoire collective des Québécois d'héritage canadien-français. Pour cette raison, c'est d'abord autour des enjeux qui apparaissent de première importance pour les Canadiens français durant la période étudiée que notre analyse a été structurée. Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, lors de notre traitement de la Proclamation royale de 1763, nous n'avons retenu que les passages destinés aux relations entre Britanniques et francophones et avons laissé de côté les aspects traitant des conséquences pour les Premières Nations.

Les trois chapitres constituant le corps de notre mémoire consistent en une analyse discursive et détaillée des trois moments retenus. Le premier chapitre porte sur la période de la Conquête, depuis la bataille des plaines d'Abraham jusqu'à l'Acte Constitutionnel de 1791. Nous découvrons que, dans l'ensemble des ouvrages étudiés, la Conquête n'apparaît pas comme une rupture tragique ; les récits tendent plutôt à montrer le régime anglais dans ses tendances et pratiques accommodantes et à mettre en avant les éléments de continuité entre les deux tutelles impériales.

Dans le deuxième chapitre, nous analysons la Rébellion des Patriotes pour constater que l'événement est avant tout interprété à travers une analyse synchronique, la majorité des ouvrages interprétant les insurrections comme une lutte commune des deux Canadas contre les abus du gouvernement colonial et pour l'obtention de la responsabilité ministérielle, laissant en marge la question nationale sous-jacente aux Rébellions du Bas-Canada.

Enfin, le troisième chapitre s'intéresse à la période de l'Acte d'Union. Nous y voyons d'abord la signification que les auteurs attribuent au rapport Durham et à la constitution de 1840, pour ensuite passer au traitement de l'alliance politique entre les réformistes francophones et anglophones en vue d'obtenir le gouvernement responsable.

CHAPITRE I

LA CONQUÊTE, 1760-1791 : ATTÉNUATION ET CONTINUITÉ

La prise de possession du Canada par la Grande-Bretagne au terme de la Guerre de Sept Ans (1756-1763), connue sous le nom de Guerre de Conquête dans l'historiographie et l'espace public canadiens, fait sans équivoque figure d'évènement monumental dans l'histoire du pays. L'écrivain Will Ferguson va même jusqu'à lui conférer le statut de « big bang of Canadian history », soit un évènement qui changea le pays à tout jamais et dont les répercussions restent palpables aujourd'hui¹. Peut-être plus significatifs que l'évènement en soi sont en effet ses conséquences, qui demeurent toujours sujet de débats parmi les historiens dont les interprétations ont connu diverses fluctuations depuis le XVIII^e siècle². Au Québec, la Conquête marque le début de l'aventure historique des Canadiens (qui adopteront plus tard le référent identitaire de Canadiens français et de Québécois par la suite)³ dans le cadre de l'Empire britannique, de leur cohabitation avec « l'autre »

¹ Will Ferguson, *Canadian History for Dummies*, Mississauga, Wiley, 2005, p. 117.

² Premièrement, on retrouve une Conquête au visage providentiel et bénéfique, interprétation initialement formulée en rapport avec les activités révolutionnaires qui se déroulaient alors en France. Des figures conservatrices de Québec, d'abord le juge de paix William Smith (1728-1793) et l'évêque Joseph-Octave Plessi (1763-1825), avancèrent que, par la Conquête, le Québec fut miraculeusement sauvé des horreurs de la Révolution ayant affligé la mère patrie. Cette interprétation sera plus tard reprise par l'abbé Henri-Raymond Casgrain, pour finalement s'éteindre au milieu XX^e siècle. Les écrits des premiers historiens anglo-canadiens véhiculaient une interprétation semblable en soulignant les bénéfices apportés par la conquête, notamment l'instauration d'institutions et de valeurs britanniques, interprétation qui figure aussi, bien que de manière nuancée, dans les écrits de l'historien québécois Marcel Trudel (1917-2011). Voir son ouvrage *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 2001.

Dans une optique similaire, selon certains historiens du début du XX^e siècle comme Donald Creighton et A. L. Burt, que Donald Fyson qualifie de « nostalgic tory school », les habitants étaient soit indifférents à la Conquête puisqu'ils étaient d'ignorants paysans, ou tout aux mieux passivement satisfaits par l'arrivée des libertés britanniques qui les affranchissaient de l'autocratie française.

À l'encontre de la vision providentielle se trouve l'interprétation dite misérabiliste, principalement véhiculée au Québec, où la Conquête apparaît comme un désastre pour les Canadiens et, subséquemment, pour les Québécois d'origine francophone. D'abord formulée par François-Xavier Garneau au milieu du XIX^e siècle, cette thèse est reprise par Lionel Groulx au début du XX^e siècle, de même que par des historiens québécois néo-nationalistes dans les années 1950-1960 – pensons à Guy Frégault, Maurice Séguin et Michel Brunet. Son aspect le plus fort est sans doute la théorie de la décapitation, qui soutient que la Conquête a provoqué le départ des élites francophones, laissant derrière eux un peuple de paysans exclus de l'entreprise économique et dominés par un clergé soumis aux autorités britanniques. La restructuration sociale causée par la Conquête serait la cause lointaine de l'infériorité économique des francophones dans le Québec d'avant la Révolution tranquille. À ce sujet, voir Donald Fyson, « The Canadiens and the Conquest of Quebec : Interpretations, Realities, Ambiguities », dans Jarrett Rudy *et al.*, dir., *Quebec Questions: Quebec Studies for the Twenty-First Century*, Toronto, Oxford University Press, 2011, p. 21-22.

³À ce sujet, voir Jocelyn Létourneau, « La production historique courante portant sur le Québec et ses rapports avec la construction des figures identitaires d'une communauté communicationnelle », *Recherches sociographiques*, 36, 1 (1995), p. 9-45.

(anglophone) et des tensions subséquentes qui en résultent. Pour l'historien Jocelyn Létourneau, c'est à l'intérieur de relations souvent tendues et alambiquées avec les Britanniques (et plus tard avec les Canadiens anglais) qu'une identité nationale originale s'est construite, qu'il définit par le concept de *canadianité*⁴. En 2012, le ministre conservateur Jason Kenney s'adonna à une déclaration risquée lorsqu'il fit l'éloge de l'impérialisme britannique, avançant l'idée que la Conquête de la Nouvelle-France fut un remarquable exemple d'accommodement culturel et le fondement du multiculturalisme canadien. Si ses propos passèrent sous le radar au moment d'être prononcés, ils refirent surface à l'occasion de l'élection fédérale de 2015, soulevant alors l'indignation dans les médias québécois⁵. Visiblement, le bref incident médiatique venait confirmer que la Conquête demeurait un sujet délicat.

Dans ce chapitre, notre tâche consiste d'abord à analyser comment les auteurs présentent la Guerre de Conquête et la bataille des plaines d'Abraham ; et, dans un deuxième temps, de voir comment ils traitent du changement de régime et de ses conséquences. C'est ensuite que nous examinerons les cas de la Proclamation royale, de l'Acte de Québec et de l'Acte constitutionnel. Outre d'obtenir le portrait actuel de l'évènement et de ses impacts immédiats, nous serons en mesure d'identifier quelles sont les interprétations qui constituent aujourd'hui des vestiges d'une historiographie dépassée, mais celles aussi qui ont survécu à l'avancement des recherches, ne serait-ce qu'en partie. Nous avançons l'hypothèse que, de manière générale, dans les ouvrages qui forment notre corpus, l'interprétation de la Conquête s'est distancée de la vision providentielle des auteurs d'antan pour mettre en avant un récit plus nuancé, qui cherche néanmoins à atténuer les effets de la

⁴ Jocelyn Létourneau, « What Is to Be Done with 1759? », *loc cit.*, p. 294.

⁵ « Jason Kenney fait l'éloge de la conquête de la Nouvelle-France », *Le Journal de Montréal*, 6 octobre, 2015, <http://www.journaldemontreal.com/2015/10/06/jason-kenney-fait-leloge-de-la-conquete-de-la-nouvelle-france> [page consultée le 3 avril 2016] ; Antoine Robitaille, « Propos du conservateur Jason Kenney : La bonne Conquête », *Le Devoir*, 9 octobre 2015, <http://www.ledevoir.com/politique/canada/452184/propos-du-conservateur-jason-kenney-la-bonne-conquete> [page consultée le 3 avril 2016]; Catherine Lévesque, « L'empire britannique a bien intégré les colons français à l'époque de la Conquête, selon le conservateur Jason Kenney », *Huffington Post Québec*, 6 octobre 2015, http://quebec.huffingtonpost.ca/2015/10/06/lempire-britannique-a-bien-integre-les-canadiens-francais-selon-kenney_n_8253496.html [page consultée le 3 avril 2016].

Conquête sur la société canadienne-française afin d'accentuer l'idée de continuité plutôt que celle de rupture entre les régimes français et britannique.

1.1 L'achèvement de la Conquête et la Bataille des plaines d'Abraham

En 2009 devait avoir lieu, dans la ville de Québec, la commémoration du 250^e anniversaire de la célèbre bataille des plaines d'Abraham. Cependant, par souci de sécurité publique, à la suite des propos radicaux et des menaces voilées en provenance de certains groupes, les autorités municipales décidèrent d'annuler l'événement⁶. À l'évidence, 1759 représente encore une blessure non cicatrisée, évoquant toujours la victoire anglaise sur les Français. De manière générale, les manuels examinés tentent cependant d'en réduire le caractère surdéterminant, cherchant à montrer que les négociations du traité de Paris constituent les véritables éléments définitifs d'un transfert de pouvoir ayant eu lieu en 1763.

1.1.1 *HCP*, *CH* et *Origins* : Conquête ou négociations ?

Dans le passage servant d'introduction aux chapitres portant sur la Conquête, il est déjà possible d'observer certaines altérations significatives apportées par le texte de *CH* (Conrad, Finkel, Fyson) au texte de *HCP* (Conrad, Finkel). D'un côté, *HCP* se montre assez fidèle à l'approche sociale privilégiée par ses auteurs, le récit s'amorçant par la mise en scène d'un personnage féminin – Marie de la Visitation, faisant l'expérience des horreurs de la guerre lors du bombardement de Québec par James Wolfe – et présentant la guerre selon la perspective des victimes plutôt que par l'entremise d'une narration insistant sur les exploits glorieux des militaires. D'un autre côté, dans *CH*, l'épisode est plutôt retiré et remplacé par une remise en question de l'importance de la bataille des plaines d'Abraham dans le dénouement du conflit opposant la France à l'Angleterre : « When the British captured Quebec in September 1759, it was still unclear whether they would conquer Canada. [...] Through threats and promises, he [James Murray] hoped to secure the victory

⁶ « La reconstitution est annulée », Radio-Canada, avec la Presse canadienne, 17 février 2009, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/National/2009/02/17/001-plaine-reconstitution-annul.shtml> [page consultée le 3 avril 2016].

and follow it up with the capture of Montreal, but only time would tell which side would be the first to receive the much-needed reinforcements from their imperial homeland. »⁷

À ce sujet, le texte de *CH* rejoint celui d'*Origins*, qui dans son traitement de l'affrontement de 1759 s'empresse d'apporter la même relativisation : « The Battle of the Plains of Abraham has become entrenched in the social memory as the pivotal event in the struggle for Quebec. The nature of the risky assault leading to the battle combined with the deaths of the two commanders provided irresistible fodder for the romanticized and heroic portraits to follow. But the fate of New France was not decided on the Plains of Abraham. »⁸

Le rapprochement entre *Origins* et *CH* ne s'arrête pas là dans la mesure où les deux textes mettent en évidence le fait que si ses dirigeants l'avaient désiré, la France aurait pu conserver ses colonies d'Amérique du Nord. Elle décida plutôt de garder la Guadeloupe, Sainte-Lucie et Saint-Domingue que les Britanniques avaient aussi conquises par les armes. Cette vision des choses, où l'on affirme que la prise de possession du Canada par la Grande-Bretagne découla de négociations entre deux puissances impériales davantage que d'une conquête militaire à proprement parler, est un peu plus présente dans *Origins*, où les auteurs concluent leur propos en plaçant le terme *conquered* entre guillemets, sous-entendant que la notion de conquête demeure discutable : « The British had to determine policies to deal with the "conquered" French-Catholic population in Quebec. »⁹

Dans *HCP* et *CH*, les suites de la Conquête sont présentées suivant un récit mettant en avant l'influence d'évènements en lien avec les États-Unis et la France révolutionnaire sur le développement des colonies britanniques en Amérique. La Proclamation royale est d'abord traitée en regard de ses implications concernant les relations entre les Autochtones et les Britanniques. Les auteurs se penchent ensuite sur le cas particulier du Québec dans une section intitulée *The Conquest and Quebec*. Dès la première ligne, ils soulignent que : « Debates about the meaning of the conquest of Quebec make it difficult to sort out what

⁷ *Canada: A History, op. cit.*, p. 83.

⁸ *Origins, op. cit.*, p. 155.

⁹ *Ibid.*, p. 158.

actually took place in the years immediately after the British assumed control. »¹⁰ D'entrée de jeu, les auteurs annoncent le caractère nuancé du récit à venir.

La Conquête est replacée dans son contexte de guerre pour expliquer sa nature traumatisante. S'inscrivant dans l'orientation générale du manuel, où l'on cherche à présenter l'histoire canadienne par l'entremise d'un cadre qui englobe l'ensemble du monde atlantique et qui influence son développement, l'ampleur de la Conquête sur les Canadiens est immédiatement relativisée. On explique qu'elle ne fut pas la rupture qui changea à tout jamais leur destin. Si les Britanniques ont bel et bien amené un changement administratif, ce sont d'abord les différents groupes sociaux habitant la colonie qui ont contribué à l'évolution des choses. Surtout, la conquête militaire ne fut pas en soi un évènement décisif. Ce sont plutôt les développements prenant place dans le contexte global de l'Amérique du Nord qui ont influencé le cours de l'histoire.

1.1.2 *Narrating a Nation* : cession, fatalité et abandon

Le sort des francophones constitue un thème central du récit de la Conquête présenté dans le manuel *Narrating a Nation*. L'évènement est introduit en soulignant qu'il laissera les Canadiens à la merci d'une puissance étrangère : « The conquest of New France would leave tens of thousands of French Roman Catholic subjects under the rule of an alien British Protestant power. [...] The implications for the population of that colony would be enormous ». À la différence des autres manuels, ce passage tend à accentuer l'idée de rupture plutôt que celle de continuité.

Narrating a Nation présente ensuite la Conquête à travers trois aspects que nous avons pu identifier. En premier lieu, dans l'introduction du chapitre qui porte sur les guerres coloniales de 1749-1760, l'auteure, Barbara Messamore, souligne le caractère douloureux de la Conquête, non seulement pour le Québec, mais pour tout le pays : « In Canada, the conquest is often seen as a great wound in the history of the country, a symbol of English hegemony over the French ». Elle renchérit sur ce dernier point, affirmant que plusieurs

¹⁰ *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 164.

générations d'historiens anglo-protestants « trumpeted the British victory as a symbol of Anglo-Saxon superiority over Gallic backwardness, and rationalized attempts at cultural assimilation with references to Britain's historic victory at the Plains of Abraham. » Messamore s'empresse de réfuter la validité d'une telle vision. Reprenant les termes d'Allan Greer, elle avance qu'il serait plus approprié d'envisager la Nouvelle-France « as a "ceded colony" rather than a "conquered nation" »¹¹. Le point de vue d'Allan Greer sur la cession fera d'ailleurs surface dans les questions couronnant la fin du chapitre : « Do you agree with historian Allan Greer that New France was a "ceded colony," rather than a "conquered nation"? Explain. »¹² Messamore conclut le chapitre en qualifiant la Conquête de transfert de pouvoir entre deux puissances impériales.

L'auteure soulève le caractère inéluctable de la Conquête en soulignant à plus d'une reprise le manque d'intérêt des Français envers la colonisation de l'Amérique du Nord. Puisque l'Angleterre avait placé cette guerre coloniale au sommet de ses priorités, la Conquête s'avérait inévitable. C'est du moins ce que laisse entendre le titre du chapitre *The Inevitable Conquest? 1749-1763*. L'auteure revient d'ailleurs sur le sujet dans les questions proposées au lecteur : « Was the British victory in the Seven Years War inevitable? What factors contributed to it? »¹³ Messamore insiste sur la thèse de l'inévitabilité de la Conquête en affirmant qu'au cours des négociations du traité de Paris, toutes les puissances d'Europe s'étaient résignées à l'idée que l'Amérique du Nord serait inévitablement britannique.

Toujours selon Messamore, il faut aussi voir dans la Conquête l'abandon de la Nouvelle-France par sa mère patrie. Elle soulève d'abord le point en prenant l'exemple de Lévis : « A dejected Levis was forced to confront the truth that he had feared: France had abandoned its North American colony¹⁴ ». Elle revient sur le sujet en abordant la question du Traité de Paris : « The same forces of global competition and hard-headed calculation that had originally prompted the rival nations to colonize North America forced France to withdraw

¹¹ Barbara Messamore, *Narrating a Nation*, op. cit., p. 126.

¹² *Ibid.*, p. 156.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*, p. 154.

from the contest, abandoning its colonial experiment on the St. Lawrence. »¹⁵ Dans *Narrating a Nation*, la Conquête apparaît au total comme une cession inéluctable, moment final d'un inintérêt ayant conduit à l'abandon.

Il est enfin intéressant de se pencher sur la manière dont Messamore conclut son chapitre sur la Guerre de Sept Ans. Elle écrit en effet que les Canadiens « would have to adapt to a new form of European governance, and found, with relief, that practice of their Roman Catholic faith was afforded some protection under the treaty »¹⁶. Elle montre de cette façon que le changement de régime qui s'amorce n'est pas si dramatique. Dans ce point de vue, on peut déjà apercevoir le visage accommodant par lequel, dans l'ouvrage, on qualifie l'approche de la Couronne britannique pendant le régime colonial.

1.1.3 *The Peoples of Canada* : perspective et enjeux impériaux

Dans *The Peoples of Canada*, le récit présenté par J. M. Bumsted est surtout centré sur la perspective britannique de la Conquête et sur les enjeux qui concernent l'Empire. Bien qu'ils soient inévitablement mentionnés pour la période que nous étudions, les Canadiens français occupent un rôle secondaire. À la différence des autres textes, le traitement de la bataille des plaines d'Abraham et de la Guerre de Sept ans se veut essentiellement narratif. À la manière de l'histoire bataille d'autrefois, Bumsted n'aborde que les détails militaires. Lorsque vient le temps de conclure, le principal commentaire offert par l'auteur en ce qui touche la Conquête consiste à observer que « what was surprising was not that the British had won, but that it had taken them more than half a century to do so. » Finalement, ce qu'il faut retenir de l'événement réside dans le rôle qu'il joua dans le déclenchement de la révolution américaine : « insurgents in the thirteen colonies to the south were beginning the countdown to rebellion almost before the ink was dry on the peace treaty. In that countdown, the provinces that would ultimately become Canada were to play an important role. »¹⁷

¹⁵ *Ibid.*, p. 155.

¹⁶ *Ibid.*, p. 156.

¹⁷ *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 182-183.

Les thèmes centraux orientant la progression du récit portent sur le développement économique des colonies britanniques, la révolution américaine et la reconstitution géopolitique provoquée par l'arrivée des loyalistes. De même, dans la page d'introduction du chapitre 10 intitulé *The Expansion and Contraction of British North America, 1760-1782*, la seule mention faite des Canadiens se limite au fait que la Grande-Bretagne désirait les remplacer par des sujets d'origine britannique.

Les enjeux touchant le Québec ne sont abordés de front qu'à partir de la section *Quebec, 1763-1775*. Cependant, c'est l'administration britannique et les défis que pose l'acquisition de l'ancienne colonie française qui font figure de premier violon dans l'orchestration du texte. Nous pouvons donc constater que *The Peoples of Canada* n'introduit pas la Conquête comme étant d'abord un événement aux conséquences et aux implications majeures pour les Canadiens, mais plutôt comme un événement apportant plusieurs défis administratifs à l'Empire. Notons toutefois que les conséquences de la Conquête seront tout de même traitées par l'auteur au cours du chapitre, sans toutefois connaître le même niveau de développement que dans les autres manuels. Au final, cet aspect de l'ouvrage de Bumsted marque la principale distinction qui le sépare des autres manuels, dans la mesure où les autres ouvrages s'efforcent, dans une certaine mesure, de présenter la Conquête en rapport avec la perspective québécoise, alors que *The Peoples of Canada* se concentre sur une perspective strictement anglaise de l'événement. Cette spécificité se manifeste de manière plus évidente par l'utilisation du terme *alien population* pour désigner les Canadiens, mais aussi par les questions que Bumsted propose à la fin du chapitre et qui concernent exclusivement les enjeux impériaux¹⁸.

¹⁸ « 1. What problems confronted the British government in the wake of the 1763 Treaty of Paris?
2. Why did the British issue the Proclamation of 1763?
3. What caused the disappointment of the new American settlers in Nova Scotia?
4. Why was the administration of Quebec so difficult in the years after 1763? How did Governor Carleton resolve the problems?
5. What was happening in the Great Lakes region after 1763?
6. What was the response of Quebec to the American invasions of 1775?
7. What did most supporters of the Americans in the northern colonies do during the war of the American Revolution?
8. Discuss the developments in the west during the American war.
9. How did the 1783 Treaty of Paris disadvantage Britain's loyal colonies?», *Ibid.*, p. 214.

1.2 Changement de régime et conséquences

Après avoir établi la liste des distinctions et des convergences entre les textes concernant la manière dont la Conquête est amenée et interprétée au sens large, nous pouvons aborder les passages portant sur les développements économiques et sociopolitiques suivant la prise de contrôle des Britanniques à partir de 1760. Bien que présentant chacun leur particularité, les ouvrages en cause montrent malgré tout une certaine convergence dans leur présentation de la période suivant la Conquête.

1.2.1 Régime militaire, 1760-1763

Dans le cadre de leur étude sur les manuels d'histoire du Canada publiés entre 1867 et 1918, Geneviève Laloux-Jain et Marcel Trudel observaient que la Conquête était montrée comme « un bienfait qui se traduit par une prospérité immédiate, et l'extension du système anglais de bon gouvernement. Les auteurs soulignent à plaisir la générosité des conquérants qui accordent tant de privilèges à des vaincus¹⁹». Bien qu'une telle vision n'ait pas perduré de manière intégrale dans les manuels formant notre corpus, il demeure que certains éléments y trouvent leur place.

En premier lieu, nous pouvons constater que les récits de *HCP* et *CH* tendent à réaffirmer constamment la relation de conquérant-conquis qui caractérise les rapports entre Canadiens et Britanniques. Dès le début, on précise que les Canadiens n'ont d'autre choix que d'accepter qu'ils sont devenus sujets britanniques par droit de conquête et qu'ils professent un serment d'allégeance sans montrer de résistance. La terminologie utilisée dans le texte rappelle constamment cette vision des choses. Le terme « conquête » et ses différentes variantes sont d'ailleurs continuellement martelés. En trois pages, les expressions « conquered people », « subjects by conquest », « conquered colony », « conquerors », « conquered subjects », « conquering people » et « conquered Canadians » apparaissent plus d'une quinzaine de fois.

¹⁹ Laloux-Jain et Trudel, *op.cit.*, p. 147.

Les auteurs entreprennent ensuite de mettre en avant le caractère harmonieux et accommodant découlant néanmoins des rapports entre conquérants et conquis. À ce titre, l'indulgence des Britanniques à l'égard des Canadiens durant le régime militaire est particulièrement accentuée. En effet, les historiens présentent le récit d'une conquête plutôt douce où la paix semble régner sous le régime militaire. On souligne aussi la clémence des soldats britanniques à l'égard des Canadiens ainsi que le métissage enthousiaste unissant les deux peuples :

In the early years of the occupation, the sympathy shown by Murray and his army surprised the Canadians, who had been encouraged to expect the worst from their conquerors. [...] Even Murray felt compelled to comment to his superiors on the "uncommon generosity" displayed by his men toward "these poor deluded people". [...] Soon after the conquest, orders had to be issued to stop the soldiers from marrying Canadian women without permission from their commanders. Clearly, the attitudes of at least some of the conquered people were softening toward the conqueror²⁰.

Dans *CH*, les actes de générosité des soldats britanniques sont toutefois présentés de manière plus modérée. L'anecdote suivante est éloquente à cet égard : « When there was a shortage of essential supplies in the colony, the British made military stores available to civilians, an act of generosity that surprised and touched the demoralized Canadians. »²¹ Allant dans le même sens, J.M. Bumsted, dans *The Peoples of Canada*, écrit qu'en attendant le traité de paix, l'Angleterre se devait de traiter la population canadienne « with a fairly light hand » et que « the military garrisons proved quite generous in providing informal assistance to the Canadiens. »²²

À la différence de ce qui est exprimé dans les ouvrages précédents, *Origins* ne présente pas les Britanniques comme étant aussi généreux et bienveillants. L'épisode où Murray et ses soldats viennent en aide aux Canadiens affligés par la famine est mis en scène d'une autre manière. Les auteurs soulignent à ce sujet que la pénurie de vivres fut une conséquence directe de la dévastation des campagnes menée par Wolfe et James Murray en 1759 :

During the prolonged siege of the fortress in the summer of 1759, Wolfe's troops also laid waste the south shore of the St. Lawrence as far as Kamouraska, 150 kilometres downstream. The next year, General James Murray continued the ravages at Sorel and elsewhere. This devastation resulted in such severe food shortages that Murray, named military governor of the

²⁰ *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 166.

²¹ *Canada: A History, op. cit.*, p. 103.

²² *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 194-195.

district of Quebec after the surrender, intervened to force merchants to sell hoarded grain stocks at uninflated prices²³.

Enfin, à l'exception des éléments que nous avons déjà couverts, le récit de la Guerre de Sept ans qu'offre *Narrating a Nation* montre un fort penchant pour l'histoire militaire. La narration tourne essentiellement autour des batailles. Ainsi, l'affrontement sur les plaines d'Abraham est raconté sur plus de trois pages ; une page entière est même consacrée à la bataille de Ste-Foy. Messamore reste par ailleurs muette sur le régime militaire de 1760-1763.

1.2.1 Conservation des structures politiques et institutionnelles

D'un point de vue institutionnel et politique, à l'exception de *Narrating a Nation*, qui s'abstient d'un tel procédé, tous les manuels mettent en avant, à des degrés divers, l'aspect de continuité entre les deux régimes en accordant une attention particulière aux pratiques judiciaires durant le régime militaire. Dans *HCP*, on souligne le bilinguisme des officiers britanniques, l'octroi de commissions aux capitaines de milice canadiens et le maintien des lois françaises. En conséquence, écrit-on, « the transition to British authority was eased considerably »²⁴. Dans le cas de *CH*, le passage décrivant le fonctionnement du système judiciaire entre 1760 et 1763 est beaucoup plus détaillé – on sent ici l'influence de Fyson – et la ressemblance entre le régime britannique et le régime français est encore plus accentuée : « In short, the transition to British authority was eased considerably, since outwardly it looked very much like the former French authority. »²⁵ Dans *Origins*, la continuité se manifeste aussi par l'application de la justice. Il est en effet écrit que Murray fit appel à la collaboration des capitaines de milices qui continuèrent d'appliquer les lois françaises. Bumsted mentionne quant à lui que les lois françaises restèrent en place et que le français demeura la langue utilisée dans les cours de justice.

Poursuivant dans cette voie, *HCP* pousse encore plus loin l'aspect de continuité et le caractère accommodant des Britanniques entre 1760 et 1763. Murray était en mesure

²³ *Origins*, op. cit., p. 165.

²⁴ *History of the Canadian Peoples*, op. cit., p. 165.

²⁵ *Canada: A History*, op. cit., p. 103.

d'éliminer l'Église catholique s'il le désirait, mais il reconnut le rôle crucial qu'elle occupait dans la vie sociale de la colonie. Dans *CH*, ce même passage subit une modification que l'on pourrait qualifier de mineure, mais qui vient altérer la nature du récit de manière significative. En effet, il est plutôt écrit que « Murray, however, recognized the critical role the church could play in supporting British rule. »²⁶ Ses motivations relèvent donc plus du pragmatisme et de l'intérêt impérial que de la magnanimité. S'agissant de l'économie, les deux textes s'entendent pour dire que la situation était désastreuse à l'arrivée des Britanniques. Après la Conquête, les nouveaux maîtres s'empressèrent de redresser la situation.

1.2.2 Les conséquences de la Conquête

Lors des passages traitant de la période qui s'étend de la capitulation de Montréal à la Proclamation royale, tous les manuels abordent d'une manière ou d'une autre la question des conséquences de la Conquête sur la société canadienne. Comme nous allons le voir, cet aspect est particulièrement développé dans les manuels *HCP*, *CH* et *Origins*.

Dans *HCP* et *CH*, on soutient que ce sont d'abord les élites que la Conquête affecta de manière significative, notamment la classe marchande francophone dont les plus riches représentants levèrent les voiles pour la France après 1760. Ceux qui sont restés devaient rivaliser avec les marchands anglais qui bénéficiaient de l'avantage des liens commerciaux avec la nouvelle métropole. Plus loin dans le texte, on explique que quelques marchands canadiens ayant réussi à faire avec succès la transition au régime mercantile anglais, furent pour la plupart supplantés par des Britanniques durant les années 1780. Tout de même, les Canadiens ont continué à participer au commerce des fourrures comme voyageurs, guides et interprètes, « but they no longer commanded posts or determined trade policy »²⁷. Dans *CH*, ce passage énonce le même point de vue, mais avec beaucoup plus de détails. La complexité de la situation est également accentuée : « matters were equally complex on the economic front »²⁸. Malgré tout, on peut observer que la notion d'une marginalisation des

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 166.

²⁸ *Canada: A History, op. cit.*, p. 104.

francophones au sein du système économique britannique demeure perceptible au sein du récit. Cependant, les auteurs ne vont pas jusqu'à avancer que cette marginalisation mena à des conséquences profondes de longue durée. Ils laissent la question en plan.

Le texte d'*Origins* soutient aussi que c'est au niveau des élites que les conséquences de 1760 peuvent être observées. La théorie de la décapitation est présentée pour être ensuite réfutée en s'appuyant sur l'interprétation élaborée par Dale Miquelon, que l'on peut rapprocher des idées de Fyson :

The situation was more complicated. While sections of the French elite left Quebec after the Conquest, others stayed. While members of the British elite were sure to move in and take advantage of opportunities, they were positioned vertically, alongside the French elite. While there were certainly longer term effects of the Conquest on Quebec society, the social structure of the colony was not destroyed in the short term²⁹.

De plus, les auteurs du manuel avancent qu'il existait une classe marchande francophone à l'arrivée des Britanniques, mais que les Anglais se tailleront rapidement une place de choix dans l'économie de la colonie. Deux interprétations divergentes sont ensuite présentées : celle d'Hilda Neatby, d'abord, qui affirme que les marchands canadiens n'avaient pas eu de difficulté à s'adapter et qu'ils ont joui d'une grande prospérité après la conquête ; celle de Michel Brunet, ensuite, qui soutient que la Conquête avait placé les francophones dans une situation de désavantage les poussant à la ruine. Le débat est finalement tranché par l'interprétation de Fernand Ouellet, qui soutient que les marchands canadiens furent responsables de leur propre déclin. Trop conservateurs et individualistes, ils n'ont pas su former d'associations puissantes qui leur auraient permis de rester compétitifs. Pour prospérer, ils auraient dû tenter de forger des liens commerciaux en Angleterre plutôt qu'en France. En utilisant l'exemple de François Baby, marchand canadien ayant réussi avec succès la transition commerciale entre les deux régimes, les auteurs montrent que l'adaptation était effectivement possible.

Dans *PC*, Bumsted mentionne sensiblement et de manière très brève les mêmes éléments que les auteurs précédents, c'est-à-dire le départ des élites et le sort des marchands français après la Conquête. François Baby se voit par ailleurs accorder une rubrique biographique totalisant près de 500 mots dans laquelle il est écrit que « while in Europe, he transferred

²⁹ *Origins, op. cit.*, p. 166.

the family's business from French connections to London firms before returning to Montreal in 1763 – unlike most Canadian merchants, therefore, the Babys were able to survive within the new British commercial system. François spent the 1760s diversifying the family business and soon became a leader of the new Canadian bourgeoisie »³⁰. Il s'agit d'un élément plutôt intéressant alors que Baby sert d'exemple illustrant qu'il était possible pour l'élite canadienne de prospérer sous le régime britannique. Soulignons que ce personnage n'apparaît pas dans les ouvrages généraux d'histoire du Canada rédigés par des historiens québécois, par exemple dans *Canada-Québec : synthèse historique, 1534-2011* (Septentrion, 2011) de Lacoursière, Vaugeois et Provencher.

Les autres groupes sociaux de la colonie semblent n'être touchés qu'indirectement dans les manuels examinés. Les auteurs d'*HCP* et de *CH* soutiennent qu'avec l'instauration de la Proclamation royale de 1763, les seigneurs voient leurs privilèges menacés tout en subissant des pertes de revenu. Cette perte est cependant compensée par une augmentation des rentes seigneuriales, réalité qui dans le récit devient le principal effet de la Conquête sur les habitants, peu ou pas affectés par la nouvelle situation. Immédiatement après l'arrivée du conquérant, on écrit que les récoltes sont abondantes et que la population croît rapidement. Dans *CH*, on soutient même que « the ordinary inhabitants also faced fewer challenges than might be expected after a military conquest »³¹. *Origins* va dans le même sens. Bien que les auteurs reconnaissent que la Conquête fut sans doute un événement bouleversant pour les Canadiens, ils soutiennent qu'elle eut peu de conséquences réelles pour la plupart d'entre eux – du reste, nous pouvons encore une fois noter l'utilisation de guillemets pour encadrer le terme conquête : « Although "conquered," the quality of life for the majority of French Canadians did not suffer. It certainly could have been worse³²».

Par ailleurs, sans toutefois aborder les conséquences de la Conquête de manière directe dans le récit, Norman Knowles, dans *Narrating a Nation*, soulève que « the impact of the conquest and the consequences of British rule, however, have been among the most hotly

³⁰ *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 200.

³¹ *Canada: A History, op. cit.*, p. 104.

³² *Origins, op. cit.*, p. 174.

contested issues in Canadian history. »³³ Il procède ensuite à un survol historiographique de l'ensemble des débats entourant cet enjeu. Des sections semblables, à caractère historiographique et portant sur les conséquences de la Conquête pour le Québec, apparaissent aussi dans les autres manuels, à l'exception de celui de Bumsted.

1.3 La Proclamation royale

L'année 1764 marque le début du gouvernement civil dans la *Province of Quebec* et l'entrée en vigueur de la Proclamation royale, première constitution sous le régime britannique. À ce sujet, soutient Donald Fyson, « The Royal Proclamation of 1763 holds an ambiguous place in debates over Quebec's relationship with Canada. »³⁴ Pour l'historien de l'Université Laval, il existerait traditionnellement deux visions divergentes de la proclamation de 1763. D'un côté, dans le discours dit souverainiste et adoptant une vision de la Conquête considérée « misérabiliste », la Proclamation apparaît comme la constitution visant à retirer leurs lois aux Canadiens et à imposer de sévères mesures anticatholiques dans la colonie, notamment le Serment du test. *A fortiori*, il s'agissait d'une première tentative d'assimilation. D'un autre côté, dans le discours de la Conquête dite providentielle, souvent mais non exclusivement associé aux historiens du Canada anglais, la Proclamation est habituellement à peine mentionnée. Au mieux, on souligne les libertés britanniques qu'elle a introduites³⁵.

Dans les manuels soumis à l'analyse, la Proclamation figure parmi les thèmes les plus développés dans les passages portant sur l'immédiat après-conquête. L'approche favorisée par les auteurs est assez différente des deux interprétations que nous venons de voir. Avant toute chose, nous procéderons à la démonstration des divergences pouvant exister entre les différents ouvrages en rapport avec l'aspect assimilatoire de la Proclamation. Par la suite, nous présenterons les points sur lesquels les manuels montrent le plus de convergence et

³³ Norman Knowles, *Narrating a Nation*, *op. cit.*, p. 166.

³⁴ Donald Fyson, « The Royal Proclamation and the Canadiens », *ActiveHistory.ca*, octobre 2013, activehistory.ca/2013/10/the-royal-proclamation-and-the-canadiens/ [page consultée le 11 février 2014].

³⁵ *Ibid.*

qui constituent ce que nous pouvons qualifier d'interprétation actuelle véhiculée dans les manuels.

1.3.1 La question de l'assimilation

De manière générale, les auteurs s'entendent pour dire qu'avec les instructions de 1763, Londres cherchait à transformer la *Province of Quebec* en une colonie conforme au modèle colonial britannique. Pour ce faire, elle entreprend d'y instaurer ses institutions, lois et système de gouvernance afin de satisfaire les colons anglo-protestants et de favoriser l'immigration d'origine britannique. Néanmoins, s'agissait-il vraiment d'une tentative d'assimilation délibérée ? À ce sujet, les manuels examinés sont partagés.

Ainsi, après avoir présenté les grandes lignes du texte de 1763, les auteurs de *HCP* se chargent de remettre en question l'existence même d'un objectif d'assimilation des Canadiens poursuivi par Londres. La seule mention qu'on en fait se résume à ceci : « The thinking behind such policy – if there was any thinking at all – seems to have been that the conquered subjects would be easily assimilated into the language and religion of the conquering people. »³⁶ Dans *CH*, le passage est supprimé et toute mention de l'assimilation demeure absente dans l'ensemble du texte³⁷. De même, *The Peoples of Canada* ne contient aucune mention directe d'une tentative d'assimilation. Bumsted explique plutôt que les Britanniques considéraient que « the best way to deal with a population alien in language, religion, and customs was to outnumber it; forcible removal was neither humane nor effective. »³⁸ Encore une fois, Bumsted manifeste sa tendance à présenter l'histoire du Canada selon une perspective très britannique où les Canadiens sont continuellement nommés *alien* tout en n'occupant qu'un rôle secondaire dans l'histoire.

³⁶ *Canada: A History, op. cit.*, p. 166.

³⁷ Toutefois, dans la sixième édition du manuel *HCP*, publiée en 2014, l'assimilation est mentionnée de manière explicite : « These documents suggested that British authorities wanted to encourage British immigration and to assimilate the Canadiens to Anglo-Protestant culture. » Margaret Conrad, *et al.*, *History of the Canadian Peoples, Vol. 1: Beginnings to 1867*, Toronto, Pearson, 2014, p. 158. Il s'agit d'un ajout apporté par Donald Fyson, collaborateur à la rédaction de cette dernière édition. Bien que l'ouvrage ait été publié en 2014, nous avons décidé de l'exclure de notre étude et de poursuivre notre analyse de l'édition précédente.

³⁸ *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 197.

À l'inverse, l'assimilation constitue un thème central du récit post-conquête présenté dans *Origins*, de la proclamation de 1763 à l'Acte d'Union. L'introduction de la deuxième partie du manuel, *Colonial Societies in British North America, 1760-1815*, offre un portrait global des points traités dans les chapitres qui suivront, mais surtout des grands thèmes autour desquels le récit se développe. Le premier point abordé est celui du Québec et de la Conquête, couvert par le premier chapitre de cette deuxième partie (*The Conquest of Quebec, 1760-1774*). On y explique que, durant toute cette période, l'objectif poursuivi par les Britanniques à l'égard des Canadiens était de les assimiler. Cet objectif est présenté une première fois dans le passage sur la Proclamation royale, où les auteurs indiquent qu'il se trouvait « at the heart of the policy »³⁹. L'assimilation continue ensuite d'être amenée comme finalité ultime pour l'ensemble du chapitre. Lorsqu'ils se prononcent sur l'Acte de Québec, les auteurs expliquent que « the objective was to keep them happy for now, and maintain their loyalty. The plan was still to assimilate the Canadiens »⁴⁰. Lorsque vient le temps de conclure le chapitre, on rappelle encore au lecteur quelles sont les véritables intentions des Britanniques après 1774 : « The British did not reject assimilation as the ultimate aim; it was simply not a realistic policy in 1774 »⁴¹. *Narrating A Nation* s'inscrit dans une optique similaire, sans nécessairement être identique. Norman Knowles soulève ainsi que l'assimilation était bel et bien l'objectif visé par la Proclamation. L'auteur semble aussi exprimer des doutes quant à son abandon inscrit dans l'Acte de Québec, qui ne s'avérait que superficiel : « On the surface, the Quebec Act signaled an abandonment of the assimilationist agenda of earlier British.⁴² »

1.3.2 Une disjonction entre la théorie et la réalité

Jusqu'à présent, nous avons montré que les différents manuels sont plutôt partagés lorsque vient le temps d'aborder la question de l'assimilation comme objectif de la Proclamation royale. Néanmoins, l'ensemble des récits comprend tout de même un aspect commun, qui consiste à montrer que les lois civiles et les mesures anticatholiques ne furent pas

³⁹ *Origins, op. cit.*, p. 172.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 180.

⁴¹ *Ibid.*, p. 182.

⁴² *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 170.

appliquées en conformité avec les clauses officielles. On soulève que les changements institutionnels et politiques ayant pris place dans la *Province of Quebec* furent avant tout le résultat des décisions prises par les gouverneurs plutôt que la conséquence de l'application directe et inconditionnelle des instructions en provenance de Londres. À l'intérieur de ce discours, confronté aux réalités démographiques et culturelles de la colonie (majorité franco-catholique), Murray et Carleton se rendent vite compte que les lois et institutions britanniques s'avèrent inadéquates. Par conséquent, accommodations et assouplissements sont apportés aux mesures officielles.

Nous pouvons avancer qu'en ce qui touche la Proclamation royale, l'approche favorisée dans les manuels s'accorde avec ce que l'historien Donald Fyson soutient dans ses récentes recherches⁴³, à savoir le caractère complexe de l'application de cette constitution, application caractérisée par une sorte de « disjuncture between theory and reality »⁴⁴. Dans le cadre de notre étude, nous avons identifié cet élément sous l'appellation du *thème de la théorie contre la pratique*, en référence à la formule rhétorique souvent utilisée par les auteurs où ils introduisent une mesure par le terme « in theory » et enchaînent par la suite avec « in practice » afin de montrer l'écart existant entre les deux dimensions⁴⁵.

Le thème se manifeste d'abord de manière indirecte et plus ou moins étayée dans *HCP*. Montréal une première fois lors du régime militaire, le caractère accommodant de Murray refait surface à partir de 1764. La Proclamation ne permettait pas aux catholiques d'occuper

⁴³ À ce sujet, voir les articles suivant : Donald Fyson, « The Canadiens and the Conquest of Quebec: Interpretations, Realities, Ambiguities », *loc. cit.*, p. 18-33. *Id.*, « The Conquered and the Conqueror: The Mutual Adaptation of the Canadiens and the British in Quebec, 1759-1775 », dans Phillip Buckner et John G. Reid, dir., *Revisiting 1759: The Conquest of Canada in Historical Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 190-217. *Id.*, « The Royal Proclamation and the Canadiens », *loc. cit.*

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Cette formule apparaît notamment de manière extensive dans l'article que Fyson a publié dans le cadre du 250^e anniversaire de la Proclamation royale. En voici un exemple éloquent : « Things were more complicated on the ground. **In theory** [nous soulignons, APB] there was indeed to be only a very limited toleration of French civil law, essentially for cases between Canadiens that concerned pre-Conquest issues. **In practice**, though, the courts relied on both English common law and French civil law, and parties argued whatever law best suited their case. **In theory**, an English common law system had no place for Canadian notaries with their French-style deeds and contracts. **In practice**, Canadian notaries continued to practice much as before the Conquest, Canadian families regulated their affairs according to pre-Conquest norms, and even British merchants had regular recourse to the notarial system. **In theory**, there were to be strict limits on Canadian lawyers, who could essentially only have Canadian clients. **In practice**, Canadian lawyers acted for both Canadian and British clients, just like British lawyers, and pleaded both French civil law and English common law. » *Ibid.*

de fonction publique ; seuls les protestants pouvaient servir dans les cours de justice. Confronté aux antagonismes culturels qui en découlent, Murray se charge de remédier au mécontentement des Canadiens en outrepassant le Serment du test en vigueur et en permettant aux catholiques de participer au système judiciaire à titre d'avocats et de jurés.

L'incarnation la plus concrète de la perspective de la « théorie contre la pratique » se trouve toutefois dans *CH* où il est écrit que : « In theory, these documents [la Proclamation royale] suggested that British authorities would make little attempt to accommodate the cultural differences of their new subjects. [...] Accommodation unfolded quite differently in practice. »⁴⁶ À ce titre, les auteurs ajoutent que les accommodements pratiques des gouverneurs envers les Canadiens relevaient de la nécessité plus que du sens de la justice. Allant à l'encontre des instructions de Londres, Murray et Carleton s'assurèrent du bon fonctionnement de la colonie en permettant aux élites canadiennes de pratiquer dans les cours de justice et aux lois civiles françaises d'exister en parallèle aux lois anglaises. Au final, on indique qu'il s'agissait d'un processus d'adaptation mutuelle entre Canadiens et Britanniques.

À l'instar des deux manuels précédents, le récit d'*Origins* met aussi en avant que les gouverneurs avaient adapté les mesures prescrites par la Proclamation aux réalités démographiques de la colonie : « Despite the provisions of the Proclamation, in practice French civil law remained largely intact in the new colony. [...] Juries in civil suits, as well as in some criminal cases, often included both English and French, particularly in lower courts. The demographic context also forced Murray to authorize Roman Catholic barristers to practice in the courts. »⁴⁷ Les auteurs reprennent à peu près l'interprétation de Fyson à ce sujet : « Historian Donald Fyson, emphasizes the fact that it was the governor's instructions, not the Proclamation itself, that set out the changes to be put into place. »⁴⁸

Dans *The Peoples of Canada*, Bumsted ne développe pas cet aspect avec autant de détails et de clarté que les autres manuels, notamment en ce qui touche aux lois civiles. Néanmoins, il

⁴⁶ *Canada A: History, op. cit.*, p. 103.

⁴⁷ *Origins, op. cit.*, p. 172.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 171.

mentionne que Murray, sympathique aux Canadiens, révoque les mesures disqualifiant les catholiques, « since it would have meant empowering a few Protestants to be 'perpetual judges of lives and property' for the impotent majority », allant ainsi à l'encontre d'une gouvernance proprement britannique. D'autre part, la formule de la théorie contre la pratique est utilisée par l'historien du Manitoba pour mieux définir le statut de l'évêque Briand : « In theory Briand would be only 'superintendent' of the Quebec Church, but in practice he was accepted as its bishop. »⁴⁹

Dans la même optique, Norman Knowles, dans *Narrating a Nation*, écrit que Murray « adopted a pragmatic approach to the Roman Catholic Church » et que « although this was counter to his instructions »⁵⁰, il entreprit de nommer Briand à titre d'évêque. Bien qu'il n'apparaisse pas de manière explicite, on retrouve encore ici le thème de la théorie contre la pratique en regard des pratiques judiciaires et de l'application des lois : « Responsibility for implementing the terms of the Royal Proclamation fell to James Murray [...]. In the absence of a large English-speaking population, James Murray proceeded slowly, introducing English criminal law and appointing justices of the peace and bailiffs, but maintaining French property and civil law. »⁵¹

1.4 L'Acte de Québec (1774)

Le caractère accommodant et conciliant qui caractérise la politique des premiers gouverneurs britanniques débouche sur un autre aspect commun à l'ensemble des textes. Il s'agit du conflit les opposant à la minorité de marchands anglo-protestants nouvellement arrivés. Dans tous les ouvrages, il est souligné que les premiers gouverneurs britanniques, issus de l'élite militaire, préféraient les idéaux aristocratiques des seigneurs et l'obéissance des paysans canadiens à l'esprit commerçant de la minorité anglo-américaine. Par conséquent, ils refusèrent d'instaurer une assemblée élue qui aurait été dominée par la minorité mercantile qu'ils méprisaient. Ce favoritisme est confirmé par l'Acte de Québec de 1774.

⁴⁹ *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 199.

⁵⁰ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 168.

⁵¹ *Ibid.*, p. 167.

Alors que beaucoup d'efforts sont déployés pour montrer le caractère ambigu et complexe de la Proclamation royale, l'Acte de Québec de 1774 est quant à lui traité de manière assez brève. Présenté comme l'œuvre de Guy Carleton, il visait avant tout à renforcer la position des élites traditionnelles dans la société et garantir ainsi la loyauté des Canadiens en cas de conflit avec les Treize colonies. Les lois civiles françaises sont restaurées, le système seigneurial est officiellement reconnu et le Serment du test est aboli. Dans *Origins*, l'Acte de Québec est présenté comme une « Charter of French-Canadian rights⁵² » ; on soulève qu'il vient seulement donner une confirmation légale à ce qui était déjà appliqué par les gouverneurs. Dans *HCP*, on parle plutôt de restauration de l'ancien régime : « by 1774, the british had virtually re-established the old regime in Quebec »⁵³. Le texte de *Narrating a Nation* mentionne quant à lui que la constitution de 1774 était en fait un compromis contribuant à la persistance « of a distinct Canadian culture and society in Quebec »⁵⁴. D'ailleurs, la préservation et l'affirmation d'une identité canadienne-française distincte formeront un thème récurrent tout au long de la période du régime anglais dans le récit ficelé par *Narrating a Nation*.

Fait intéressant, alors que dans la tradition historiographique de la génération précédente, on se contentait de louer les libertés conférées par l'Acte de Québec, les auteurs de trois des manuels examinés en offrent aussi une critique : la constitution de 1774 vient retarder l'instauration d'institutions démocratiques dans la province⁵⁵. En effet, les auteurs soutiennent que l'Acte de Québec favorisait les élites au détriment des habitants qui se voyaient placés dans une situation de dominés comme au temps de la Nouvelle-France ; il leur refusait aussi les privilèges démocratiques des institutions politiques britanniques : « The habitants also had mixed feelings about an act that left them as beholden as ever to the seigneurs and clergy. Would not an elected assembly work for the ordinary people of Quebec as it was claimed to do in other British colonies? »⁵⁶

⁵² *Origins*, op. cit., p. 180.

⁵³ *History of the Canadian Peoples*, op. cit., p. 168.

⁵⁴ *Narrating a Nation*, op. cit., p. 162.

⁵⁵ Il s'agit de *History of the Canadian Peoples*, de *Canada: A History* et d'*Origins*.

⁵⁶ *Canada: A History*, op. cit., p. 105.

1.5 L'Acte Constitutionnel

Au lendemain du conflit entourant la révolution américaine, des milliers de sujets britanniques restés loyaux à la couronne trouvent refuge au Canada. À la suite des pressions exercées par ces loyalistes, la Grande-Bretagne répond par l'instauration de l'Acte Constitutionnel en 1791. La Province de Québec est alors transformée en deux nouvelles colonies distinctes : le Bas-Canada, à majorité franco-catholique, et le Haut-Canada, à majorité anglo-protestante.

1.5.1 *HCP* et *CH* : contrer la vague républicaine

C'est en soulevant le caractère accommodant de la gouvernance britannique que la reconfiguration géographique et constitutionnelle de 1791 est abordée dans *HCP* et *CH*. D'abord, les concessions juridiques de 1774 sont maintenues pour le Bas-Canada ainsi que « a special oath of allegiance was devised to permit Roman Catholics to vote and hold public office under the same conditions as Protestants ». Ensuite, afin d'offrir une compensation aux immigrants loyalistes, « provision was made for freehold tenure outside of seigneurial tracts ». Les auteurs s'abstiennent d'évoquer d'éventuelles tensions entre les francophones et les anglophones parmi les motivations ayant mené à la division de la *Province of Quebec* en deux colonies séparées. En cohérence avec l'approche synchronique favorisée par ces manuels, c'est plutôt en l'inscrivant dans le contexte des développements idéologiques plus larges qu'il faut comprendre l'Acte de 1791. Celui-ci représente avant tout « an attempt on the part of British authorities to stem the tide of republican sentiment sweeping the North Atlantic world »⁵⁷.

1.5.2 *The Peoples of Canada* : les débuts d'une tradition loyaliste

Si l'on s'attarde au récit de Bumsted, la section consacrée à l'adoption de l'Acte Constitutionnel est orientée autour du thème de l'arrivée des loyalistes au Canada et de l'influence qu'ils ont exercée sur la culture et les développements politiques de l'Amérique

⁵⁷ *History of the Canada Peoples, op. cit.*, p. 187.

du Nord britannique. Porteurs du libéralisme et défenseurs des institutions britanniques, ils refusèrent d'accepter le système d'ancien régime en place dans la *Province of Quebec*. Ils constituaient la vague d'immigrants attendus depuis 1763 pour assimiler les Canadiens⁵⁸. Bien que l'Acte Constitutionnel demeure important pour son acceptation du « 'french fact' » (entre guillemets dans le texte), Bumsted tient à souligner qu'il le fut surtout pour sa reconnaissance « of an anglophone community to the west, which could now attract settlers who would not have considered moving to a predominantly French-speaking province. » L'auteur montre l'ampleur de l'apport culturel amené par les loyalistes, particulièrement significatif au niveau institutionnel. Le récit qu'il présente n'est pas différent de celui qu'avaient promu ses prédécesseurs un siècle plus tôt dans les manuels d'histoire du Canada produits entre 1867 et 1918. Par rapport à la période qui débute après la révolution américaine, Laloux-Jain et Trudel, dans leur étude de ces textes, observaient en effet que :

Durant cette période, les Canadiens français jouent un rôle secondaire. Les contradictions au sujet de la place qu'ils occupent au Canada ne détruisent pas l'unité des récits qu'en font les auteurs anglais. En effet, pour ces derniers, les loyalistes sont « les vrais fondateurs du Canada », les ancêtres dont il faut se montrer digne. Ils sont à l'origine d'une tradition à laquelle il faut rester fidèle. Cette tradition est pour les manuels la recette du succès canadien, le modèle de la synthèse canadienne. Elle donne un sens au déroulement des événements de la période anglaise. [...] Au Canada, ils continuent à poursuivre les mêmes objectifs, la préservation du lien avec la couronne et l'Empire britannique et l'obtention de l'autonomie pour les Canadiens. Ils s'en tiennent aux mêmes méthodes ; réforme graduelle des abus et rejet de toute forme d'extrémisme⁵⁹.

En effet, pour Bumsted, « the Loyalists remade the politics of British North America as well as its governments ». Avec eux vient aussi « not only colonial political experience but the rhetoric associated with it. They were firmly committed to representative government and 'the rights of Englishmen' ». Il entreprend ensuite de faire l'étalage des valeurs de ces loyalistes :

They also feared rebellion, [...]. They believed in order; hierarchy, and authority, including the right of the state to exercise its power without much restraint. Unlike the Americans, [...] the Canadian Loyalists wanted government to play an active role in society and expected to benefit from it. [...] They could be fiercely critical when those governing them did not show 'due regard to the British Constitution' or sought to invade 'our Liberties striking directly at the Vitals of our most excellent Constitution'.

⁵⁸ *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 231.

⁵⁹ Laloux-Jain et Trudel, *op.cit.*, p. 168-169.

Au bout du compte, *The Peoples of Canada* développe une narration avant tout centrée sur une vision britannique et sur les intérêts de l'Empire, tenant peu compte des aspects et des enjeux qui relèvent de la perspective canadienne-française et québécoise.

1.5.3 *Narrating a Nation* : la reconnaissance d'une dualité canadienne

Dans *Narrating a Nation*, l'Acte Constitutionnel est d'abord introduit à la fin du chapitre *Evolution and Revolution, 1763-1791*, sous le titre « Division and Duality : The Creation of Upper and Lower Canada ». La constitution de 1791 est présentée comme une tentative de satisfaire les demandes des loyalistes de vivre sous des institutions et des lois britanniques tout en maintenant les concessions faites aux Canadiens français par l'Acte de Québec. Cependant, ce qui distingue le récit de *Narrating a Nation* des autres récits, c'est l'emphase mise par les auteurs sur la formation et l'existence de sociétés distinctes sous le régime anglais, particulièrement en ce qui a trait au Canada français. En effet, Messamore conclut le chapitre en affirmant que l'Amérique du Nord Britannique « was populated by a diverse collection of peoples and had its own distinct character and history ». Plus spécifiquement, le Québec et Terre-Neuve « already had long histories and well-defined cultures. » Au final, « everywhere different cultures and races, languages and lifestyles coexisted, resulting in remarkably complex societies »⁶⁰. L'Acte de 1791 a eu pour effet de consolider cette réalité multiculturelle.

Dans le chapitre suivant, intitulé *A Contest of Identities*, la section abordant l'Acte Constitutionnel accorde une importance considérable à la dualité identitaire présente au Bas-Canada et à l'affirmation culturelle du Canada français. En effet, avec la constitution de 1791, la Grande-Bretagne tente de satisfaire les demandes des loyalistes pour un système de gouvernement représentatif et l'instauration des lois anglaises, tout en faisant face à la « determination of the Canadiens majority to preserve its language and culture »⁶¹. Quelques lignes plus loin, on affirme que c'est par l'Acte Constitutionnel que le Canada prend définitivement son caractère dualiste : « The creation of two provinces out of the old

⁶⁰ *Narrating a Nation*, op. cit., p. 194-195.

⁶¹ *Ibid.*, p. 204.

colony of Quebec ensured that duality became an entrenched canadian reality⁶² ». Dès lors, la division et les tensions entre francophones et anglophones deviennent une réalité institutionnalisée pendant la période du régime anglais, caractérisée par la lutte entre deux nationalités. Les auteurs prennent d'ailleurs la peine de rendre compte des griefs nationaux des Canadiens Français : « Canadien domination of the assembly and Anglophone control of the councils institutionalized the divisions between French and English. [...] The debate exposed tensions between the English newcomers and *Canadiens*, who feared that they were being treated as a conquered people rather than as partners. »⁶³

1.5.4 *Origins* : dissensions et animosités

Dans le récit d'*Origins*, la partition de la *Province of Quebec* en deux nouvelles colonies n'avait pas été motivée par quelque raison économique ou géographique ; plutôt, l'Acte Constitutionnel avait été adopté dans l'objectif de réduire les « "dissensions and animosities" among two "classes of men, differing in their prejudices, and perhaps in their interests."⁶⁴ » Or, il semble qu'en ce qui concerne le Bas-Canada, cet objectif se soit avéré un échec. L'ensemble du traitement que l'on fait de l'Acte Constitutionnel tend à montrer la déception et les griefs exprimés par la classe mercantile anglophone à l'égard de la nouvelle constitution, qui répond peu à leurs demandes. Par-dessus tout, les membres de cette classe désiraient imposer leur domination politique et économique dans la colonie, allant même jusqu'à demander que les francophones soient exclus de l'Assemblée. Toutefois, le ton adopté par le récit laisse entendre que la grogne et la hargne exprimées par les marchands anglais s'avéraient infondées ou capricieuses, puisqu'en bout de compte, « regardless of political changes, the English merchant's economic power continued to increase. In the 1790s, they had reason to be optimistic about the future.⁶⁵ »

⁶² *Ibid.*, p. 205.

⁶³ *Ibid.*, p. 212.

⁶⁴ *Origins, op. cit.*, p. 203.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 205.

1.6 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons été attentif aux balises chronologiques choisies par les auteurs pour mieux cerner le cadre général à travers lequel ils choisissent d'interpréter l'événement de la Conquête et ses suites. Pour tous les manuels, à l'exception d'*Origins*, la Conquête marque le commencement de l'Amérique du Nord britannique. Dans les cas de *HCP* et *CH*, les auteurs concluent en annonçant les changements provoqués par la Révolution américaine tout en établissant un parallèle entre le régime français et le régime britannique, évoquant ainsi l'aspect de continuité⁶⁶.

Le texte d'*Origins* tend plutôt à se concentrer sur une perspective canadienne alors que l'on consacre un chapitre exclusif à l'événement (*The Conquest of Quebec, 1760-1774*), celui-ci se terminant par l'Acte de Québec où l'emphase est mise sur les vellétés d'assimilation de la Couronne et sur la confirmation du pouvoir de l'Église catholique sur la société canadienne. Dans le cas de *Narrating a Nation*, le récit est jalonné par une chronologie très ancrée dans le politique, soit 1749-1763 pour la Conquête et 1763-1791 pour la période qui suit immédiatement la Conquête. On remarque une différence de style entre Messamore et Knowles : si le second offre une perspective qui se veut essentiellement impériale, Messamore semble plus encline à replacer les Canadiens au centre de son récit. À cet effet, Knowles utilise le terme *alien* pour désigner les Canadiens alors que Messamore l'emploie à l'égard des Britanniques.

Au terme de notre analyse, nous sommes parvenu à dégager quelques tendances rejoignant l'ensemble des ouvrages examinés. D'abord, une majorité d'auteurs affiche une propension à relativiser le caractère tragique de la Conquête, particulièrement en ce qui touche la bataille des Plaines d'Abraham et les effets directs du changement de régime sur les habitants. Par ailleurs, les textes de *HCP*, *CH* et *Origins* donnent très peu de détails sur les opérations militaires pour au contraire favoriser un récit s'occupant davantage des conséquences de la Conquête. Ainsi, la fameuse théorie de la décapitation est presque

⁶⁶ « As the British responded to these troublesome colonial realities, their policies increasingly resembled those of their French predecessors. Like the French, the British found themselves fighting American colonists, forging Native alliances, and resorting to aristocratic paternalism in a desperate attempt to maintain their North American empire. » *Canada: A History*, *op. cit.*, p. 96.

unanimement réfutée et l'on présente les administrateurs britanniques comme étant accommodants envers la population canadienne nouvellement conquise (ou « cédée »). Toutefois, le point le plus significatif est sans doute l'aspect de continuité. En effet, de manière générale, les manuels⁶⁷ présentent l'instauration du régime britannique dans une certaine continuité et transition avec le régime français, mettant en avant le maintien des anciennes structures politiques, institutionnelles et sociales.

⁶⁷ À l'exception de *Narrating a Nation*.

CHAPITRE II

LES RÉBELLIONS DE 1837-1838 : UN MOUVEMENT COMMUN D'ÉMANCIPATION COLONIALE

Ce jour férié soulignera la lutte des patriotes de 1837-1838 pour la reconnaissance nationale de notre peuple, pour sa liberté politique et pour l'obtention d'un système de gouvernement démocratique¹.

C'est en ces termes que le gouvernement du Québec inaugurerait en 2002 la Journée nationale des patriotes, désormais célébrée le lundi précédent le 25 mai de chaque année. Ainsi donc, pour le peuple québécois, non seulement les patriotes se sont-ils soulevés au nom de la démocratie et de la souveraineté populaire, mais leur combat avait aussi en son cœur la promotion d'une identité culturelle distincte en Amérique du Nord. Bien que le Haut-Canada fut aussi le théâtre d'insurrections en 1837, il demeure qu'au Canada anglais les rébellions ne sont pas nourries du même symbolisme patriotique qu'au Québec, où la mémoire des patriotes est honorée le jour même où le reste du pays célèbre l'anniversaire de la reine Victoria.

Déjà, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, dans un Canada français où l'influence du clergé se faisait croissante, on désapprouvait les tendances anticléricales et l'illégalité des actions des hommes de 1837. Cependant, leur nationalisme gardait son attrait. C'est ensuite seulement que l'idée d'indépendance sous-jacente aux rébellions en viendra à constituer la véritable signification de celles-ci pour les nationalistes québécois du XX^e siècle, qui dans les années 1960 et 1970 vont puiser leur inspiration chez les révolutionnaires de 1837-1838². Au Québec, la tendance des historiens nationalistes fut de voir les Rébellions comme un événement spécifiquement bas-canadien, dont l'une des significations majeures était la volonté d'émancipation nationale et politique du Canada français dans sa tentative de se libérer du joug britannique pour affirmer son identité culturelle³.

¹ « Journée nationale des patriotes », *Mouvement national des Québécoises et Québécois*, <http://journeedespatriotes.quebec/> [page consultée le 3 avril 2016].

² Arthur Silver, John Meisel et Guy Rocher, *op. cit.*, p. 45-46.

³ Notamment les interprétations formulées par Lionel Groulx, Gérard Filteau et Maurice Séguin. À ce sujet, voir Mathieu Arsenault, *L'historiographie des Rébellions de 1837-1838 au XX^e siècle : Débats et rôle structurant dans la construction des grandes représentations de l'histoire du Québec*, mémoire de maîtrise, UQAR, 2013, p. 88. Voir aussi Jean-Paul Bernard, *op. cit.*, p. 38-51.

Toutefois, avec la publication des travaux de Fernand Ouellet, d'Yvan Lamonde et de Fernande Roy dans les années 1960 à 1990, la question nationale laisse place à une analyse des Rébellions qui se veut d'abord économique. Dès lors, les événements s'inscrivent dans le cadre d'une lutte idéologique entre conservatisme et libéralisme⁴. À partir de là, les Rébellions sont interprétées comme une volonté d'émancipation économique menant à l'affirmation du libéralisme, et ce, tant au niveau économique que politique⁵. Dans ce nouveau paradigme interprétatif, les patriotes forment l'expression d'une minorité qui devient très importante dans la filiation du libéralisme, permettant du coup d'assurer une continuité entre le Québec moderne libéral et son passé pré-Révolution tranquille⁶. Pour Fernande Roy, les hommes de 1837 étaient d'abord des libéraux, ensuite des nationalistes ; ils intègrent alors le récit en tant que « réformistes adeptes des idées libérales, convaincus de la supériorité de la démocratie comme mode de gouvernement⁷ ».

Marginalisé par ce courant révisionniste, le nationalisme des Patriotes et la question nationale vont refaire surface durant les années 1990. Dans le contexte des tensions générées par l'échec de l'accord du lac Meech et par l'atmosphère référendaire, on observe en effet un regain d'intérêt chez les historiens pour l'étude des questions d'ordre politique. Il se dessine alors les contours d'une nouvelle sensibilité historique caractérisée par « la volonté de soutenir la normalité du Québec en regard de son parcours national plutôt qu'économique ; le souci, aussi, d'affirmer dans le temps la nature civique et inclusive plutôt qu'ethnique et culturelle de l'identité québécoise ; de même que l'insistance sur la nature révolutionnaire plutôt que réformiste du mouvement d'émancipation nationale qui atteint son apogée en 1837-1838 »⁸. Outre l'aspect national, ce courant qualifié d'hyper-révisionniste par l'historien Pierre Trépanier, insiste sur l'essence républicaine des

⁴ Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850 : Structure et Conjoncture*, Ottawa, Fides, 1966 ; Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec 1760-1896*, Québec, Fides, 2000. Bien que publié en 2000, le fait que Lamonde, à la page 9 de son livre, affirme qu'il s'agit du fruit de réflexions amorcées « il y a trente ans », permet d'inclure l'ouvrage dans la période 1960-1990 ; Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Boréal, 1993.

⁵ Mathieu Arsenault, *op. cit.*, p. 33.

⁶ *Ibid.*, p. 17.

⁷ Fernande Roy, *op. cit.*, p. 23.

⁸ Mathieu Arsenault, *op. cit.*, p. 20. L'auteur fait référence aux travaux d'Allan Greer, de Gérard Bouchard, de Louis-Georges Harvey et de Michel Ducharme.

Rébellions du Bas-Canada⁹. Nous pouvons donc constater qu'au Québec, alors même qu'une multitude d'interprétations sont formulées, la question nationale, bien qu'elle fut mise en retrait durant les années 1960-1990, demeure toujours un aspect primordial de l'analyse que l'on fait des événements de 1837-1838.

Au Canada anglais, les historiens étaient généralement prédisposés à définir les rébellions comme une lutte simultanée des deux Canadas contre un gouvernement colonial autocratique. Cette interprétation pouvait ensuite être confortée par la collaboration entre les réformistes francophones et anglophones au cours des années 1840 sous l'Acte d'Union¹⁰. Dans un survol de l'historiographie des Rébellions, Jean-Paul Bernard atteste que c'est seulement quelque temps après les événements qu'un récit canadien au sens large se développe à travers les œuvres de T.-P. Bédard (1869), de L.-P. Turcotte (1871) et d'A. Gérin-Lajoie (1888)¹¹. Les Rébellions et les actions des patriotes sont alors interprétées à travers une chronique politique, les auteurs offrant un jugement modéré et une analyse faisant ressortir les étapes d'une marche en avant vers l'obtention du gouvernement responsable, suivie par l'instauration des institutions fédérales de 1867. Dans son ouvrage, Bernard soulève que, « dans ce cadre historiographique, l'action radicale des Patriotes se trouve dédramatisée. Moins de mérites, penseront les uns, moins de responsabilités, avanceront les autres. Ils ont été les champions trop intempestifs d'une bonne cause et ils ont pu, malgré tout, contribuer à son progrès. »¹² Le regretté historien poursuit en avançant que ce point de vue, où les hommes de 1837 apparaissent comme des démocrates anticolonialistes, fait l'unanimité et occupe une place de choix dans la ligne directrice de l'historiographie canadienne. La représentation des Patriotes comme nationalistes canadiens-français vient toutefois poser problème, puisque l'affirmation de deux nationalismes antagoniques dans les Canadas peut renvoyer à la question nationale

⁹ Pierre Trépanier, « L'historien et la tradition », dans Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, dir., *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, p.79-80.

¹⁰ Arthur Silver *et al.*, *op. cit.*, p. 47.

¹¹ Théophile-Pierre Bédard, *Histoire de cinquante ans (1791-1840) : Annales parlementaires et politiques du Bas-Canada depuis la constitution jusqu'à l'union*, Québec, 1869 ; Louis-Philippe Turcotte, *Le Canada sous l'Union, 1841-1867, Québec, 1871* ; Antoine Gérin-Lajoie, *Dix ans au Canada, de 1840 à 1850 : histoire de l'établissement du gouvernement responsable*, Québec, 1888.

¹² Jean-Paul Bernard, *op.cit.*, p. 27.

contemporaine et aux tensions avec le fédéralisme. Dans ce cas, les auteurs vont plutôt insister sur un mouvement commun d'affirmation contre l'autorité de la métropole¹³.

À la lumière de ceci, le présent chapitre a d'abord pour objectif de cerner le cadre d'interprétation à travers lequel les Rébellions sont analysées. Par la suite, nous nous penchons sur les origines et les significations des événements, de même que sur le portrait des patriotes présenté par les auteurs. Finalement, nous étudions la place accordée à la rébellion de 1838 par rapport à celle de 1837.

2.1 Le cadre d'interprétation

À la fin des années 1990, l'historien Jean-Marie Fecteau se penchait sur les plus récentes tendances historiographiques dans les études vouées aux Rébellions. Sans faire de distinction entre perspectives francophone ou anglophone, il observait qu'en général, il « se dégage notamment une vision "optimiste", quasi obstétricale, qui voit dans les Rébellions ce "nécessaire échec", pour reprendre les termes de Michael Cross, qui rendra possible l'obtention de la responsabilité ministérielle accouchant ainsi de la modernité canadienne, tant dans ses composantes socio-économiques que politiques. » Selon Fecteau, il s'agirait d'une forme de « normalisation de l'unicité », vision réductrice qui ne rend pas justice au caractère unique de la Rébellion des patriotes. Le regretté historien ajoutait finalement que

[...] les Rébellions ne sont comprises que par une mise en contexte, soit diachronique, soit synchronique. C'est dans le continuum historique de la quête démocratique, ou dans le quasi-universel constitué par les révolutions du XIX^e siècle en Occident, que l'on donne sens à l'événement. Une fois établies ces réalités structurales d'ensemble, l'occurrence de l'événement prend tout son sens et il ne reste à l'analyste qu'à rendre compte des « particularités » de l'expérience bas-canadienne¹⁴.

Au regard du traitement des Rébellions que l'on trouve dans les manuels étudiés, il semble que Fecteau n'ait pas tout à fait tort. Bien que les textes varient sensiblement de l'un à l'autre en ce qui a trait aux causes des insurrections ou aux objectifs poursuivis par les Patriotes, ainsi que de la véritable nature de leur lutte, il reste qu'à l'exception d'*Origins*,

¹³ *Ibid.*, p. 34

¹⁴ Jean-Marie Fecteau, *op.cit.*, p. 21.

qui consacre un chapitre entier aux soulèvements du Bas-Canada, les Rébellions dans les Canadas sont toujours traitées dans un chapitre unique où on analyse les événements à l'intérieur d'un cadre géographique et idéologique qui s'étend soit à l'ensemble de l'Amérique du Nord Britannique, soit à la globalité des mouvances idéologiques et révolutionnaires de l'Occident du XIX^e siècle.

Dans le cas de *HCP* et *CH*, on remarque ainsi que le récit formulé par les auteurs trouve son inspiration dans le paradigme républicain défendu par les historiens québécois dans les années 1990, notamment à la suite de la publication du livre d'Alan Greer, *Habitants et Patriotes*. Dans cet ouvrage, l'historien insiste sur une conception de 1837-1838 comme épisode révolutionnaire s'inscrivant dans l'âge des révolutions du monde Atlantique¹⁵. Au sein des deux manuels, les insurrections du Bas-Canada sont présentées de manière concomitante aux rébellions du Haut-Canada, dans un premier temps, mais aussi aux mouvements de réformes dans les Maritimes, dans le Nord-est et sur la Côte-Ouest. Pour chacun des manuels, le récit atteint son point culminant avec l'obtention du gouvernement responsable en 1848 et se termine par l'amorce des débats constitutionnels de la décennie 1860. Tous ces éléments sont traités dans un même chapitre, s'inscrivant dans une même continuité événementielle.

Dans *The Peoples of Canada*, J. M. Bumsted effectue la couverture des insurrections du Bas-Canada à l'intérieur d'un chapitre dont le thème englobe tout ce qui se rattache au politique sur le territoire canadien entre 1791 et 1840, incluant la guerre de 1812. Les Rébellions sont interprétées à travers une analyse pancanadienne où l'Amérique du Nord britannique est traversée par une vague de libéralisme remettant en question les structures et les pratiques politiques du régime colonial. Toutefois, c'est seulement dans les Canadas que la crise débouchera sur des insurrections.

Dans *Narrating a Nation*, Barbara Messamore ne déroge pas non plus à la tendance observée. Dans son récit, les rebelles du Haut et du Bas-Canada poursuivent exactement le même objectif visant à instaurer des réformes constitutionnelles. Comme dans les autres

¹⁵ Mathieu Arsenault, *op.cit.*, p. 135.

ouvrages analysés, les mouvements de réformes dans les maritimes sont traités en parallèle aux Rébellions, montrant que les insurrections de 1837-1838 s'inscrivent dans une mouvance réformiste s'étendant à l'ensemble des colonies britanniques d'Amérique du Nord.

2.2 Origines et significations

Après avoir cerné le cadre analytique à travers lequel les Rébellions sont interprétées, notre intérêt fut dirigé vers le sens plus large que les auteurs confèrent aux Rébellions et à la lutte des patriotes, qui s'avèrent prendre un visage différent dans chacun des manuels examinés.

2.2.1 *HCP* et *CH* : des rébellions républicaines, démocratiques et révolutionnaires

Déjà, avec les choix thématiques et chronologiques qu'affichent les titres des chapitres de *HCP* et *CH* – *Rebellions and Responsible Government in the Canadas, 1815-1860* ; *Rebellions, Reform, and Responsible Government* –, il devient clair qu'on entend montrer que les Rébellions doivent être comprises comme cette étape initiale, sorte d'élément déclencheur qui, combiné à l'effort de réformistes plus modérés sous l'Acte d'Union, amène finalement la responsabilité ministérielle. Voici ce qu'écrivent les auteurs de *HCP* en introduction :

Although the rebellions were defeated, they forced Great Britain to reassess its relationship with its colonies – or, at least, its white colony. By 1848, “responsible government,” which gave more power to the elected members of an assembly, had been granted to the United Canadas, but only after a decade of turmoil and a reluctant acceptance by former rebels that they would have to compromise their liberal principles and pledge loyalty to the British Crown¹⁶.

Par ailleurs, les deux ouvrages accordent une grande importance à l'aspect idéologique dans leur interprétation des origines des Rébellions. Après l'introduction, *HCP* enchaîne avec une mise en contexte sur l'état de la pensée politique dans les colonies d'Amérique du Nord britannique, qui expliquerait en partie le cheminement vers la voie insurrectionnelle. Les réformistes radicaux au Bas-Canada font cause commune avec leurs homologues du Haut-Canada. Influencés par les développements politiques et idéologiques aux États-Unis,

¹⁶ *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 283.

en Europe et en France, « radicals in the two Canadas shared a perspective favouring a society of small property holders governed by democratically chosen representatives »¹⁷. Alors que leurs opposants se faisaient les défenseurs d'une société hiérarchique et d'un ordre politique où les pouvoirs étaient concentrés entre les mains du gouverneur, les réformistes radicaux des Canadas voulaient remplacer un gouvernement d'élites privilégiées par un gouvernement populaire.

Dans *CH*, les circonstances sociopolitiques et idéologiques sont traitées de manière plus extensive et s'étendent à l'ensemble de l'Occident, offrant une analyse encore plus synchronique des soulèvements de 1837-1838. On explique que les valeurs politiques des colonies britanniques nord-américaines ont évolué dans le cadre plus large de la pensée occidentale ; à ce moment, les débats politiques sur le territoire canadien « were informed by these three perspectives: conservatism, liberalism, and socialism »¹⁸.

C'est à l'intérieur de ce contexte que les colonies nord-américaines passent de la dépendance impériale au gouvernement responsable, « an essentially liberal response to the issue of political power »¹⁹. Les Rébellions du Bas-Canada ne sont donc pas présentées comme un phénomène national, irréductible et spécifique, mais comme une réponse « libérale » à une problématique d'ordre sociopolitique et idéologique qui balaie alors le monde occidental, à savoir la lutte pour un changement d'ordre démocratique menant à l'instauration d'un gouvernement populaire où les principes républicains en viennent à supplanter le conservatisme oligarchique.

Pour Conrad et Finkel, dans *HCP*, les causes ayant mené aux Rébellions peuvent se résumer à une crise agraire couplée à la frustration d'une classe moyenne canadienne-française exclue des instances du pouvoir exécutif et législatif²⁰. Face à la continuelle intransigeance du gouverneur d'adopter les réformes demandées par l'Assemblée pour aider les « landstarved habitant families », l'Assemblée refuse de voter le budget et bloque

¹⁷ *Ibid.*, p. 284

¹⁸ *Canada: A History, op. cit.*, p. 168.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 284.

ainsi le processus administratif. En réponse à ce moyen de pression, le gouverneur Aylmer, dans une tentative de réduire l'influence politique de l'Assemblée, entreprend de vendre plusieurs millions d'hectares de terres arables afin de débloquer les fonds nécessaires au fonctionnement du régime. Dans le récit, c'est à ce moment que les Patriotes sont résolus et déterminés à utiliser « whatever powers the assembly could muster to challenge scheming colonial governors. » Les auteurs avancent que les actions d'Aylmer « appalled Patriote supporters and crystallized the popular view that the government wished to deny ordinary people both land and democracy »²¹. Le Parti patriote devient par le fait même le parti prenant la défense des intérêts populaires devant ceux de l'oligarchie marchande. Il est intéressant de noter que le peuple ne réclame pas seulement des terres, mais revendique aussi la démocratie que le gouverneur refuse de leur accorder. Tout au long du récit des Rébellions, l'idée de gouvernement populaire et de démocratie reste attachée à la cause patriote.

La crise éclate finalement en insurrection armée lorsque les 92 résolutions sont rejetées par Londres et que le gouverneur Gosford ordonne l'arrêt des chefs patriotes, fermant du coup la porte à tout moyen de protestation pacifique : « For the Patriote leadership, however, the die had been cast. They interpreted the government's actions to mean that further peaceful protest would be suppressed. So they resorted to armed rebellion »²². Le développement narratif des textes de *HCP* et *CH* montre clairement l'escalade progressive de la radicalisation qui mène ultimement à la rébellion armée lorsque les patriotes ont épuisé tous les moyens de pression s'inscrivant dans les normes institutionnelles britanniques.

2.2.2 *Origins* : lutte de classe, tensions ethniques et révolution

Origins consacre un chapitre entier au thème des Rébellions au Bas-Canada, sans que les événements dans le Haut-Canada ne soient abordés. En plus des insurrections de 1837-1838 qui en constituent l'objet central, le chapitre comprend une longue mise en contexte couvrant l'évolution des conditions socio-économiques et politiques dans la colonie du

²¹ *Ibid.*, p. 285.

²² *Ibid.*, p. 286-287.

Bas-Canada, où les auteurs mettent l'emphase sur la lutte de classes et les tensions ethniques. Bien qu'*Origins* traite des soulèvements dans les Canadas de manière séparée, les auteurs vont tout de même les introduire comme un événement singulier, avec en son cœur une lutte pour l'instauration de principes démocratiques et républicains : « The Canadas went from having their British character reinforced with the coming of the loyalists to launching their own rebellions against British rule; from fighting off an American invasion to advocating the revolutionary ideals of democracy and republicanism in their own struggles. » Les Rébellions du Bas-Canada apparaissent initialement comme le combat du peuple qui se soulève contre les abus d'un gouvernement colonial composé d'élites : « The people of Lower Canada ("obedient peasants," as they were characterized by Quebec's military governors) found their voices and stood up to the abuses of the colonial government and the elites ». Les habitants trouvent leur voix chez les Patriotes, qui « shouted revolutionary rhetoric at mass meetings, laid plans to overthrow their British rulers, and took up arms »²³. Déjà, on peut voir que, dans une certaine mesure, à l'instar de *CH* et de *HCP*, le paradigme interprétatif à travers lequel les Rébellions sont comprises dans *Origins* insiste sur leur caractère fondamentalement républicain et même révolutionnaire. Malgré certains écarts, le déroulement du récit est pour le reste assez semblable dans les trois ouvrages. Les auteurs mettent en évidence le processus de radicalisation qui s'amorce à partir du rejet des 92 résolutions pour ultimement basculer dans une crise révolutionnaire où le combat n'est plus seulement celui des Patriotes, mais celui aussi des masses populaires qui vont aspirer à l'indépendance politique²⁴.

En ce qui concerne les causes des Rébellions, les auteurs soutiennent qu'elles sont dues au fond à un échec de la Grande-Bretagne dans sa gestion des affaires coloniales. Afin de récompenser les loyalistes, « the British failed to check the growing influence of the elite », ce qui conduit au développement de cliques oligarchiques. Avec l'arrivée massive des loyalistes, un profond sentiment conservateur et anti-américain s'installe. Il en résulte que le conseil exécutif se trouve foncièrement hostile à tout ce qui est républicain, libéral ou démocratique. Les auteurs vont même jusqu'à qualifier le gouvernement colonial de

²³ *Origins, op. cit.*, p. 281.

²⁴ *Ibid.*, p. 298.

répressif et tyrannique : « The colonists in Lower Canada found themselves governed by a repressive and even tyrannical regime »²⁵. De la sorte, à la source des soulèvements se trouve une crise du régime colonial, les patriotes en arrivant à combattre la tyrannie de la clique oligarchique au pouvoir au nom de la nation canadienne-française. Dès le début du XIX^e siècle, le climat politique sous le « reign of terror » de James Craig est on ne peut plus tendu et imprégné d'une animosité prononcée entre anglophones et Canadiens²⁶.

La division et les tensions ethniques qui se manifestent au Bas-Canada à l'époque forment une composante centrale autour duquel se déploie le récit d'*Origins*. Cela explique d'ailleurs pourquoi les Rébellions du Bas-Canada furent plus violentes et répandues que celles du Haut-Canada. Ces tensions existaient d'abord sur le plan politique : « The struggle pitted the English-Protestants against the French-Catholics, since Lower Canada's English minority dominated the Executive Council and the Assembly represented the French majority » ; mais elles se manifestaient aussi sur le plan économique. En effet, le texte met en avant une lutte de classes opposant les paysans franco-catholiques à la classe marchande anglo-protestante : « Because the British controlled trade and the French dominated farming, agriculture was arrayed against commerce, Catholic against Protestant²⁷ ». Ce n'est pas là toute l'extension de cette dichotomie, qui s'était aussi installée en milieu urbain : « While the poor lived in squalor, seigniorial rents and dues brought Grant and succeeding owners of St. Roch substantial profits. Class antagonism increased and, because the upper classes were often British, took on an ethnic character²⁸. » Pour ce qui est de la participation populaire à la Rébellion des patriotes, les auteurs présentent d'abord l'interprétation voulant qu'une crise agraire dans les années 1830 et les difficultés économiques dans les campagnes aient mené plusieurs fermiers à supporter les patriotes en

²⁵ *Ibid.*, p. 294.

²⁶ « Relations between the Assembly and the governor deteriorated further during the mandate of Sir James Craig (1807-11). In the face of *Le Canadien's* vitriolic attacks on the beneficiaries of patronage and government land policies, and influenced by advisers such as the anti-Catholic Herman Ryland, Craig embarked upon a "reign of terror." [...] For Governor Craig, the problem in Lower Canada was not a struggle for responsible government; it was a struggle between the French-Catholics and English-Protestants. As a long-term solution to the problem, he recommended assimilation through a union of the provinces, large-scale British immigration, the subordination of the Catholic Church, and the abolition of "the representative part of government." Craig left the province, to the relief of the French-Canadian populace. » *Ibid.*, p. 295.

²⁷ *Ibid.*, p. 294.

²⁸ *Ibid.*, p. 284.

1837. Par ailleurs, *Origins* mentionne aussi l'interprétation plus récente d'Allan Greer soutenant que « by the mid-1830s, as most seigneurs rallied to the colonial government and the habitants increasingly criticized seigneurial privilege, the conflict between seigneurs and habitants deepened. For Greer, this conflict played "a major part" in the outbreak of the rebellions. »²⁹ Bien que les auteurs ne tranchent pas sur l'explication à donner concernant les milieux ruraux, il demeure qu'à l'instar de *HCP* et de *CH*, la notion de participation des masses paysannes aux insurrections constitue un élément central du récit.

2.2.3 *The Peoples of Canada* : une lutte de classe au niveau des élites

Dès l'introduction, Bumsted soutient que c'est dans une volonté d'émancipation politique et de libéralisation du système qu'il faut voir la source première des Rébellions. Il explique que, dans toutes les colonies britanniques d'Amérique du Nord, des factions réformistes étaient en compétition contre les oligarchies marchandes pour obtenir le contrôle des institutions politiques et aspiraient à réviser de fond en comble les constitutions coloniales. Lorsqu'elles se heurtèrent au refus systématique des autorités britanniques, des rébellions ont éclaté dans les Canadas en 1837³⁰. Fondamentalement, il s'agissait d'une insatisfaction d'une partie de la population « with Britain's continuing failure to allow the colonists the autonomy to run their own affairs³¹ ». Les Rébellions du Bas-Canada faisaient partie d'une lutte coloniale généralisée contre l'autorité de la métropole, un « colonial efforts towards liberation from imperial political tutelage ».

Le récit pan-canadien présenté par Bumsted met d'abord en scène Mackenzie comme premier leader réformiste et, « besides Mackenzie, three reformers stand out in this period: Louis-Joseph Papineau of Lower Canada, Joseph Howe of Nova Scotia, and William Cooper of Prince Edward Island »³². Papineau est montré comme étant le plus socialement conservateur tout en préconisant des idéaux semblables à ceux des autres leaders réformistes. Les réformistes ont pour objectif, d'une part, de renverser les oligarchies

²⁹ *Ibid.*, p. 288.

³⁰ *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 236-237.

³¹ *Ibid.*, p. 236.

³² *Ibid.*, p. 249.

marchandes pour les remplacer par un gouvernement responsable et, d'autre part, de s'opposer au financement public des projets de développement d'infrastructures devant servir les intérêts de la classe commerciale. Ce qui veut dire qu'essentiellement, dans le récit de Bumsted, se trouve à l'origine des Rébellions un conflit entre deux classes sociales, d'abord pour le pouvoir politique, ensuite pour des intérêts économiques divergents ; une lutte, bref, « between commercial capitalism and agrarianism³³ ». Si c'est seulement dans les Canadas que la crise finit par éclater en insurrections armées, cela n'empêche qu'elle était bien présente dans toutes les colonies d'Amérique du Nord, qui constitue ici le cadre référentiel de premier choix³⁴.

Bien que les soulèvements de 1837-1838 sont présentés dans le cadre plus large du contexte politique de l'Amérique du Nord britannique, Bumsted concède jusqu'à un certain point leur caractère distinct. Essentiellement constitué par des membres de la bourgeoisie professionnelle canadienne-française, le Parti canadien dominait la chambre d'Assemblée. Ce faisant, les tensions politiques qui se manifestaient dans toutes les colonies avaient aussi une connotation ethnique au Bas-Canada³⁵.

Cela dit, la crise agraire comme cause des Rébellions au Bas-Canada est minimisée et remise en question. Bumsted soutient qu'elle n'était pas unique au Bas-Canada puisque les campagnes du Haut-Canada et celles de l'Île-du-Prince-Édouard connaissaient aussi des difficultés économiques durant cette période. S'appuyant sur les travaux d'Allan Greer, il avance que les fermiers avaient protesté contre le système seigneurial et non contre l'adversité économique que leur infligeaient les politiques du gouvernement colonial :

Beyond their obvious political and constitutional significance, the rebellions were also manifestations of popular discontent. The role of agrarian issues in this discontent is uncertain. [...] Allan Greer argues that it was the seigneurial system rather than the wheat market that motivated French-Canadian farmers to protest³⁶.

³³ *Ibid.*, p. 250.

³⁴ « In every province, the institutional apparatus of the assemblies grew, and an élite leadership developed that frequently shared a ruling class ideology crossing colonial boundaries not only intellectually but practically as well. At the same time, the mix of the specific issues underlying popular political discontent could vary between colonies. Different configurations of conflict between agrarian and mercantile interests, various ethnic and confessional groups, and contending social classes produced quite different results from one colony to the next. » *Ibid.*, p. 236.

³⁵ *Ibid.*, p. 254.

³⁶ *Ibid.*, p. 255.

La soi-disant crise agraire du Bas-Canada était en fait un conflit entre « landlords and tenants³⁷ », à l'instar de qu'il en était aussi sur l'Île-du-Prince-Édouard. Bumsted conclut que les rébellions furent avant tout un conflit entre les élites pour le contrôle du système politique ; dans le Bas-Canada, le litige opposait aussi la culture française à la culture anglaise. Ce faisant, il réduit le caractère unique et irrévocable de la Rébellion du Bas-Canada à la division politique entre la chambre d'Assemblée et le Conseil exécutif, qui s'était produit selon un clivage ethnique entre Canadiens français et anglophones³⁸.

En somme, les causes des Rébellions sont présentées comme étant sensiblement les mêmes dans toutes les colonies ; la spécificité du Bas-Canada réside dans l'animosité entre les élites francophones et anglophones. On note aussi l'ordre d'énumération des causes, qui correspond à leur hiérarchisation dans le texte : d'abord un événement politique, ensuite une manifestation culturelle au niveau des élites ; en tout dernier lieu, des pressions populaires résultant d'une situation économique difficile³⁹.

2.2.4 *Narrating a Nation* : la voie constitutionnaliste

Bien qu'avec le titre du chapitre – *Rebellion in the Canadas : 1826-1838* –, l'auteure suggère que la marche vers les Rébellions débute avec la paralysie de l'engrenage politique en 1826, où l'Assemblée élue refuse de voter les subsides, elle remonte jusqu'à l'Acte Constitutionnel de 1791 pour en expliquer les origines. Dans l'introduction, Barbara

³⁷ *Ibid.*, p. 259.

³⁸ « The politics of the period between 1790 and 1840 were dominated by several complex themes. The most obvious was the elite-level struggle for control of the political process. Yet at other levels of society, different dynamics were in play, most of which suggested a more profound popular discontent than traditional interpretations of the legislative conflict would allow. [...] In Lower Canada, the conflict was between a different set of cultures, French and English. At the same time, Prince Edward Island and Lower Canada experienced constant battles between landlords and tenants. » *Ibid.*

³⁹ « These uprisings can be viewed in a variety of ways: as political events, a cultural manifestation, as eruptions of subterranean pressures resulting from agrarian discontent both long – and short-term, or – in Lower Canada – as expressions of French-English animosity. To some degree they were all these things. Had the rebellions not been so quickly and brutally suppressed by the authorities, similar uprisings might well have broken out in the eastern provinces, particularly in Prince Edward Island, where agrarian and political discontents were also strong. » *Ibid.*, p. 253-254.

Messamore réduit d'abord les griefs des « political activists »⁴⁰, autant dans le Bas que dans le Haut-Canada, à une insatisfaction face à la superficialité de la représentativité ministérielle instaurée par la constitution de 1791. Déjà, dans le chapitre précédent – *A Contest of Identities: British North America : 1770-1815* –, il était question des tensions politiques s'installant dans les Canadas à la suite de la constitution de 1791 ainsi que du développement d'un nationalisme canadien-français au début du XIX^e siècle. Par ailleurs, la rébellion de 1838, le rapport Durham et l'Acte d'Union sont traités de manière plus extensive dans le chapitre suivant, à la différence des ouvrages précédents qui incluent tous ces moments dans un seul chapitre.

Messamore soutient que la source du problème dans les années 1830 résidait dans l'écart existant entre la constitution coloniale et le modèle politique britannique. L'Acte Constitutionnel devait en effet refléter « the British form of government »⁴¹. Théoriquement, les deux Canadas jouissaient de la représentativité ministérielle, mais les volontés de l'Assemblée législative étaient le plus souvent bloquées par le gouverneur. L'auteure poursuit en expliquant que le gouvernement canadien actuel opère en fonction de la responsabilité ministérielle et que c'est la lutte pour l'obtention de cette forme de gouvernement qui fut à la source des rébellions dans les Canadas :

Today, of course, ministers – the cabinet – are appointed based on which party commands a majority in the House of Commons. [...] But the form of government introduced in the Canadas in 1791 did not operate according to this principle of ministerial responsibility. The struggle to obtain such a system-variously referred to as responsible government, cabinet government, colonial self-government, or even simply home rule-engaged political activists in both Lower and Upper Canada, and ultimately engulfed the colonies in rebellion⁴².

Fondamentalement, les Rébellions exprimaient une volonté de corriger le tir, de réformer une administration coloniale défectueuse afin qu'elle fonctionne en cohérence et en conséquence du modèle constitutionnel britannique. Lorsqu'ils furent confrontés à l'intransigeance de la Couronne d'amener les changements demandés, les réformistes des deux Canadas prirent finalement les armes.

⁴⁰ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 283.

⁴¹ *Ibid.*, p. 282.

⁴² *Ibid.*, p. 283.

La lutte pour les réformes constitutionnelles constitue l'aspect central du récit de *Narrating a Nation*. On peut noter l'absence d'une inspiration idéologique, surtout républicaine, qui était pourtant un élément fondamental de l'argumentation de *HCP*, de *CH* et, dans une moindre mesure, d'*Origins*. Malgré tout, des aspects secondaires de nature socio-économiques trouvent leur place dans la narration, qui autrement serait exclusivement politique. On fait ainsi mention d'une récession économique généralisée à l'ensemble du Canada dans les années 1830 de même qu'une crise agricole importante touchant principalement le Bas-Canada. En plus, Messamore soutient que la forte immigration d'origine britannique, combinée à l'épidémie de choléra qui afflige la ville de Québec à l'époque, aurait contribué à augmenter la ferveur nationaliste qui colorait le programme politique des réformistes canadiens-français. Toutefois, l'auteure n'établit pas de corrélation ou de lien de cause à effet entre ces divers éléments et la culmination de la crise politique en insurrection armée. Il est simplement écrit qu'ils se sont ajoutés aux tumultes politiques déjà existants : « added to the purely political complaints that Lower Canada shared with its neighbouring colony were persistent economic woes »⁴³.

2.3. La représentation des Patriotes

Le troisième point de notre analyse consiste à dégager le portrait des Patriotes que l'on présente dans les manuels, c'est-à-dire les caractéristiques qui leur sont attribuées, ainsi que les objectifs qu'ils poursuivaient.

2.3.1 *HCP* : défenseurs du libéralisme et de la démocratie

Dans *HCP*, les revendications des Patriotes prennent avant tout l'apparence d'une lutte de classes où les membres du Parti Canadien bénéficient de l'appui des masses paysannes puisqu'ils défendaient leurs intérêts économiques devant ceux de l'oligarchie marchande. Certes, Papineau et ses collègues se font les défenseurs de la langue française, du régime seigneurial et de la foi catholique. Conrad et Finkel attestent aussi d'un certain caractère

⁴³ *Ibid.*, p. 291.

national à la Rébellion du Bas-Canada dans la mesure où « the national issue in Lower Canada added impetus to demands for political and economic change ». Il reste que le nationalisme des Patriotes se trouve marginalisé par l'interprétation défendue dans le manuel : avant toute chose, les hommes de 1837 étaient des radicaux qui, au même titre que ceux du Haut-Canada, poursuivaient des idéaux démocratiques et républicains qu'ils partageaient avec leurs voisins américains et un nombre croissant d'Européens, « who, from the French Revolution onward, organized – with varying degrees of success – to replace rule by a privileged elite with popular rule. » La question nationale tient plutôt à une tension ethnique provoquée par le fait que la majorité des élites étaient d'origine britannique alors que les rebelles étaient d'origine française. Parce que la masse paysanne affligée par les bouleversements économiques était essentiellement francophone, « the ethnic division could hardly be other than what it was. » On ajoute que la présence d'anglophones au sein des rebelles et de francophones du côté du gouvernement « suggests the need for caution in employing an ethnic explanation for the Lower Canadian rebellions »⁴⁴. En effet, bien que les patriotes recevaient la plus grande part de leur appui de la majorité canadienne-française, ils n'étaient pas homogènes sur le plan ethnique⁴⁵.

2.3.2 *Canada: A History* : Les Patriotes comme nationalistes

Comme ce fut le cas pour la Conquête, c'est encore une fois dans l'introduction des chapitres que nous pouvons observer les premières modifications notables que présente le texte de *CH* par rapport à l'édition en deux volumes rédigée par Conrad et Finkel. En effet, *HCP* introduit les Rébellions par un bref passage à caractère anecdotique dans lequel on raconte qu'en 1838, « in one of several efforts to liberate the Canadas from British control », des rebelles du Haut-Canada réfugiés aux États-Unis détournèrent un navire américain près de Windsor. La narration qu'on fait de cet épisode prend l'apparence d'un véritable carnage, les rebelles autant que les Britanniques « behaved quite brutally »⁴⁶. Ce bref passage ayant pour rôle d'introduire les Rébellions de 1837-1838 se termine avec un

⁴⁴ *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 284.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 285.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 283.

décompte des victimes et des dommages causés par la sauvage répression menée par les Britanniques et les loyalistes⁴⁷.

Bien que le texte de *CH* reprend sensiblement la même structure, et pour une grande partie le même contenu, l'introduction est complètement modifiée, témoignant d'un ajustement narratif par rapport à la version précédente. Les auteurs débutent leur récit en soulignant la promulgation par Ludger Duvernay de la Saint-Jean Baptiste comme fête nationale du Canada français. Alors fête chrétienne, on explique que la Saint-Jean Baptiste devient fête nationale ayant pour thème la souveraineté populaire. Ce changement de caractère de la fête du 24 juin reflète le conflit plus large opposant les forces radicales et conservatrices en Amérique du Nord britannique, où partout l'enjeu dont il est question reste « the extent to which ordinary citizens would be allowed to choose their government ». Au Bas-Canada, « this democratic emphasis was linked to French-Canadian nationalism »⁴⁸. La conjoncture des intérêts économiques, au même titre qu'elle est définie dans *HCP*, ne peut à elle seule expliquer le succès que rencontre le Parti canadien. Premièrement, on explique que c'est parce qu'il se posait comme le défenseur de la culture canadienne qu'il s'était acquis l'appui de la majorité des francophones. Deuxièmement, en faisant campagne pour l'ouverture de nouvelles seigneuries, le parti s'avérait aussi populaire auprès des habitants. D'entrée de jeu, le nationalisme des patriotes, marginalisé dans *HCP* sous la forme d'un conflit ethnique dont la validité demeure discutable, est affirmé beaucoup plus clairement dans le récit de *CH*. La définition de ce nationalisme n'est toutefois pas ethnique ou culturel, mais civique.

⁴⁷ « On 4 December 1838, Upper Canadian "patriots" who had gone into exile in the United States after the failed Upper Canadian rebellion a year earlier were joined by American supporters in one of several efforts to liberate the Canadas from British control. Hijacking a steamer, nearly 150 men landed at a farm located five kilometres from Windsor. In the battle that followed, 27 patriots were killed along with six defenders and bystanders. Both sides behaved quite brutally. The patriots murdered an unarmed black man for refusing to join them and fed to the pigs the mutilated body of a doctor who was providing medical assistance to the injured of both sides. Not to be outdone, Colonel John Prince, commander of the militia forces, ordered the execution of five patriot captives, "telling a prisoner to run for his life before shooting him down, blowing a man's brains out just to make sure he was dead; dragging a wounded prisoner out of a clergyman's house and shooting him from horseback; and staging a shooting for the benefit of the audience on an American schooner." Those who were killed on that day were among over 200 who died in the Canadas as a result of the rebellions in late 1837 and the subsequent "invasions" from the United States in 1838. » *Ibid.*

⁴⁸ *Canada: A History, op. cit.*, p. 168.

2.3.3 *Origins* : entre nationalisme et libéralisme

Les patriotes apparaissent comme ces Canadiens provenant de la petite bourgeoisie professionnelle cherchant à se tailler une place au sein de la société du Bas-Canada. Pour la plupart fils de petits fermiers, ils n'avaient d'autre choix que de se tourner vers la politique qui allait servir d'exutoire à leurs ambitions. L'aspect nationaliste de leur combat s'inscrit dans le cadre de l'analyse économique mise en avant par le récit, où l'exclusion économique des élites francophones mène à la montée d'un sentiment nationaliste :

English-speaking merchants took advantage of the economic opportunities. They were better situated to have commercial connections in Britain and they received patronage from the local colonial government. These English merchants were also able to displace the French as seigneurs. By 1812, two-thirds of the seigneuries were held by English-speaking merchants. The lack of commercial opportunities for the French Canadians led to the growth of the number of professionals. It also led to the rise of nationalist sentiments among the growing French-Canadian middle-class.⁴⁹

Bien consciente de l'infériorité des Canadiens français au sein de l'économie et du gouvernement, la nouvelle élite professionnelle francophone se positionne en championne du libéralisme et de la cause nationale, associant les intérêts du Canada français à ses propres intérêts de classe. Ils étaient politiquement radicaux, « vaunted such notions as liberty and democracy », mais ils étaient aussi économiquement conservateurs. Pour eux, le système seigneurial représentait un rempart contre l'anglicisation des campagnes de la vallée du Saint-Laurent. Selon les auteurs, les patriotes « defended traditional agriculture and denounced the threat of commercial capitalism because it was controlled by the English minority »⁵⁰. Ils auraient cherché à remplacer les seigneurs et, jusque dans une certaine mesure, le clergé comme leaders du Canada français ; ils ont pris la défense des habitants qu'ils croyaient exploités par la classe seigneuriale, dont plus de la moitié était d'origine britannique. Cette nouvelle classe moyenne ne s'épargne pas de dénoncer le clergé pour son appui au régime britannique et se montre ouvertement anticléricale. L'Église incarne la principale figure d'opposition aux volontés de réformes libérales des patriotes et le texte met de l'avant une lutte entre le clergé et les politiciens libéraux pour l'influence et le

⁴⁹ *Origins, op. cit.*, p. 281.

⁵⁰ *Origins, op. cit.*, p. 293.

leadership du Canada français ; lutte qui se solde par la victoire de l'Église et qui amorce un âge d'or clérical qui durera plus d'un siècle⁵¹.

2.3.4 *The Peoples of Canada* : de simples libéraux opportunistes

Bumsted soutient pour sa part que le fonctionnement du système politique rendait difficile l'implantation de réformes, ce qui a pu mener certains à vouloir le changer par la force. Les rebelles ont pris les armes parce qu'ils y voyaient le seul moyen d'accéder aux postes administratifs les plus lucratifs. C'est dans le but d'améliorer leur position en tant que groupe social qu'ils se sont soulevés⁵².

Dans ce récit, les réformistes et rebelles du XIX^e siècle n'étaient en rien des précurseurs du socialisme ou de la démocratie ; ils étaient seulement des libéraux cherchant à réduire, dans un premier temps, l'influence du gouvernement dans la vie des gens et, dans un deuxième temps, l'insistance sur des privilèges spéciaux conférés à une certaine caste d'individus. Il n'y a pas de mention ou de lien entre patriotes et nationalisme ; l'auteur souligne simplement que, pour Papineau, il était déjà problématique que les politiques économiques du Bas-Canada soient contrôlées par une classe mercantile promouvant le capitalisme dans tous les sens ; le fait que ces marchands étaient des Anglais ne faisait qu'aggraver la situation.

Le récit de *The Peoples of Canada* se montre plutôt critique envers les rebelles et semble vouloir atténuer les torts de leurs adversaires. Lorsqu'il parle des accusations de corruption lancées aux cliques oligarchiques, Bumsted place le terme '*corrupt*' entre guillemets. Il ajoute que ces groupes étaient « described in derisive terms by their critics: the 'Family Compact' in Upper Canada, the 'Chateau Clique' in Lower Canada, the 'System' in Nova

⁵¹ « The professional class was the Church's only serious rival in the struggle for support and influence among the French-Canadian population. The Rebellion of 1837 brought this conflict to a head and decided its outcome in the Church's favour. By 1840 French Canada's clerical elite was poised to enter a golden age that would last for more than a century. » *Ibid.*, p. 292.

⁵² « A full-time political appointment-with salary, pension, and the chance to pass one's position on to a son or other kin-was the ultimate ambition of most men engaged in politics in these years. Gaining access to such a position was no easy matter, and given the ways in which the colonial political system conspired against either reform or change, it was not surprising that some critics ended up trying to bring the system down through open rebellion. » *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 238.

Scotia and New Brunswick, and the 'Cabal' in Prince Edward Island. These groups were never as closely or tightly connected as their opponents professed to think. »⁵³ Bumsted décrit par ailleurs les rebelles comme des opportunistes qui, cherchant avant tout à faire avancer leur position au sein du système politique, ont tenté d'utiliser à leur avantage l'insatisfaction des masses rurales à l'égard du gouvernement. Dans son texte, ces « self-declared leaders⁵⁴» apparaissent comme de simples libéraux à l'agenda politique limités, sans vision large d'un véritable projet de restructuration socio-économique. Ils ne visaient rien de plus qu'à remplacer les élites en place par leur propre groupe social. Surtout, ils n'étaient pas de courageux révolutionnaires prêts à mourir pour les idéaux qu'ils professaient : « they were simply liberals⁵⁵ ». Ces « would-be rebel leaders became caught up in their own hysteria, panicked, and fled, leaving others to face the music⁵⁶. » D'autre part, le portrait final que Bumsted peint de Papineau est ce qu'on pourrait qualifier de péjoratif, en tout cas de négatif. Il reproche à ce dernier d'avoir fait des tensions entre Canadiens et Anglophones le fondement du programme politique du Parti patriote alors que son prédécesseur, Pierre Bédard, s'était surtout appuyé sur des théories constitutionnelles lorsqu'il était à la tête du Parti canadien⁵⁷. Enfin, Bumsted prend soin de souligner que « when Papineau heard that warrants had been issued for the arrest of the Patriote leaders, he dashed across the border dressed as a woman. »⁵⁸

2.3.5 *Narrating a Nation* : de loyaux nationalistes

En ce qui touche à la représentation du chef patriote, *Narrating a Nation* brosse d'abord le portrait traditionnel de Papineau que l'on trouve dans tous les ouvrages analysés : l'homme est politiquement progressiste, socialement conservateur et cherche à maintenir les

⁵³ *Ibid.*, p. 239.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 257.

⁵⁵ « Unfortunately for the rebels in both Upper and Lower Canada, their self-declared leaders had fairly narrow agendas for political change. Without plans for wide-ranging social and economic reconstruction, they sought little more than to replace the existing elites with themselves. Neither Papineau nor Mackenzie had any practical notion of how to turn a spontaneous uprising into an organized rebellion. Nor did either grasp the nature of the rural discontent. In Lower Canada the Patriote leaders considered their cause to be in the best interests of the French Canadian 'nation'; but they were not truly committed revolutionaries, prepared to suffer and die for their beliefs. They were simply liberals. » *Ibid.*, p. 258-259.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 259.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 242.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 258.

institutions traditionnelles du Canada français. Comme pour les autres Canadiens provenant de la classe moyenne, Papineau avait tourné ses ambitions vers la politique, le commerce étant l'apanage de la minorité anglophone. Éloquent politicien, il prit les armes en 1812 pour défendre la colonie contre l'envahisseur américain. En prenant soin d'établir la figure de Papineau comme un loyal sujet britannique, Messamore réaffirme son propos selon lequel les Patriotes ne se soulevaient pas contre l'autorité de la couronne, mais contre la mauvaise gestion des affaires coloniales. Ils n'étaient pas des révolutionnaires, mais des réformistes : « [his] military service to Britain reveals that Papineau's later opposition was motivated by resentment at perceived British misrule, not the authority of the Crown in and of itself. Papineau – like Pierre Bedard – ascribed many positive advantages to British rule. » Poursuivant sur cette voie, l'auteure procède à l'énumération des « benefits of British rule » soulevés par Papineau lui-même, bénéfiques dont le point culminant était la représentativité du gouvernement, de même que « "the right to obey no other laws than those of our own making and choice, expressed through our representatives." »⁵⁹ Bien que les Patriotes fussent aussi des nationalistes, ils poursuivaient, tout comme les politiciens radicaux du Haut-Canada, une quête pour les réformes constitutionnelles en accord avec le modèle de gouvernement britannique⁶⁰. Devant l'intransigeance de la Couronne à adopter les réformes nécessaires, Papineau et les Patriotes se tournent toutefois vers le républicanisme américain comme modèle à imiter. Ils manifesteront leur admiration au régime lors de la rédaction des 92 résolutions.

Messamore adopte un ton assez favorable envers Nelson et les rebelles ayant combattu à Saint-Denis, qu'elle présente comme des hommes d'action courageux : « Nelson's rebel forces at Saint-Denis learned that British troops under Colonel Charles Gore were marching against them on the morning of November 23, and bravely prepared to defend their position. »⁶¹ Au final, elle jette un regard généralement positif sur les rebelles, décrivant leur combat comme la première étape vers l'instauration du système politique actuel,

⁵⁹ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 284.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 286.

⁶¹ *Ibid.*, p. 303.

reprenant du coup l'interprétation et la vision de DeCelles, qu'elle cite d'ailleurs dans le texte⁶².

En plus de la lutte pour les réformes politiques qui vont mener à l'établissement du principe de responsabilité ministérielle, Norman Knowles (auteur du chapitre *A Contest of Identities*) est le seul auteur qui attribue sans ambiguïté un caractère ethnique au nationalisme des patriotes. Il souligne que c'est avec Pierre Bédard et le Parti Canadien que débute vers 1806 « the intermingling of ethnic nationalist aspirations with the drive for constitutional reforms⁶³ ». Alors que, dans *CH*, le nationalisme dont on parle est civique, républicain et inclusif, celui de *Narrating a Nation* semble reposer sur les concepts d'ethnicité et de survivance culturelle. Dès le début du XIX^e siècle, l'affirmation nationale et identitaire des Canadiens devient un thème récurrent dans le manuel. Comme il est mentionné à plusieurs reprises dans le texte, c'est au travers du journal *Le Canadien* que les Canadiens français vont affirmer leur identité nationale et leur détermination d'assurer leur survivance⁶⁴.

Le thème de l'affirmation nationale est encore une fois accentué par cette citation du gouverneur James Craig qui semble inquiet par les propos nationalistes des membres du Parti Canadien : « "Indeed, it seems to be a favourite object with them to be considered as [a] separate Nation; la *Nation Canadienne* is their constant expression". »⁶⁵ Cependant, bien que le récit soulève constamment cette notion de développement d'un nationalisme

⁶² Jean-Paul Bernard à propos de la biographie de Papineau rédigée par A. DeCelles : « Papineau, écrit-il dès la page inaugurale, c'est la lutte du sujet britannique de nationalité française, obstiné à réclamer les droits que comporte cette qualité, combattant l'Angleterre avec ses propres doctrines... ». On remarquera, dans la formule, l'évocation de l'appartenance nationale et celle des libertés politiques britanniques. Papineau aurait eu le double mérite de contribuer largement aux bienfaits de la conquête de la « responsabilité des ministres [...] instrument de gouvernement merveilleux » et d'incarner après 1820 « toutes les revendications des Canadiens dans un moment où leur existence nationale court un grand danger ». Jean-Paul Bernard, *op. cit.*, p. 32.

⁶³ *Narrating a Nation.*, p. 214.

⁶⁴ « Under its title, *Le Canadien* proudly bore its nationalist slogan : "Notre foi, notre langue, nos institutions" (Our faith, our language, our institutions). The Roman Catholic religion, the French language, and such distinctive French-Canadian institutions as the civil law and seigneurial system were seen as essential bulwarks of French-Canadian cultural survival. The cause of political reform in Lower Canada was thus intermixed with ethnic grievances. In the context of Britain's war with Revolutionary France, advocacy for the rights of French-Canadian nation hood seemed potentially seditious in the eyes of the new governor, Sir James Craig, who arrived in Lower Canada in 1807 ». *Ibid.*

⁶⁵ *Ibid.*, p. 214-215.

canadien-français au début du XIX^e siècle, il demeure que les politiciens nationalistes, au dire de Knowles, n'en ont point contre les institutions et le régime britanniques : « [Pierre Bédard] found much to admire in the Constitutional Act of 1791, recognizing that the British system offered considerably more liberty than under the French regime. »⁶⁶

La dualité canadienne se manifeste à nouveau dans le chapitre sur les Rébellions lorsque Messamore, en référence au projet d'union des Canadas promu par la classe marchande anglophone en 1822, choisi d'y glisser cette citation d'Alexis de Tocqueville face à la situation au Bas-Canada, où l'historien français évoque les tensions nationales :

He noted that while the French showed every sign of being a conquered people, subject to commercial and political domination by the English, he expected that this would not long be the case. He observed that the 1822 plan for union was "designed completely to break up the French Canadian nation, so the whole people rose at once and it is from that time that it knows its strength." French and English can never merge, he predicted, nor could "an indissoluble union ... exists between them."⁶⁷

S'ajoute à ceci la reprise par les Patriotes de la fête catholique de la Saint-Jean Baptiste pour en faire le symbole de l'identité canadienne-française. Comme nous l'avons soulevé, les auteurs de *CAH* écrivent que, dans les années 1830, la fête du 24 juin portait sur le thème de la souveraineté populaire. Elle s'était vue investie d'une qualité fondamentalement démocratique tout en étant lié au nationalisme canadien-français qui demeurait civique et inclusif. Or, Messamore n'invoque que le caractère nationaliste de la fête, affirmant que « A new organization, the Saint Jean-Baptiste Society, formed in 1834, symbolized the growing national consciousness of Lower Canada's patriotes. »⁶⁸ Elle poursuit en soulignant que la Saint-Jean « became less important after the conquest, but Ludger Duvernay, patriote and publisher of *La Minerve*, resurrected it in 1834, seeing in it an opportunity to celebrate French Canada's growing cultural identity and to rally support to the patriote cause. »⁶⁹

À cet égard, le bref passage biographique sur John Neilson vient réaffirmer la notion voulant que la lutte pour la survivance culturelle ait été une préoccupation réelle inscrite dans l'agenda patriote : « John Neilson exemplifies the fact that not all reformers in Lower

⁶⁶ *Ibid.*, p. 214.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 286.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 292.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 293.

Canada were French Canadian: some did not see the struggle primarily in terms of cultural survival⁷⁰». Messamore tend à désigner ce nationalisme comme culturel et va jusqu'à soutenir que les symboles nationaux adoptés par la société St-Jean Baptiste en viendront à faire partie de l'identité et de l'héritage commun du Canada contemporain : « many of Canada's earliest cultural symbols were adopted by the society, including the maple leaf. »⁷¹ Elle ajoute que Neilson « married a French-Canadian woman, and spoke French as comfortably as he did his own native tongue. Neilson and his wife had 10 children, and reached a very Canadian sort of compromise: their sons would be raised as Presbyterian, their daughters as Roman Catholic. »⁷² Ici encore, elle remet en avant l'aspect dualiste du Canada qui semble être un thème récurrent dans *Narrating a Nation*, du moins pour la période qui s'étend de 1760 à 1848.

L'historienne vient finalement enchâsser la représentation des patriotes comme symbole national de résistance du Canada français, notamment dans l'évocation de la mort d'Olivier Chénier à la bataille de St-Eustache : « Chenier's heroic death lent an iconic image to the cause of French-Canadian resistance, a much-needed martyr. »⁷³ Messamore rattache aussi le nationalisme des hommes de 1837 à celui des nationalistes radicaux des années 1970 en soulevant la reprise des patriotes comme symbole du Front de Libération du Québec :

More than a century later, the Front de Liberation du Quebec, or FLQ, who attempted to secure Quebec independence and a Marxist revolution through terrorist activities in 1970, adopted the symbols of the rebellion. A sector of their organization was named the Chenier cell, and the publicized FLQ manifesto was illustrated with an image of an armed 1837 patriote⁷⁴.

En somme, à travers la quête commune des politiciens radicaux des deux Canadas pour des réformes constitutionnelles visant à instaurer la responsabilité ministérielle, essence même du mode de gouvernement britannique, *Narrating a Nation* reprend sensiblement l'interprétation canadienne-anglaise traditionnelle. Cependant, alors que, selon Jean-Paul Bernard, le nationalisme des patriotes a tendance à poser le problème et se trouve le plus souvent marginalisé, il apparaît au cœur même du récit des Rébellions du Bas-Canada mis en avant dans le manuel. Les patriotes de *Narrating a Nation* sont bien déterminés à assurer

⁷⁰ *Ibid.*, p. 285.

⁷¹ *Ibid.*, p. 293.

⁷² *Ibid.*, p. 285.

⁷³ *Ibid.*, p. 305.

⁷⁴ *Ibid.*

la survivance culturelle du Canada français dont ils croient l'existence menacée par le gouvernement colonial.

2.4 La Rébellion de 1838

Dans l'ensemble, la rébellion de 1838 reçoit très peu d'attention dans les ouvrages analysés. *Narrating a Nation* est de loin le manuel qui s'y arrête le plus longuement alors que Messamore y consacre environ deux pages et demi. Toutefois, l'épisode est traité de manière complètement détachée des insurrections de 1837. L'auteure évoque notamment la déclaration d'indépendance de Robert Nelson et le basculement révolutionnaire que les patriotes entreprennent en 1838. Suivant le récit, ils avaient désormais complètement dérogé de la voie réformiste empruntée avant 1837 pour embrasser « a wide variety of dangerous and radical schemes », affichant de violentes tendances anticapitalistes, anticléricales et antisémites. Plus de la moitié du passage dédié à la rébellion de 1838 porte sur l'aspect militaire ; l'auteure peint alors un portrait romancé des guerriers iroquois ayant rejoint les forces britanniques et se permet quelques envolées lyriques : « The merest chance of confronting Native warriors sometimes caused rebel forces to simply melt away. While they served with British troops, Iroquois warriors remained distinct by decorating themselves with red and black war paint and dressing in Native combat gear. The sounds of Iroquois war whoops mingled with the bagpipes of the Highland regiments produced a terrifying cacophony. »⁷⁵

En ce qui a trait aux autres ouvrages, très peu de détails sont fournis pour informer le lecteur du nouveau programme radical des rebelles de 1838. *HCP* et *CH* ne font aucune mention des mesures révolutionnaires et indépendantistes mises en avant ; on évoque plutôt l'abolition du régime seigneurial. *Origins* et *PC* se chargent d'en faire une couverture purement événementielle. Bumsted va même jusqu'à confondre les frères Nelson, où il attribue à Wolfred le rôle joué par Robert.

⁷⁵ *Narrating a Nation*, p. 326-327.

2.5 Conclusion

Les conclusions présentées dans les différents chapitres s'avèrent un objet plutôt intéressant. *HCP*, *CH* et *NN* terminent leur récit en soulignant l'arrivée de la démocratie parlementaire dans les années 1840 ; Bumsted affirme que la suppression des Rébellions marque le triomphe des propriétaires terriens sur les « *tenants* », au Bas-Canada comme à l'Île-du-Prince-Édouard. *Origins* déroge cependant à la tendance. À travers son traitement isolé de l'événement, ses auteurs associent l'écrasement des soulèvements de 1837-1838 à une défaite du Canada français. En effet, les auteurs du manuel soutiennent que « the rebellions brought Lower Canada to its knees⁷⁶ ». Ils évoquent ensuite l'union forcée des Canadas visant à briser « the power of French Canada » et devant ultimement mener à l'assimilation, thème fort du récit d'*Origins* pour la période du régime britannique⁷⁷. Au final, c'est principalement par la reprise de thème historiographique issue d'une interprétation nationaliste de l'histoire du Québec qu'*Origins* vient se démarquer des autres manuels.

Dans une autre mesure, nous pouvons aussi noter l'influence des travaux d'Allan Greer sur les cinq récits des Rébellions présentés dans les manuels. D'une part, on retrouve des références aux publications de Greer dans tous les textes ; d'autre part, il semble qu'une partie des critiques qu'il avait posées dans un article de 1998 à l'égard du traitement des Rébellions dans les manuels ne pourrait s'appliquer aujourd'hui à la somme des ouvrages que nous venons d'analyser. En effet, Greer observait que seuls les auteurs de manuels scolaires s'efforçaient de couvrir les Rébellions dans les deux Canadas. Cependant, le plus souvent, les auteurs francophones allaient simplement ignorer le Haut-Canada ; dans le cas des auteurs anglophones, même s'ils tentaient d'en offrir une vision pancanadienne, les résultats étaient pour la plupart déçus. Ils avaient tendance à traiter des rébellions dans des chapitres différents, présentant souvent l'insurrection du Haut-Canada en premier lieu

⁷⁶ *Origins*, p. 304.

⁷⁷ « The colony lost its own government and was to be joined to Upper Canada in a union that the majority of the French Canadians did not want. Moreover, the avowed purpose of this union, as expressed by Durham, by British parliamentarians, and by English merchants, was to break the power of French Canada and eventually to assimilate it. But like the proponents of the Constitutional Act a half-century earlier, the advocates of union proved to be poor prophets. » *Ibid.*

alors que l'ordre chronologique et logique des événements était tout le contraire⁷⁸. Greer pourrait se réjouir de constater que, dans les manuels anglophones les plus récents, quatre ouvrages sur cinq vont traiter des Rébellions dans les deux Canadas à l'intérieur d'un même chapitre et vont aussi souligner la collaboration entre les réformistes radicaux du Bas et du Haut-Canada.

Greer reprochait par ailleurs aux manuels anglophones d'accorder environ le même espace aux rébellions des deux Canadas alors que celles du Bas-Canada avaient été beaucoup plus répandues et significatives. On ne peut dire si la tendance a vraiment été corrigée, puisque Greer ne précise pas qu'elle serait selon lui la proportion idéale. Il reste que, dans les manuels analysés, trois des cinq ouvrages consacrent un espace modérément plus important à la Rébellion du Bas-Canada. Étant donné que la plupart des ouvrages traitent des deux insurrections canadiennes dans un même chapitre et souvent de manière entrelacée, il devient difficile de distinguer avec précision ce qui relève d'un Canada ou d'un autre. Nous avons donc seulement comparé les sections où les auteurs se concentrent spécifiquement sur une des deux colonies.

En somme, nous pouvons constater qu'au sein des manuels anglophones, la question nationale du bas-canada se trouve marginalisée au profit d'une lutte pancanadienne pour l'instauration du gouvernement responsable, lutte qui s'inscrit avant tout dans le cadre des bouleversements idéologiques et politiques balayant alors l'Occident et l'Amérique du Nord britannique.

⁷⁸ Allan Greer, « Reconsidérer la Rébellion de 1837-1838 », *loc. cit.*, p. 30.

CHAPITRE III L'ACTE D'UNION

À la suite de l'écrasement des insurrections de 1837 dans les colonies du Bas et du Haut-Canada, Lord John George Lambton Durham est chargé par Londres d'enquêter et de produire un rapport sur les rébellions canadiennes. Après un bref séjour de cinq mois au Canada, il retourne en Angleterre et publie en 1839 le fameux *Report on the Affairs of British North America*, dans lequel il recommande deux solutions à la crise canadienne : l'instauration du gouvernement responsable et l'union des Canadas. La clause portant sur l'instauration du gouvernement responsable fut initialement rejetée par Londres alors que l'union des Canadas, qui devait entraîner l'assimilation des Canadiens français, fut confirmée dans la constitution de 1840.

Du point de vue des anglophones contemporains à la période, la disparition du fait français n'était pas en soi nécessaire. Que les francophones et les anglophones puissent travailler conjointement à l'atteinte de la prospérité et du progrès économique, voilà ce qui importait. Plus tard, la puissance politique du Bas-Canada parviendra à bloquer les mesures désirées par les habitants du Haut-Canada, plus nombreux. Entre autres choses, la frustration ressentie chez les politiciens anglophones les aurait poussé à promouvoir le projet confédératif. Quoi qu'il en soit, il demeure que l'Union reste très peu significative à l'extérieur du Québec, la plupart des Canadiens anglais ignorant probablement qu'il y ait déjà eu des tentatives d'unir les Canadas¹. Au Québec, outre la vision nationaliste voulant que l'Union fut la première étape dans la subordination politique de la nation et la condamnation des Québécois au statut de peuple minoritaire, il existe une interprétation plus optimiste de l'événement défendue principalement par l'historien Jacques Monet, qui voit dans les années 1840 un moment au cours duquel francophones et anglophones travaillent de concert à leur avantage mutuel tout en préservant chacun leur identité particulière. Selon Monet, les politiciens du Canada-Uni seraient parvenus à arracher le pouvoir d'entre les mains d'une élite privilégiée pour rendre le gouvernement responsable à

¹Arthur Silver *et al.*, *op.cit.*, p. 53.

la population. En clair, la décennie 1840 aurait vu la dissipation des effets de la Conquête pour laisser place au triomphe de la liberté sous l'égide de la couronne britannique².

Le présent chapitre portera dans un premier temps sur le traitement du rapport Durham et sur les diverses mesures répressives qu'aurait imposées l'Union. Par la suite, notre analyse portera sur la signification accordée par les auteurs à l'Acte d'Union et sur la manière dont ils abordent l'alliance réformiste entre Louis-Hyppolite La Fontaine et Robert Baldwin.

3.1 Le rapport Durham, 1838-1839

Dans la dernière édition publiée du rapport Durham, la politologue Janet Azjenstat revient sur les constats formulés dans les précédentes éditions, notamment sur les conclusions tirées par Gerald Craig, qui selon elle constituent depuis longtemps l'interprétation standard : « Today the issue of colonial emancipation is almost forgotten. Most Canadians reading the Report focus on the second great question, and most come to Gerald Craig's conclusion: the recommendation for responsible government is no doubt praiseworthy but Durham's expectation that the French Canadians would assimilate is, to put it briefly, offensive. » En rétrospective, Durham serait parvenu à cette conclusion parce qu'il était simplement ignorant et plein de préjugés défavorables à l'égard des Canadiens français. De nos jours, le rejet et le dédain pour l'idée de l'assimilation seraient partagés par tous, semble-t-il, mais on aurait de la difficulté à apprécier la question de la responsabilité ministérielle et de l'émancipation coloniale. Azjenstat soutient que cette perception du document de 1839 demeure toujours dominante, à l'exception de quelques manuels qui tendent à vouloir briser la tendance³.

² Jacques Monet, « French-Canadian Nationalism and the Challenge of Ultramontanism », *Historical Papers*, Ottawa, Canadian Historical Association, 1966, p. 41-55.

³ Janet Azjenstat, « Introduction », dans Guy Laforest et Gerald Craig, dir., *Lord Durham's Report*, *op. cit.*

3.1.1 Primauté de la vision libérale

Au sein des ouvrages que nous avons examinés, l'insistance sur l'un de ces deux aspects primordiaux, soit l'introduction du gouvernement responsable ou l'assimilation des Canadiens français par le moyen d'une union coloniale, se distribue de manière assez équivalente. Dans *HCP*, *CH* et *PC*, le traitement du rapport Durham prend place à l'intérieur d'une section thématique portant sur l'avènement du gouvernement responsable. En plus de l'émancipation coloniale suggérée, les auteurs de *HCP* et *CH* mettent en lumière la vision libérale et progressiste émanant du rapport. Impressionné par les réformistes modérés du Haut-Canada, écrit-on, Durham croyait que l'introduction d'une forme de responsabilité ministérielle favoriserait le développement de l'économie de marché dans la colonie⁴. Par ailleurs, lorsque vient le temps d'aborder la coalition réformiste des années 1840, on peut y lire que Baldwin et La Fontaine firent cause commune « in support of Durham's vision of a progressive capitalist society »⁵.

Sous la plume de Bumsted, dans *The Peoples of Canada*, le rapport marque un important repère chronologique. Il constitue le moment inaugurateur de la troisième partie du manuel, qui couvre les années 1840 à 1870 : « A new era began in 1839 with the publication of Lord Durham's report ». Cette période, que Bumsted qualifie de « crucial era in the constitutional and political development of British North America », fut celle où « the major recommendations of Lord Durham gradually came into effect »⁶. On parle ici de l'union des Canadas et de l'avènement du gouvernement responsable : deux éléments qui, selon Bumsted, furent d'essentiels précurseurs à la Confédération de 1867. Le commentaire initial que pose Bumsted à l'égard du rapport consiste à lui attribuer la première mention officielle du terme *British North America*. Ces énoncés, où l'on chante les mérites du rapport Durham pour le développement constitutionnel du Canada, sont tous compris dans le passage introductif où l'auteur aborde la période 1840-1870 dans sa globalité alors que toute mention de l'assimilation préconisée s'y trouve absente. Par contre, la section dédiée spécifiquement au rapport fait de l'assimilation la seule idée originale attribuable à Lord

⁴ *History of the Canadian Peoples*, op. cit., p. 293-294.

⁵ *Ibid.*, p. 294.

⁶ *The Peoples of Canada*, op. cit., p. 347.

Durham. Selon Bumsted, l'erreur du commissaire fut d'avoir cru que la culture canadienne-française n'était pas assez forte pour résister aux pressions assimilatrices. Au final, l'auteur accorde environ une page à Durham et à son rapport.

Les textes des manuels *HCP*, *CH* et *PC* n'omettent pas de mentionner l'assimilation recommandée dans le document. Mais cette question ne figure pas comme un moment tragique ou offensant, pas plus qu'elle ne prend le dessus sur les notions d'émancipation coloniale et de développement économique attribuable à Durham. En effet, l'emphase se trouve davantage placée sur la vision libérale et progressive que transmettait le rapport, ainsi que sur sa contribution au développement constitutionnel du Canada.

3.1.2 Primauté de l'assimilation

Dans le récit que présente le manuel *Origins*, le rapport Durham est abordé à deux reprises. Le premier traitement, qui se veut assez concis, apparaît dans le chapitre touchant la Rébellion du Bas-Canada et se concentre uniquement sur la recommandation d'assimiler les Canadiens français, laissant au rancart la clause portant sur la responsabilité ministérielle. Les rapports de force et les tensions entre francophones et anglophones y sont particulièrement présents. On peut lire que Durham était alors confronté à deux points de vue. D'un côté, il fut prié par F.-X. Garneau de ne pas céder aux propos revanchards de la minorité britannique et de venir au secours d'un peuple sans défense. De l'autre, la classe marchande anglophone faisait pression sur le commissaire pour une union des Canadas « to save themselves from "the designs of the French faction, madly bent upon [the] destruction" of the rights, the interests, and the property of Lower Canada's British population⁷ ». Or, Durham pencha en faveur de ces derniers. Dans son rapport, « he drew attention to the "deadly animosity" between French and English », réalisant que « the designs of assimilation, as laid out in the Royal Proclamation of 1763 at the time of Conquest, had never been implemented » et que les colonies en payaient maintenant le prix. Il entendait y remédier en réduisant les Canadiens français au statut de minorité, ce qui

⁷*Origins, op. cit.*, p. 303.

inéluçtablement les pousserait à abandonner leurs vaines aspirations nationales, « the ultimate solution, Durham believed, to the ethnic conflict in Lower Canada »⁸.

La notion de responsabilité ministérielle n'apparaît que dans le chapitre examinant la rébellion du Haut-Canada. Dans l'ensemble, le traitement que l'on présente dans *Origins* se situe assez près de ce que l'on retrouve dans *HCP* et *CH*. Les recommandations de Durham vont dans le sens de l'émancipation coloniale et l'union servira à favoriser le développement économique du Haut-Canada. Malgré tout, la deuxième moitié de cette section intitulée *Lord Durham's Report* revient amplement sur le thème de l'assimilation des Canadiens français, contre lesquels Durham ne masquait pas ses préjugés.

Finalement, le récit de *Narrating a Nation* se rapproche davantage de l'interprétation dite standard, pour reprendre le propos d'Azjenstat. Il suffit de lire attentivement l'introduction du chapitre intitulé *The Fate of British North America: 1838-1846* pour y trouver la première esquisse d'un thème majeur qui le traverse, à savoir que l'objectif premier de l'union, explicitement dicté par Durham, était nul autre que l'assimilation. Un nombre important de pages – neuf – sont consacrées à Durham et à son rapport, qualifié de pilier important mais controversé de l'évolution constitutionnelle du Canada⁹.

Beaucoup d'efforts sont ensuite déployés pour rendre compte des propos méprisants du commissaire à l'égard des francophones. D'abord, Messamore avance que pour les habitants du Bas-Canada, en dépit de la recommandation d'instaurer le gouvernement responsable, le rapport était foncièrement inacceptable. En effet, « Durham's guiding principle was the assimilation of the French Canadians into the "great race" of the British Empire. »¹⁰ Le lecteur est ensuite renvoyé au Québec contemporain, où l'on dit que le rapport continue d'être perçu avec une « viseral antipathy ». C'est par l'emploi d'un vocabulaire tranchant que l'auteure rend compte de la situation. En effet, elle soulève que le document de 1839 constituait « a blueprint for extinguishing the French-Canadian nation in North America ». On y trouve même une citation où Durham admet lui-même que le

⁸ *Ibid.*

⁹ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 318.

¹⁰ *Ibid.*, p. 329.

rapport était une « hard measure » visant « the extinction of the nationality of a people »¹¹. Dans l'ensemble des passages consacrés à Durham, bien que Messamore ne laisse pas au rancart la recommandation d'instaurer une forme de responsabilité ministérielle, elle tend à insister davantage sur les fins assimilatrices que devait accomplir l'union coloniale.

3.1.3 Expliquer le jugement de Durham

Alors que ni Bumsted ni les auteurs d'*Origins* ne vont au-delà du fait que Durham ait été biaisé ou ignorant pour expliquer comment il était parvenu à un tel jugement concernant le Bas-Canada, les textes de *HCP* et de *Narrating a Nation* s'efforcent d'en dégager une logique foncièrement libérale. Dans le cas de l'ouvrage de Conrad et Finkel, les auteurs vont dans un premier temps avancer que le grand défaut de Durham fut son ignorance des causes de la crise du Bas-Canada : « ignoring the conservatism of colonial policy and the extent to which the Patriotes had embraced liberal political ideology, Durham blamed Lower Canada's economic problems on the reactionary prejudices of the Canadiens ». Ils ajoutent que parce qu'il était un « ethnocentric englishman » de son temps, il entretenait des préjugés à l'égard des Canadiens français qu'il percevait comme arriérés¹². Bref, Lord Durham était *a priori* biaisé contre les sujets francophones du Bas-Canada. Toutefois, les auteurs se permettent d'ajouter un nouveau volet à l'interprétation en affirmant que l'assimilation ne constituait pas une solution tirée du mépris, mais qu'elle était plutôt fondée sur des valeurs libérales et sur la foi en la vertu des droits individuels :

He believed that anything that tended to assimilate them to British, Protestant values would be for their benefit as individuals. Indeed, as a supporter of individual liberties he placed no value on the protection of the collective liberties of a subordinate group. From his point of view, an amalgamation of the two Canadas and the granting of official status to only the English language constituted no attack on liberty. Instead it would be a step along the road to material advancement for the Canadiens¹³.

Dans *CH*, les auteurs ne vont pas élaborer davantage sur les préjugés de Durham et sur la cohérence de son jugement imbu de libéralisme. Ils se contentent de mentionner que « to ensure harmony and progress, he recommended assimilating the French Canadians whom

¹¹ *Ibid.*, p. 330.

¹² *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 294.

¹³ *Ibid.*

he called "a people with no literature and no history". »¹⁴ Dans la même optique, le texte de *Narrating a Nation*, en s'appuyant sur les travaux de Janet Azjenstat, soutient que Durham représente une cible facile puisqu'il apparaît comme une parodie de l'anglais ethnocentrique du XIX^e siècle. Messamore ajoute que la position de Durham était cohérente avec les principes du libéralisme puisqu'il plaçait les droits individuels au-dessus des droits collectifs d'une minorité¹⁵.

3.2 Les mesures répressives de l'Acte d'Union

Au Québec, on retient surtout de l'Union qu'elle fut encline à mettre fin à l'existence de la nationalité canadienne-française. Elle n'accordait en effet aucune place officielle au français. Elle fusionnait le budget des deux provinces, forçant ainsi les contribuables du Bas-Canada à éponger l'énorme dette publique du Haut-Canada. Elle adoptait une représentation parlementaire à l'avantage du Haut-Canada. Enfin, et par-dessus tout, elle déniait aux Canadiens français leur patrie distinctive, les confinant pour la première fois au statut de minorité dans leur propre pays¹⁶.

3.2.1 Division des sièges

Il s'avère intéressant de noter que, selon l'interprétation formulée par Conrad et Finkel dans *HCP*, la distribution des sièges s'inscrit comme une mesure visant d'abord à ne pas désavantager le Haut-Canada, moins peuplé, que de pénaliser les francophones du Bas-Canada¹⁷. Une légère altération s'est installée dans la version du récit qu'on trouve dans *CH*, où l'on avance plutôt que la mesure venait conférer plus de poids aux électeurs du Canada-Ouest, mais aussi qu'elle garantissait le statut minoritaire des francophones à l'Assemblée. Pour Bumsted, l'Acte d'Union fit en sorte que l'élément anglophone était surreprésenté. Ce que nous devons retenir, cependant, est que « the arrangement that had initially benefited Canada West quickly came to disadvantage it, producing a deadlock that would not be

¹⁴ *Canada: A History, op. cit.*, p. 180.

¹⁵ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 330.

¹⁶ Arthur Silver *et al, op.cit.*, p. 48-49.

¹⁷ « Although assembly seats were divided equally between the two Canadas so that Upper Canada would not suffer because of its smaller population ». *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 294-295.

resolved until Confederation in 1867. The Grits perceived that French Canadians stood in the way of the successful adoption of their platform. »¹⁸ Les auteurs d'*Origins* vont dans la même direction, ne s'arrêtant sur la mesure que pour soulever le fait qu'elle provoqua une impasse politique ayant débouché sur la Confédération¹⁹.

Par contre, c'est sous la désignation d'injustice que Barbara Messamore relate la représentation égale dans *Narrating a Nation* : « Equal representation was hardly fair representation. [...] The allocation of an equal number of seats in the single legislative assembly for Canada East (as Lower Canada would now be known) and Canada West (formerly Upper Canada) was plainly an injustice to the more populous French-dominated eastern half²⁰ ». Toutefois, ajoute-t-elle, cette mesure allait dresser la table pour une longue tradition fédéraliste au Canada. Ainsi donc, plutôt que d'y voir une impasse politique, Messamore y associe les premières esquisses du fédéralisme canadien.

3.2.2 L'anglais comme seule langue officielle

Pour la moitié des ouvrages étudiés, la proscription du français n'occupe que très peu d'importance dans le développement du récit. Bien que *HCP* et *CH* signalent l'intention de Lord Durham de faire de l'anglais la seule langue officielle d'un Canada-Uni, les auteurs ne reviennent pas sur le sujet ailleurs dans le texte, pas plus qu'ils ne rappellent la lutte menée par les réformistes canadiens-français pour retirer le ban pesant sur leur langue. Pour les auteurs de *The Peoples of Canada*, cette loi restrictive s'avère totalement absente du texte.

L'unilinguisme apparaît cependant comme une mesure que l'on qualifie d'« offensive »²¹ dans le cas de *Narrating a Nation*, ou bien d'« objectionable » dans le cas d'*Origins*. Pour les auteurs de ce dernier ouvrage, l'aspect répréhensible de la législation linguistique se trouve amplifié alors qu'elle est intégrée à un passage qui tend à conférer un visage

¹⁸ *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 354.

¹⁹ *Origins, op. cit.*, p. 367.

²⁰ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 331-332.

²¹ En se penchant sur l'avènement du gouvernement responsable, Knowles, dans *Narrating a Nation*, souligne que le discours d'inauguration d'Elgin se fit en français autant qu'en anglais, mais surtout, que le gouverneur annonça que la Couronne « had repealed that offensive provision of the Act of Union that had declared English to be the official language of Canada's legislature. » *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 371.

oppressif à l'Acte d'Union, dont les intentions sont dévoilées à travers des termes comme « punish », « subjugation », « eventual demise » et « severe blow »²². Enfin, dans un cas comme dans l'autre, nous sommes informés que la lutte pour la langue avait été au cœur de l'agenda politique des réformistes francophones²³.

3.2.3 Partage de la dette du Haut-Canada

Pour les auteurs de *HCP*, *CH* et *PC*, il semble que le transfert de la dette du Haut-Canada au trésor commun du Canada-Uni ne se pose pas comme un élément significatif puisqu'ils n'ont pas pris la peine de l'inclure à leur récit. En ce qui touche *Narrating a Nation*, Messamore poursuit dans sa propension à montrer l'Acte d'Union comme étant initialement désavantageux pour le Bas-Canada, particulièrement pour les francophones. Elle écrit que « unhappily for Lower Canada, all existing provincial debt was also to be pooled. The upper colony's more aggressive public works program for canals and other infrastructure had left it with a debt exceeding \$5 million. By contrast, Lower Canada had accumulated a surplus. »²⁴ Dans *Origins*, le récit présente le partage de la dette publique comme une mesure visant d'abord à favoriser le développement économique du Canada-Ouest²⁵ ; le

²² « The Colonial Office in London originally intended to use union of the Canadas to punish the French and assure their subjugation, if not their eventual demise, as a distinct ethnic-religious group. Certainly, the conditions of union constituted a severe blow for Lower Canada in general and for French Canadians in particular. English became the sole official language of parliamentary documents ». *Origins, op. cit.*, p. 367.

²³ « La Fontaine had for years made the language issue a central plank in Canada East's reform platform, and had insisted on speaking French in the legislature over the jeers and protests of some English-speaking members. » *Ibid.*, p. 371.

« Hincks assured the former patriote that, in return for cooperation in working toward responsible government, his followers would assist French-Canadian efforts to rid the union of objectionable features, such as official English unilingualism. » *Ibid.*, p. 369.

²⁴ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 332.

²⁵ « The Act of Union also created "one consolidated revenue fund," making Upper Canada's heavy debt the responsibility of the Province of Canada as a whole. Upper Canada could no longer finance costly transportation facilities, such as roads and canals, by itself. It had already borrowed heavily in London, but union with the virtually debt-free Lower Canada would strengthen its position. Union would bring in higher revenues because the united colony could raise tariffs, a measure that Lower Canada, where most goods from Europe entered, could no longer block. The Act also recognized that the two Canadas formed a common economic bloc. Montreal's English merchants had been striving for such a union since the early 1820s. » *Origins, op. cit.*, p. 368.

récit l'évoquera aussi à titre d'argumentaire employé par les politiciens francophones lors de débats houleux à l'Assemblée²⁶.

3.3 La nature de l'Acte d'Union

Au sens large, comment la période de l'Union est-elle interprétée chez les auteurs ? Quel sens et quelle signification lui donne-t-on ? Doit-on y voir avant toute chose une autre tentative d'assimilation des francophones ? Fut-elle plutôt marquée par la mise en place des premières structures institutionnelles et confédératives qui se cristalliseront en 1867 ? Il s'agit ici d'interroger l'angle à travers lequel la période 1840-1848 est abordée, ainsi que les aspects à partir desquels les récits ont été édifiés.

3.3.1 *History of the Canadian Peoples et Canada: A History*

Dans le cas des textes de *HCP* et *CH*, on souligne d'abord que l'Union fut impopulaire dans les deux Canadas : les francophones craignaient l'assimilation et les anglophones s'inquiétaient d'une domination franco-catholique. Ce faisant, on présente un récit qui se distancie de l'interprétation voulant que l'Union de 1840 fut un châtement imposé aux Canadiens avec comme objectif prioritaire de les assimiler. En effet, le dessein de l'assimilation apparaît moins comme une fin institutionnalisée, mais davantage comme le fruit de la méfiance des francophones provoquée par les propos de Durham : « Lower Canadians, for their part, were convinced that union was a plot to achieve their assimilation – a goal that Durham had openly recommended. »²⁷ Dans *CH*, cependant, l'inquiétude des Canadiens français découle de leur statut minoritaire au sein de l'Assemblée. Dans son

²⁶ « The *Montreal Gazette* believed that the proposal had possibilities and suggested forming a new English province that would join portions of eastern Canada West with Montreal and the Eastern Townships. Then the French East could "standstill as long as it likes" and the West could "rush frantically forward," while the centre enjoyed "that gradual, sure, true progress which is the best indication of material prosperity." But most in Canada East opposed Brown's arguments on the basis that without Lower Canadian help to pay Upper Canadian debts, Upper Canada today would be "nothing more or less than a forest put up for auction by British capitalists to repay their investments." » *Ibid.*, p. 384.

²⁷ « The union was unpopular in both Canadas. Although assembly seats were divided equally between the two Canadas so that Upper Canada would not suffer because of its smaller population, Upper Canadians generally feared French and Catholic domination. Lower Canadians, for their part, were convinced that union was a plot to achieve their assimilation—a goal that Durham had openly recommended. » *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 294-295.

traitement de la période, le récit insiste avant tout sur l'avènement du gouvernement responsable et l'essor du capitalisme.

3.3.2 *The Peoples of Canada*

Restant fidèle à sa vision de l'histoire du Canada qui tient davantage compte de la perspective britannique, Bumsted insiste sur le fait que l'Union marque le début du processus de réforme constitutionnelle. Il écrit sur la complexité des structures départementales dans lesquelles le gouvernement opère et qui laisse entrevoir un fédéralisme embryonnaire²⁸.

3.3.3 *Narrating a Nation* et *Origins* : visions nationalistes antagoniques

L'intention initiale de l'Acte d'Union ne fait pas de doute dans les manuels *Narrating a Nation* et *Origins* : en réponse aux Rébellions de 1837-1838, Londres rétorque par une union forcée des Canadas dans l'intention d'assimiler les Canadiens français²⁹. Malgré tout, dans le cas de *Narrating a Nation*, le récit ne prend pas un ton négatif puisqu'en réalité, écrit Messamore, l'Union aura servi de catalyseur à l'émergence d'une « new and positive political era. The Baldwin / La Fontaine alliance emerging out of such an unpromising climate would lay the groundwork for a flexible and constructive federalism. [...] The 1840s proved to be a fruitful period of political maturation for the British North American colonies. »³⁰

Pour sa part, le texte d'*Origins* adopte un ton relativement plus grave tel qu'illustré par la déclaration suivante : « the Draconian Act of Union, intent on eliminating the French fact in Canada forever³¹ ». Les auteurs rejettent en partie l'interprétation unificatrice telle que présentée dans *Narrating a Nation*, qui veut que cette période ait été marquée par la

²⁸ *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 347.

²⁹ « The rebellions of the 1830s had failed and the two Canadas had been forced into an uneasy union, a union aimed at the assimilation of French Canada ». *Narrating a Nation*, p. 356. « The union of Upper and Lower Canada was primarily designed to assimilate the French Canadians ». *Origins, op. cit.*, p. 367.

³⁰ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 333.

³¹ *Origins, op. cit.*, p. 371.

coopération entre les francophones et les anglophones. Le lecteur est confronté à un récit essentiellement négatif, affirmant que les politiciens francophones et anglophones n'avaient d'autre choix que de coopérer et de faire place au compromis. La nécessité d'obtenir un consensus permit certainement de réduire et de restreindre l'intolérance ethnique et religieuse, mais en fin de compte « it remained, brimming beneath the surface. »³² *Narrating a Nation* est le manuel qui accorde le plus d'importance aux relations tendues entre francophones et anglophones dans la colonie du Canada-Uni. La première sous-section dans le chapitre qui porte sur les développements politiques de la période 1840-1864 a pour titre *French-English Relations*. Les auteurs entreprennent d'y montrer l'Union comme un acte punitif et oppressif à l'égard des Canadiens français. Par ailleurs, ils prennent soin de souligner que le Haut-Canada a pu voter sur l'Union, mais qu'elle fut imposée au Bas-Canada sans son consentement « and resulted in the subordination of the French. » On ne s'arrête pas là dans la description des tensions ethniques et dans celle de l'injure portée aux Canadiens français, que l'on dit « defiant and bitter ». L'idée du caractère préjudiciable de l'Union est ensuite mise en lumière par une citation de Pierre-Joseph-Olivier Chauveau : « "Today a weeping people is beaten, tomorrow a people will be up in arms, today the forfeit, tomorrow the vengeance." » Pour couronner le tout, on raconte que le premier gouverneur général, Lord Sydenham, fit tout en son pouvoir pour empêcher l'élection de candidats francophones, allant même jusqu'à utiliser des troupes britanniques « and hired thugs who took possession of the polling station », forçant La Fontaine à se retirer de la course pour éviter un bain de sang³³.

En somme, la période fut dominée par des querelles politiques qui menèrent ultimement à la paralysie du gouvernement, ce qui, selon les auteurs d'*Origins*, fut l'une des causes majeures ayant mené à la Confédération. L'impasse politique et le cheminement vers un accord confédératif constituent effectivement le deuxième grand thème du chapitre. Néanmoins, les projecteurs demeurent braqués sur le caractère répressif de l'Union à l'égard du Bas-Canada et sur les tensions ethniques qui se manifestent constamment dans l'exercice de la vie politique.

³² *Ibid.*, p. 367.

³³ *Origins, op. cit.*, p. 368-369.

Enfin, nous pouvons aussi observer que les auteurs vont clore l'introduction du chapitre en reprenant certains éléments de l'interprétation nationaliste développée par les historiens de l'école de Montréal dans les années 1950-1960, soutenant que « the union had a traumatic impact, akin to a second conquest. It ended the separateness of Lower Canada and fused its destiny with that of Upper Canada. This process of subordinating Quebec's position would only continue with Confederation in 1867. » *Origins* est en effet le seul manuel à faire référence aux thèses nationalistes³⁴. Sans que ses auteurs n'y souscrivent ouvertement, l'influence de cette vision interprétative sur le manuel reste apparente à quelques endroits.

3.4 L'alliance réformiste

En 1848, Londres concède finalement le gouvernement responsable à sa colonie du Canada-Uni. Les politiciens réformistes dans les sections est et ouest avaient joint leur force dans l'atteinte de cet objectif. S'il est vrai qu'au Canada anglais, 1848 apparaît généralement comme le développement le plus significatif s'étant produit sous l'Union, d'autres éléments importants méritent d'être soulignés. En effet, pour J. M. S. Careless, l'enchâssement de la dualité, c'est-à-dire l'existence de deux communautés culturelle et linguistique distinctes au sein d'un même État, avait été « the most profound experience of the union. » L'expérience de cette dualité, ajoutait-il, « was vitally important for the British North American federation that followed. »³⁵ Encore dans les années 1960, William Ormsby, se penchant sur l'émergence du concept fédéral au Canada, observait que les prémices du fédéralisme canadien s'étaient développées dans les années 1840 à travers l'expression d'un certain dualisme auquel plusieurs aspects de l'Union se prêtaient.

³⁴ « The union of Upper and Lower Canada was primarily designed to assimilate the French Canadians. In this sense, the Act failed. While nationalist historians can congratulate the French and English groups in the Assembly for finding common ground in order to keep the colony functioning, and herald the era as a shining example of the type of ethnic cooperation needed in such a diverse nation, the era was dominated by political squabbling to the point of paralysis. Effective government came to a standstill. Certainly, French and English politicians often had to compromise, but there was little choice. The need to construct a modus vivendi may have helped restrain ethnic and religious bigotry, but it remained, brimming beneath the surface. In the end, French Canada again escaped assimilation. But for French-Canadian nationalist historians, the union had a traumatic impact, akin to a second conquest. It ended the separateness of Lower Canada and fused its destiny with that of Upper Canada. This process of subordinating Quebec's position would only continue with Confederation in 1867. » *Ibid.*, p. 367.

³⁵ J. M. S. Careless, *The Union of the Canadas: The Growth of Canadian Institutions, 1814-1857*, Toronto, McClelland and Stewart, 1967, p. 222.

L'émergence du fédéralisme était aussi corollaire à celle de l'idéologie de la survivance au Canada français. Pour Ormsby, « the survival of French Canada, despite the deliberate attempt to overwhelm it in a union of the Two Canada, demanded the emergence of a federal concept³⁶». Dans la tradition historiographique anglophone, soutient-il, les historiens avaient généralement tendance à se concentrer sur le thème du gouvernement responsable pour laisser de côté la question de la survivance canadienne-française, qui pour lui se trouvait à la source même du développement d'un concept fédéral au Canada.

Cependant, la survivance ayant engendré cette dualité avait elle-même été portée par le nationalisme canadien-français se développant à la même époque en réponse au rapport Durham et à l'assimilation officiellement décrétée en 1840. Pour Jacques Monet, ce fut la qualité de ce nationalisme à partir des années 1840, décennie la plus importante selon lui pour le nationalisme canadien-français, qui détermina le type de *Commonwealth* que nous connaissons aujourd'hui³⁷.

Toujours dans cette même optique où union rime avec dualité, c'est par une approche marxiste que Stanley Ryerson décida d'étudier le cas spécifique de l'Acte d'Union dans son ouvrage *Unequal Union*, où le mouvement réformiste reste inséparable de la question nationale. En effet, pour Ryerson, « the struggle of French Canadians as a nation, annexed for what we would now call the right of self-determination, was a major driving force in the Reform movement of the Canadas. » En conséquence, la quête pour le gouvernement responsable demeurait « inseparably interwoven with the issue of the internal "national question". » La réalité dualiste de l'union obligeant, c'est seulement par un effort concerté que les réformistes pouvaient espérer obtenir la responsabilité ministérielle « and this in turn presupposed recognition of the principle of equality of national rights, and rejection of inferior, subject status for French Canada. » Aux yeux de Ryerson, c'est ainsi que

³⁶ William Ormsby, *The Emergence of the Federal Concept in Canada, 1839-1845*, Toronto, University of Toronto Press, 1969, p. 3-5.

³⁷ Jacques Monet, *The Last Canon Shot: A Study of French-Canadian Nationalism, 1837-1850*, Toronto, University of Toronto Press, 1969, p. 6.

l'administration Baldwin / La Fontaine en vint à représenter une première tentative d'établir un gouvernement démocratique et binational³⁸.

Quelques décennies plus tard, l'Acte d'Union fera à nouveau l'objet d'un ouvrage monographique centré sur ces aspects politiques, avec la parution des *Réformistes* d'Éric Bédard. Au terme de sa démonstration, l'historien tente de prouver qu'« aux yeux des réformistes, la finalité ultime de la politique n'était pas la liberté de l'individu ou la suprématie de l'Église catholique, mais la survie de la nationalité. » Bien que La Fontaine et les réformistes aient embrassé la cause de leurs compatriotes anglophones du Canada-Ouest, il demeure que « leur nationalisme a toujours primé sur leur libéralisme »³⁹.

Force est d'admettre que, outre l'instauration de la responsabilité ministérielle ouvrant la marche vers le progrès économique et le triomphe du libéralisme, ces historiens ont su montrer que les décennies 1840 à 1870 ont aussi connu l'émergence de concepts et d'idéologies d'importance dont les suites sont toujours palpables aujourd'hui. Nous entendons ici les fondements de la dualité canadienne et du nationalisme canadien-français. À la lumière de ceci, nous tâcherons de déceler lesquels de ces thèmes les auteurs des manuels étudiés ont décidé d'inclure à leur récit d'histoire du Canada lorsqu'ils abordent les développements politiques des années 1840.

3.4.1 *HCP* et *CH* : des réformistes progressistes et libéraux

Conrad, Finkel et Fyson passent rapidement sur les figures politiques du Canada-Ouest, mentionnant à peine les noms de Hincks et Baldwin, à côté de quelques détails sur leurs occupations professionnelles. Ils s'attardent un peu plus au personnage de La Fontaine⁴⁰, dont la position politique est qualifiée de prudemment calculée : « He argued that by

³⁸ Stanley Ryerson, *Unequal Union: Roots of Crisis in the Canadas, 1815-1873*, Toronto, Progress Books, 1973, p. 159-160.

³⁹ Éric Bédard, *Les réformistes : une génération canadienne-française au milieu du XIXe siècle*, Montréal, Boréal, 2009, p. 321-329.

⁴⁰ Par ailleurs, une légère altération fut apportée à la figure du leader canadien. D'abord désigné comme un « major proponent of an alliance with Upper Canadians reformist » dans *HCP*, il apparaît sous un jour plus actif dans *CH*, alors que l'initiative courageuse de former une alliance réformiste lui est attribuée : « He [La Fontaine] took the courageous step of forming an alliance with the Upper Canadian Reformers ». *Canada: A History*, *op. cit.*, p. 180.

winning responsible government and ensuring the formation of a progressive administration requiring Canadian cooperation, the French culture of Lower Canada could be preserved despite Durham's wishes. »⁴¹ Clairement, les auteurs expriment que La Fontaine entendait utiliser la responsabilité ministérielle comme outil pouvant servir à la préservation de la culture francophone sans toutefois que la nation ne soit évoquée. Ce bref passage constitue la seule mention qui sera faite de quelque idée insinuant que la préservation nationale était ce qui motivait les politiciens canadiens-français. L'emphase se situe plutôt sur la nature progressiste de l'administration réformatrice des années 1840, aspect que l'on mentionne à plusieurs reprises dans l'espace de quelques paragraphes. D'ailleurs, à aucun autre moment dans le texte verrons-nous les deux meneurs réformatrices Baldwin et La Fontaine être présentés comme avançant chacun un agenda politique distinct, coopérant au niveau des moyens, certes, mais poursuivant des fins différentes. Ils sont plutôt décrits comme deux hommes qui « enthusiastically embraced the idea of economic progress, the separation of church and state, and legal reform.⁴² » La Fontaine apparaît donc autant laïc et libéral que son comparse anglophone ; l'étroite relation qu'entretenait la classe politique canadienne-française avec l'Église catholique est laissée en retrait.

D'autre part, dans *HCP*, Conrad et Finkel soulèvent que, dans la tradition historiographique canadienne-anglaise, l'obtention du gouvernement responsable est vue comme le tournant majeur ("watershed") de la période alors que, pour plusieurs « nationalists in Canada East, however, the main political objective was not the achievement of responsible government but the dissolution of the union of Upper and Lower Canada decreed by Britain in 1840.⁴³ » Les historiens n'apportent cependant aucune précision permettant de nous éclairer sur l'identité de ces nationalistes. Nous pouvons déduire qu'il s'agissait probablement des adversaires radicaux de La Fontaine, par exemple d'anciens patriotes tels Papineau et Denis-Benjamin Viger. En tout état de cause, ce passage laisse entendre que les principes réformatrices de La Fontaine et de son équipe ne pouvaient être associés à quelque forme de nationalisme que ce soit. À noter que ce passage fut retiré du récit de *CH*.

⁴¹ *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 294.

⁴² *Canada: A History, op. cit.*, p. 181.

⁴³ *History of the Canadian Peoples, op. cit.*, p. 296.

Pour les deux manuels, l'avènement du gouvernement responsable apparaît comme le thème central d'une période qui, suivant la chronologie du manuel, débute en 1815 et se termine en 1860. Au bout du compte, en ce qui concerne les changements qu'apporte la responsabilité ministérielle à la société canadienne des années 1840, l'idée de base reste la même dans les deux manuels : dans l'obtention du gouvernement responsable, il faut voir d'abord et avant tout le transfert du patronage d'entre les mains du gouverneur vers celles des membres de l'Assemblée élue. Les auteurs offrent un regard critique où l'on met en scène un gouvernement constitué d'hommes issus de l'élite bourgeoise visant à utiliser les fonds publics pour financer leurs projets économiques et favoriser l'essor du capitalisme industriel. Les historiens admettent qu'à la différence des gouvernements précédents, l'administration Baldwin / La Fontaine pouvait prétendre avoir le mandat des électeurs. Jusqu'à quel point remplissaient-ils ce mandat ? Cela reste ouvert au débat⁴⁴. L'important à retenir est que « the significance of responsible government lay in its potential. After it was granted, colonial politicians had a much wider scope for using the powers of the state for achieving their own ends.⁴⁵»

Ce portrait des réformistes, présenté dans *HCP* et *CH*, s'inscrit dans l'approche favorisée par l'histoire sociale à laquelle s'attaque Éric Bédard et où l'emphase est mise sur l'évolution des rapports et des structures socio-économiques. Aux yeux de Bédard, La Fontaine et les réformistes sont passés « de héros nationaux qu'il fallait à tout prix admirer » à « cupides parvenus »⁴⁶.

Appliquer l'ensemble de la critique de Bédard aux textes de *HCP* et *CH* serait leur faire injustice. Il n'empêche que l'historien de la TELUQ soulève un point intéressant. En effet, bien que les auteurs mentionnent en début de chapitre que La Fontaine se joint à Baldwin

⁴⁴ « The government of La Fontaine and Baldwin, unlike its predecessors in the pre-union and union periods, could claim to have a mandate from the electors. How faithfully it fulfilled that mandate is debatable. As apostles of economic progress, LaFontaine and Baldwin, while in opposition, had supported the completion of the St. Lawrence canals at taxpayers' expense. In office they showed their eagerness for the state to play a positive role in the transportation revolution. [...] Cynics claimed that the unelected cliques who had previously handed themselves free or cheap land had now been replaced by an elected clique who used their offices to support pet railway projects and other industrial and commercial endeavors. » *History of the Canadian Peoples*, *op. cit.*, p. 296.

⁴⁵ *Canada: A History*, *op. cit.*, p. 181.

⁴⁶ Éric Bédard, *Les réformistes*, *op. cit.*, p. 30.

dans le but d'obtenir le gouvernement responsable et utilise ce moyen pour assurer la préservation de la culture française du Bas-Canada, à aucun endroit dans le texte est-il dit que le même La Fontaine prend quelque moyen ou action pour parvenir à ses fins. Le combat pour la survivance culturelle et le statut politique des francophones au sein du Canada-Uni, la montée de l'ultramontanisme et les rapports intimes qu'entretiennent les politiciens canadiens-français avec l'Église catholique, l'émergence du nationalisme canadien-français et de la survivance et, finalement, l'instauration de la dualité canadienne, sont tous des thèmes qui sont absents du récit développé dans ces deux manuels.

3.4.2 *Narrating a Nation* : nationalisme canadien et nation-building

Narrating a Nation est sans aucun doute le manuel accordant le plus d'importance au partenariat réformiste. Dans un récit imbibé de nationalisme canadien se voulant unificateur, Messamore avance que cette nouvelle alliance politique, « born out of the assimilationist Act of Union », prouvera que Durham s'était mis le doigt dans l'œil lorsqu'il associa les Rébellions à un profond conflit ethnique : « reform principles, and not ethnicity, would be the motivating force drawing colonial politicians together. » L'auteure célèbre l'alliance Baldwin / La Fontaine comme ce haut fait d'armes de la politique canadienne qui sut émerger « out of such an unpromising climate »⁴⁷. Se montrant fidèle à l'approche favorisée par une histoire narrative essentiellement politique, elle s'attarde longuement aux grands personnages de l'époque, qu'elle dépeint avec détails et caractère.

Messamore se penche d'abord sur la figure de Robert Baldwin, montré comme un homme peu charismatique, piètre orateur, distant et n'inspirant pas l'empathie. Malgré tout, il parvient à jouer un rôle pivot dans l'évolution politique du pays grâce à son alliance « with the man who emerged as a dominant political figure after the failure of the rebellions. » Cet homme est nul autre que Louis-Hippolyte La Fontaine, qu'on présente sous un jour plus positif : « Louis-Hippolyte La Fontaine had seemed destined to do great things from an early age ». Elle tâche aussi de soulever le rôle de La Fontaine dans le mouvement patriote, où il s'était distingué par sa modération et son pragmatisme. À l'instar de Baldwin,

⁴⁷ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 333.

Messamore tient à souligner que, malgré ses grandes capacités intellectuelles, La Fontaine était « socially withdrawn and uncommunicative », ne faisant pas de lui un politicien né⁴⁸.

C'est après avoir mis la table en pointant les lacunes des deux hommes en terme d'habiletés communicationnelles qu'entre en jeu le personnage de Francis Hincks, qui apparaît comme le véritable architecte et initiateur de cette alliance politique que l'on qualifie de « one of the greatest partnerships in Canadian history » : « Indeed, it is fortunate that Hincks should have brought together two men who might neither have reached out to the other ». Immédiatement après la parution du rapport Durham au Canada, Hincks se met au travail et prend contact avec La Fontaine : « "Lord Durham ascribes to you national objects. If he is right, union would be ruin to you, if he is wrong, & that you are really desirous of liberal institutions & economical government, the union would in my opinion give you all you desire." » Messamore explique qu'initialement La Fontaine refusait de coopérer de quelque manière à l'Union, mais que Hincks parvint à lui faire entendre raison. Il invite La Fontaine « to lay aside ethnic differences » afin de lier une alliance avec son homologue anglophone, Robert Baldwin. La mise en récit qu'effectue Messamore laisse entendre que La Fontaine et les réformistes avaient véritablement abandonné toute aspiration nationaliste afin de se rallier aux réformistes du Canada-Ouest dans une quête visant l'instauration d'institutions libérales et d'un gouvernement impliqué dans le développement économique de la colonie⁴⁹.

Reprenant les termes de John Ralston Saul, ce nouveau partenariat inaugura « a defining political tradition in Canada "capable of including a multifaceted culture and two languages »⁵⁰, jetant les bases constitutionnelles pour un Canada bilingue et multiculturel. D'ailleurs, on dit que « the effect was immediat ». Le moment fut une véritable épiphanie politique pour La Fontaine, qui, s'adressant aux électeurs de Terrebonne en 1840, presse ces derniers d'agir dans un esprit de paix, d'union, d'amitié et de fraternité. Il est clair que les réformistes anglophones autant que francophones partageaient exactement les mêmes objectifs allant dans la direction du gouvernement responsable : « Such clarity of objectives

⁴⁸ *Ibid.*, p. 334-335.

⁴⁹ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 333-335.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 335.

and spirit of cooperation were essential preconditions for the achievement of responsible government ». Dès 1841, les réformistes prouvèrent que Durham s'était trompé : « despite Durham's views, ethnic differences were incidental ». La Fontaine est élu dans le comté de North York et ses électeurs « were committed to political reform and happy to select a leading French Canadian to win it for them »⁵¹. Messamore reprend essentiellement l'angle sous lequel les Canadiens anglais avaient tendance à aborder l'Union. Selon ce récit, les années 1840 se montrent signifiantes du point de vue de la « demonstration that French and English Canadians could work together within that Canada, in mutual respect and for their common benefit »⁵².

Il faut toutefois attendre le chapitre suivant pour que soit couvert l'avènement du gouvernement responsable à proprement parler. Norman Knowles rappelle d'entrée de jeu les caractéristiques définissant l'administration de Baldwin et de La Fontaine : « moderate and constructive reform elements⁵³ ». Toutefois, la lutte sera difficile, marquée par la résistance fondamentale de la Grande-Bretagne envers la notion d'autogouvernance coloniale et par une série de gouverneurs hostiles à l'idée. Les gouverneurs hostiles aux réformes sont décrits comme vieux et frêles tandis qu'Elgin, qui concéda le principe d'autogouvernance, apparaît jeune et vigoureux. Son arrivée marque le début d'une nouvelle ère pour la colonie. Knowles en peint un portrait romantique. En effet, Elgin épousa le mode de vie canadien et s'entretenait régulièrement avec les petites gens de la population locale :

Elgin was vigorous and energetic, with bright dark eyes. He was fond of snow-shoeing the five kilometres from his vice regal residence to the Montreal legislature. Government House was now full of merry little voices as the governor was raising a young family in Canada. Near the end of Elgin's term in 1854, he returned from travels on a quiet Sunday to what was then his official residence at Spencer Wood in Quebec. As he passed by one house, he was warmly greeted by an old lady who put her head out of a window and whispered, "Welcome home again!" Elgin, whose nature was sentimental, found himself strangely moved by her words, and by the beauty of his surroundings. He even mused to his wife that he dreamed of remaining in Canada permanently⁵⁴.

⁵¹ *Ibid.*, p. 335-336.

⁵² Arthur Silver *et al.*, *op.cit.*, p. 51-53.

⁵³ *Narrating a Nation, op. cit.*, p. 356.

⁵⁴ *Ibid.*

Elgin inspirait la loyauté aux Canadiens français et, dans un discours informel prononcé dans un français impeccable le jour de la Saint-Jean Baptiste de 1848, il leur rappela « the essential function of the Crown as a guardian of their historic rights. » En référence aux travaux de Jacques Monet, l'auteur souligne que le gouverneur Elgin croyait fermement que le sentiment national des Canadiens français devait être nourri plutôt que réprimé et que ces derniers fourniraient ainsi le meilleur rempart contre la menace d'annexion américaine : « This phrase echoed an earlier pronouncement by cabinet minister Étienne-Pascal Taché, who during the era of strained Anglo-American relations in 1846 had declared that the last cannon shot to defend British power in America would be fired by a French Canadian »⁵⁵.

D'autre part, le personnage d'Elgin est en quelque sorte glorifié. On lui attribue directement l'octroi du principe de responsabilité ministérielle au Canada. Contrairement à son homologue de Nouvelle-Écosse, « who only acquiesced in responsible government when it became clear that all other avenues had been exhausted, Elgin came to Canada with a firm conviction of the necessity of that change ». Par ce fait, affirme Knowles, il assure sa place dans l'histoire. Il apporte « a profound contribution to the constitutional development of the empire »⁵⁶. Enfin, Knowles reprend les termes de *Great Ministry* pour qualifier le gouvernement Baldwin / La Fontaine en rappelant qu'il s'agit d'un moment pivot majeur dans l'évolution constitutionnelle du Canada. Il souligne enfin le caractère dualiste du nouveau gouvernement, responsable devant les électeurs.

Knowles aborde aussi le retour d'anciens Patriotes exilés en se concentrant sur les cas de Wolfred Nelson et de Louis-Joseph Papineau. Alors que Nelson se range du côté de La Fontaine pour le bien de l'unité des réformistes canadiens-français, Papineau apparaît comme ingrat et amer : « Louis Joseph Papineau had returned to Canada in 1845 under an amnesty negotiated by La Fontaine, and far from being grateful, now returned to the legislature to sneer at "vendus" who had sold out to cooperate with union. » L'auteur observe aussi que Nelson rappela à Papineau « his cowardice in deserting the rebel standard on the eve of battle ». Le retour disgracieux de Papineau vient montrer que La Fontaine fut le véritable héros qui su gagner le support des siens ; il offrait une alternative plus

⁵⁵ *Ibid.*, p. 372.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 369.

attrayante, « someone able to bear the responsibility of power, rather than churlishly denouncing those who did »⁵⁷.

3.4.3 *Origins* : réformisme et nationalisme

Origins se démarque des autres manuels par le fait que les auteurs soulignent que La Fontaine et les réformistes poursuivaient leur propre programme politique tout en agissant de concert avec Baldwin et les réformistes du Canada-Ouest : « Hincks assured the former patriote that, in return for cooperation in working toward responsible government, his followers would assist French-Canadian efforts to rid the union of objectionable features, such as official English unilingualism ». Contrairement au récit formulé dans *Narrating a Nation*, où l'on indique que les tensions ethniques s'effacèrent aussitôt que la coalition réformiste fut constituée, *Origins* montre que La Fontaine et les francophones furent aspergés d'insultes de la part des Tories : « Boulton condemned the French as "tobacco-smoking, dram-drinking, garlickeating ... foreign in blood, foreign in race and as ignorant as the ground they stand upon" »⁵⁸.

Dans la première moitié du chapitre, la lutte politique mise en avant et qui mena ultimement à l'octroi du gouvernement responsable est principalement associée à la perspective et aux objectifs des francophones, soit l'agenda national. En effet, les auteurs soutiennent que « if successful, such a coalition would work against the main goal of union: assimilation. » Malgré tout, pragmatisme politique obligeant, les réformistes travailleront conjointement pour l'obtention du gouvernement responsable, « but old hatreds die hard » et la période sera marquée de nombreux conflits, notamment en ce qui a trait aux prérogatives temporelles de l'Église, provoquant la colère des anglo-protestants⁵⁹. Plutôt que de se concentrer sur l'objection des gouverneurs face à la notion de responsabilité ministérielle, le récit d'*Origins* s'applique à soulever la position que ces dits gouverneurs adoptaient en rapport avec l'application des mesures assimilatoires prescrites par l'Union.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 371-372.

⁵⁸ *Origins, op. cit.*, p. 369.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 369-370.

À la différence de ce qu'on retrouve dans *Narrating a Nation*, Lord Elgin n'apparaît pas comme un acteur clef dans l'instauration du gouvernement responsable au Canada. Nous pouvons simplement y lire que, « unlike previous governors, Elgin was instructed not to stand in the way of responsible government. » Le changement institutionnel et constitutionnel de 1848 constitue l'unique élément positif qui ressortit de l'Acte d'union, avec certaines réformes apportées par la coalition Baldwin / La Fontaine : « The Union period was formative for the development of Canadian politics. Despite the overarching failures, the period resulted in the achievement of responsible government »⁶⁰. En ce qui touche aux changements qu'apporte la responsabilité ministérielle, l'interprétation avancée par le manuel demeure très semblable à ce qu'on trouve dans *CH* et *HCP*, c'est-à-dire qu'on met en avant l'importance du patronage et de l'ascension au pouvoir de l'élite économique qui utilisera le gouvernement afin de supporter ses propres intérêts de classe⁶¹.

3.4.4 *The Peoples of Canada*: une impasse politique

Bumsted s'intéresse très peu aux personnages de Baldwin et La Fontaine. Le passage concernant spécifiquement la coalition réformiste des deux leaders canadiens s'avère très bref et l'auteur insiste sur le fait que l'obtention du gouvernement responsable a longtemps été perçue comme « the major constitutional development of this period, indeed of the entire pre-Confederation era. » De nos jours, poursuit-il, les historiens y ajoutent aussi le développement de l'État administratif⁶².

⁶⁰ *Ibid.*, p. 285.

⁶¹ « It would not be the last time in Canadian history that a move toward democracy would come at the cost of disenfranchising others. The achievement of responsible government was a progressive step on the road to democracy, but it did not lead to a reform of the political process. Patronage, in particular, was a wide spread and accepted part of politics. There were limits to how far it could be pushed, but patronage was built into the system. Leaders of the governing party would now have access to patronage. Political scientist S.J.R. Noel asserts that the British resisted responsible government in part precisely because they "appreciated the central importance of patronage in the political process. " Responsible government also shifted power and influence toward the new commercial and industrial classes. Business and politics became intertwined. Most politicians were businessmen rather than landed gentry. They advanced their personal interests through their political positions. As a result, responsible government broke the oligarchies but did not shift power to the common people. » *Origins, op. cit.*, p. 375.

⁶² *The Peoples of Canada, op. cit.*, p. 347.

Le nationalisme inhérent à la période trouve sa place au sein du récit : on l'intègre en lui conférant une qualité réactionnaire, mentionnant au passage qu'il fut responsable du blocage constitutionnel qui affligea l'Acte d'Union après l'entrée en vigueur du gouvernement responsable. En effet, le partenariat de Baldwin et La Fontaine s'était avéré illusoire. Une fois que l'objectif commun de la responsabilité ministérielle fut pleinement atteint, « it turned out that Canada East (the former Lower Canada) had slipped back into older voting patterns that were not very supportive of reform. » Guidé par son « sense of nationality », le Canada-Est se montra fermement attaché au principe de la double majorité, ce qui mena ultimement au fameux « constitutional deadlock ». Bumsted ne se gêne pas de multiplier les exemples et citations rendant compte de l'absurdité et du caractère fictif et incommode d'un tel principe. Il reste que « the practice of Canadian politics had devolved into an exercise in ingenious compromising »⁶³.

Les *Clears Grits* de George Brown semblent faire figures de joueurs importants dans les développements politiques à partir des années 1850. Rappelons que l'auteur s'était montré réfractaire à la lutte des Patriotes. De manière à discréditer le radicalisme des *Grits*, il soutient que « they were the heirs more of William Lyon Mackenzie than of the moderate Robert Baldwin », d'autant plus qu'ils étaient ouvertement hostiles aux Canadiens français « and did not hesitate to make their old-fashioned prejudices known »⁶⁴.

Lorsqu'il aborde le nationalisme canadien-français, c'est pour dire que dans les années 1850 il se trouvait au cœur de l'agenda politique des conservateurs du Canada-Est. De plus, l'Église catholique se faisait aussi la championne du nationalisme qu'elle s'empessa de séparer de ses racines réformistes : « Canada East had its own agenda, centred on the continued development of nationalist claims and the preservation of French-Canadian culture and society. By this time the leaders of the Catholic Church had come to recognize the importance of nationalism, and the necessity of separating it from its earlier reformist connections.⁶⁵ » Bumsted ajoute que le processus de dissociation fut grandement aidé par le réformisme radical et anti franco-catholique des *Clear Grits*. Au bout du compte, le

⁶³ *Ibid.*, p. 353-357.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 354.

⁶⁵ *Ibid.*

principe de *rep by pop* proposé par George Brown apparaissait comme la seule solution pouvant résoudre l'impasse. Elle s'avérait cependant inacceptable pour les francophones du Canada-Est.

Au final, l'alliance réformiste s'était avérée brièvement significative par le fait qu'elle permit d'atteindre la responsabilité ministérielle. La période trouve d'ailleurs sa pertinence dans l'édification des premières structures confédératives. Toutefois, l'Union sombra rapidement dans la paralysie politique provoquée par les positions radicales des nationalistes au Canada-Est de même que par les *Clear Grits* au Canada-Ouest.

3.5 Conclusion

Nous avons fait l'examen de quatre récits variant considérablement dans leur approche de la période 1840-1848, faisant de l'Acte d'Union le point de notre analyse où les manuels sélectionnés montrent le plus haut degré de divergence. Il nous fut toutefois possible de cerner un premier axe interprétatif, regroupant les manuels *HCP*, *CH* et *PC*, où les auteurs orientent leurs récits sur les thèmes des développements économiques et constitutionnels qui prirent place à partir de 1840. Le personnage de Lord Durham y est avant tout présenté sous l'angle du réformateur promouvant une vision libérale et progressiste en recommandant l'instauration du gouvernement responsable. Ces récits vont alors laisser en marge les thèmes de la mise en tutelle et de l'assimilation des Canadiens français. Dans ces manuels, l'obtention du gouvernement responsable et l'émergence des institutions fédérales à travers les pratiques politiques développées sous l'Union figurent comme les thèmes fondamentaux de la période 1840-1848.

Pour leur part, *Narrating a Nation* et *Origins* mettent en avant une interprétation plus prédisposée à dénoncer l'assimilation proposée par Durham ainsi que son hostilité à l'égard des Canadiens français. Le caractère répressif et discriminatoire de l'Union se retrouve au centre de la phase initiale de leur récit, qui affiche aussi une propension nationaliste. Toutefois, les deux manuels font l'étalage de deux types d'inspiration nationaliste fondamentalement opposée. D'un côté, *Origins* tend à montrer la période de l'Union

comme étant essentiellement négative et affligée par de constantes tensions ethniques et religieuses, sans compter le blocage de l'appareil politique qui survient à partir des années 1850. De l'autre côté, Barabara Messamore et Norman Knwoles, dans *Narrating a Nation*, présentent la période sous un jour beaucoup plus positif et inspirant, présentant un récit se voulant plus unificateur. L'Acte d'Union apparaît essentiel dans la construction du Canada moderne, d'abord en introduisant le gouvernement responsable, mais aussi par sa démonstration d'un effort de coopération unissant les francophones et les anglophones dans l'atteinte de la prospérité, venant enchâsser la dualité nationale comme concept fondamental à l'exercice de la politique.

Au final, il reste que dans l'ensemble les manuels soumis à l'analyse tendent à omettre ou à marginaliser les thèmes du développement de la survivance, du nationalisme canadien-français et de la dualité nationale, que les historiens traitaient traditionnellement de manière parallèle au développement des structures fédérales durant cette période.

CONCLUSION

À la source de notre questionnement se trouvait la volonté d'apporter une nouvelle lumière sur le clivage historiographique entre les récits d'histoire nationale formulés au Québec français et ceux formulés par les historiens du Canada anglais. La tâche à laquelle nous nous sommes engagé consistait à rendre compte de la perspective anglophone. Notre recherche s'est éventuellement circonscrite autour de trois événements majeurs occupant une place significative au sein de la question nationale québécoise. Notre analyse discursive et qualitative fut centrée sur le traitement de la Conquête, des Rébellions et de l'Acte d'Union, dans une sélection de cinq manuels d'histoire du Canada publiés entre 2009 et 2013 et rédigés par des « historiens anglophones » (selon le sens que nous donnons au terme).

Dans l'ensemble, nous avons observé que, tenant compte de ce que l'on retrouve au sein du corpus étudié, il paraît inadéquat de parler d'un récit canadien-anglais singulier au sens où la perspective anglophone en regard de ces événements clés de l'histoire du Québec formerait un bloc homogène. Certes, il nous a été possible d'identifier quelques tendances générales où les historiens semblent en arriver à un certain consensus. Il n'empêche que, globalement, les interprétations avancées et le choix des aspects structurant tendent à varier de manière considérable d'un ouvrage à l'autre, chacun des titres offrant une approche et un regard distincts.

Dans un premier temps, lorsque l'on rassemble en un tout les divers éléments tirés de notre étude de *History of the Canadian Peoples* et *Canada: A History*, nous sommes en mesure de confirmer notre hypothèse de départ qui veut que le récit que l'on présente dans ces manuels est visiblement façonné par les analyses propres à l'histoire sociale que favorisent ses auteurs. L'édification de cette histoire du Canada et des événements qui ont été le sujet de notre étude s'effectue autour des thématiques du développement des grandes structures socio-économiques et de l'influence des idéologies qui se répandent à l'échelle du monde atlantique durant la première moitié du XIX^e siècle. On assiste alors à une normalisation de l'histoire du Canada et du Québec pour l'inscrire en parallèle à l'histoire du monde

occidental par le biais d'une approche synchronique. Les événements ne sont plus exclusivement spécifiques à l'histoire du Québec : ils s'inscrivent dans le parcours nord-américain, qui essentiellement chemine vers la modernisation.

La périodisation indique que la Conquête est consacrée par le Traité de Paris et marque le commencement de l'Amérique du Nord britannique. Elle est présentée sous l'angle d'une transition plutôt que sous celle d'une rupture tragique. De même, les auteurs s'efforcent d'accentuer les éléments de continuité entre le régime français et le régime anglais. Cette transition se traduit aussi par le caractère indulgent des administrateurs britanniques à l'égard des Canadiens et se fait en douceur grâce à un processus d'accommodement et d'adaptation mutuelle entre « conquérants » et « conquis », si tant est que l'on utilise ces appellations, ce qui n'est pas toujours le cas.

Suivant cette filiation interprétative, les Rébellions apparaissent comme un événement pancanadien qui ne se veut pas uniquement québécois. Elles s'expliquent en partie par l'influence des idées républicaines en provenance d'Europe et des États-Unis, incarnant la facette canadienne d'un phénomène qui s'étend aussi à l'ensemble de l'Occident. La périodisation inclut l'obtention du gouvernement responsable qui représente le point culminant de cette marche vers la modernisation des institutions politiques et le progrès économique, débouchant sur l'essor du capitalisme et le triomphe de la bourgeoisie. Au sein de ce récit, les divisions nationales et ethniques sont en partie marginalisées afin de laisser place à une analyse qui se soucie davantage des rapports entre les classes sociales. À noter que ces mêmes éléments thématiques et narratifs caractérisent aussi les manuels scolaires québécois publiés depuis les années 1990, l'approche favorisée étant également celle de l'histoire sociale¹. À cet égard, nous arrivons au constat que le clivage historiographique séparant les deux solitudes n'est plus aussi profond qu'il l'était.

S'agissant du portrait global de la Conquête et des Rébellions, le manuel *Origins* s'inscrit dans une optique similaire aux deux ouvrages précédents, dans la mesure où les auteurs vont, d'une part, centrer leur narration sur les effets de la Conquête à court et à moyen

¹ Lucie Bettez, *op. cit.*, p. 58-68, et p. 105-106.

terme, montrant essentiellement qu'ils furent très peu significatifs pour la grande majorité des habitants, et mettant en avant la souplesse des gouverneurs britanniques à l'égard des Canadiens. À cet effet, les auteurs vont s'inspirer des travaux de Donald Fyson, coauteur de *CH*, ainsi que de ceux, publiés il y a des lustres, de Dale Miquelon et de Fernand Ouellet. D'autre part, en ce qui touche aux Rébellions, ces trois ouvrages leur confèrent une nature qui se veut avant tout révolutionnaire et républicaine plutôt que réformiste et libérale.

Toutefois, d'importantes dissemblances doivent être signalées. À la base, il existe une différence fondamentale dans la méthode employée par les auteurs alors que le récit d'*Origins* est construit au moyen d'une approche davantage narrative et chronologique, les questions d'ordre politique y étant favorisées. Que ce soit pour la Conquête ou pour les Rébellions, le récit se veut beaucoup plus concentré autour d'une perspective et d'enjeux spécifiquement québécois et canadiens. Ce recadrage est d'abord perceptible dans la périodisation choisie pour traiter du processus d'adaptation et de transition suivant la capitulation, soit 1760-1774. La Conquête prend fin avec l'Acte de Québec, que l'on présente comme une *Charter of French Canadian Rights*, alors que les auteurs de *HCP* et de *CH* tentent plutôt de soulever l'absence d'institutions démocratiques dans la constitution de 1774 ainsi que le maintien de la domination des élites traditionnelles sur les masses paysannes. Pour la totalité de la période à l'étude dans notre travail, les tentatives d'assimilation des Canadiens poursuivie par l'Empire britannique, la question nationale, les divisions et tensions ethniques, ainsi que toutes les implications politiques qu'elles engendrent, constituent ensemble un thème dominant autour duquel s'articule l'histoire du Canada présente dans *Origins*.

Bien que l'on établisse un lien entre les Rébellions dans les deux Canadas en les présentant comme une lutte révolutionnaire contre les abus d'un gouvernement colonial, il s'agit du seul manuel où elles sont traitées dans deux chapitres séparés. Ici encore, les tensions ethniques sont mises en avant et, à la source des Rébellions, se trouve une lutte de classe menée au nom de la nation canadienne-française. *Origins* se distingue notamment des autres ouvrages par l'inclusion de thèses nationalistes et par la mise en forme d'un récit qui

s'inspire des auteurs québécois d'antan². C'est ainsi que l'échec des Rébellions se traduit par la répression du Canada français et par l'avènement d'une domination cléricale qui plongera le Québec dans un conservatisme réactionnaire durant plus d'un siècle. L'Union de 1840 est essentiellement interprétée comme un acte punitif donnant lieu à une période pleine de tensions ethniques, cheminant éventuellement vers un blocage politique qui ne se résoudra que par la Confédération. Alors que tous les autres manuels associent la lutte des réformistes canadiens-français à celle de leurs partenaires anglophones, c'est-à-dire une lutte pour l'instauration d'institutions libérales et démocratiques, *Origins* affirme plutôt que cette coalition réformiste devait travailler à contrer l'objectif primaire de l'Union, soit l'assimilation des francophones. Au bout du compte, le gouvernement responsable sera le seul élément positif à ressortir de cette période. À l'instar des manuels *HCP* et *CH*, les auteurs d'*Origins* remettent en question ses vertus démocratiques et soulèvent le patronage endémique prévalant à l'époque.

C'est aussi par l'intermédiaire d'une méthode favorisant la narration des événements politiques que *Narrating a Nation* formule son récit d'histoire du Canada. Le ton du manuel est davantage romancé et les grands personnages se trouvent au centre du récit qui renvoie aux notions de *nation-building*. Comme dans le cas d'*Origins*, les divisions et les tensions de natures ethniques ou nationales entre francophones et anglophones constituent une part importante de l'histoire racontée.

À la différence des autres ouvrages, les auteurs de *Narrating a Nation* ne tentent aucunement d'atténuer l'aspect tragique et émotif de la Conquête, qu'ils vont présenter comme une rupture ayant eu des conséquences considérables pour la population canadienne tout en soulignant les débats qui sont survenus quant à ses conséquences et à sa signification profonde. Alors que *HCP*, *CH* et *Origins* consacrent une part substantielle de leur contenu à débattre des répercussions provoquées par le changement de régime, *Narrating a Nation* discute très peu de ces éléments. En lieu et place, il offre une plus grande couverture des opérations militaires ! La guerre de la Conquête, à laquelle on

² À propos des Rébellions, les manuels québécois du siècle dernier parlaient d'un régime tyrannique et de l'écrasement de la nation. À ce sujet, voir Laloux-Jain et Trudel, *op. cit.*, p. 184.

confère un caractère inéluctable, débute en 1749 et se termine par le Traité de Paris en 1763. Vient ensuite une période de transition qui se termine en 1791, moment où l'Amérique du Nord britannique prend véritablement forme. Cette période est aussi celle de l'établissement de la dualité des deux peuples fondateurs comme réalité canadienne et qui ont peine à se réconcilier.

Les Rébellions sont essentiellement interprétées comme un mouvement de réforme cherchant à pallier les failles de l'Acte Constitutionnel afin d'appliquer les véritables principes de la gouvernance britannique. À cet égard, les auteurs vont reprendre l'interprétation traditionnelle des manuels scolaires du siècle dernier³. Suivant cette logique narrative, les rébellions ne sont en rien un événement de nature révolutionnaire. Le cadre d'analyse se veut exclusivement canadien, présenté comme un mouvement réformiste touchant l'ensemble des colonies nord-américaines possédées par la Grande-Bretagne. Les Rébellions s'expliquent avant tout par cette lutte politique pour les réformes constitutionnelles. Les autres causes de nature sociale ou économique sont marginalisées. Le nationalisme des Patriotes trouve sa place au sein du récit où, à la différence de *CH*, on le présente sous forme d'un nationalisme ethnique dont le symbole sera plus tard repris par les membres du FLQ dans les années 1970.

L'Acte d'Union apparaît initialement comme une mesure punitive visant l'extinction d'une nationalité canadienne-française en Amérique du Nord et son assimilation au grand tout anglo-saxon. Les auteurs ne manquent pas de multiplier les exemples de propos méprisants prononcés par Lord Durham à l'égard des Canadiens. Cependant, c'est aussi à ce moment que les politiciens francophones et anglophones vont s'allier sur les bases de leurs convictions communes dans le principe de responsabilité ministérielle. La période de l'Union s'avère très fructueuse dans le processus de maturation de l'Amérique du Nord britannique. Elle met en quelque sorte la table pour l'émergence du Canada moderne fondé sur un fédéralisme constructif se montrant capable d'inclure deux langues et une culture à multiples facettes. Le tout fut rendu possible par le partenariat réformiste de Louis-

³ « Dans les manuels, français aussi bien qu'anglais, les rébellions sont l'aboutissement de luttes parlementaires provoqués par les défauts de l'Acte constitutionnel de 1791. L'objectif de ces luttes est la conquête des droits politiques, apanage des citoyens britanniques. » Laloux-Jain et Trudel, *op. cit.*, p. 183.

Hyppolite La Fontaine et de Robert Baldwin, ainsi que par le gouverneur Elgin que l'on présente comme un francophile fermement déterminé à instaurer le gouvernement responsable au Canada.

Enfin, l'ouvrage rédigé par J.M. Bumsted, *The Peoples of Canada*, est sans aucun doute celui qui montre le plus de similitudes avec les récits anglophones de la génération précédente. Comme c'était souvent le cas précédemment, Bumsted est auteur unique, ce qui pourrait expliquer la perspective singulière et limitée qui caractérise son récit. Plusieurs tendances que l'on retrouvait dans les anciens manuels d'historiens anglophones se manifestent au sein de ce manuel où les Canadiens français n'occupent qu'un rôle secondaire et où l'histoire se veut avant tout celle de l'aventure britannique en Amérique du Nord.

L'historien traite de la Conquête au sein d'un chapitre qui couvre la majeure partie de l'histoire de la Nouvelle-France et de sa rivalité avec l'Empire britannique, 1650-1760, où l'épopée se conclut avec la capitulation de Montréal qui vient marquer la fin de l'aventure française au Canada. L'importance de la Conquête réside avant tout dans l'impact qu'elle eût sur le déclenchement de la révolution américaine. Elle n'engendre aucun débat et les différentes perspectives historiographiques ne sont pas discutées. La période qui débute en 1760 est celle du développement des colonies britanniques qui vont alors prospérer sous le paternalisme de l'Empire. Elle s'achève avec l'Acte d'Union et le rapport Durham qui marquent le début de la transition vers l'émancipation coloniale et la Confédération.

Le récit laisse voir un certain penchant pour le thème loyaliste constitutionnel⁴. L'auteur se montre très peu favorable envers la cause des rebelles, particulièrement Papineau, qu'il présente comme un lâche. Si des Canadiens français se sont soulevés, c'est d'abord pour changer leur condition en tant que classe sociale, façon de modifier par la force un système

⁴ « Nous retrouvons ici le thème loyaliste constitutionnel qui prétend qu'avec de la patience et en respectant la loi, on peut toujours faire triompher sa cause sans avoir besoin de recourir à des moyens déloyaux. [...] Les chefs de la révolte portent la pleine responsabilité et c'est la loyauté de la population qui cause leur échec. Si la majorité des auteurs reconnaît que les rébellions ont poussé l'Angleterre à effectuer des réformes, c'est plutôt à Durham que va leur gratitude, et non aux rebelles à qui l'on refuse le titre de patriotes. » *Ibid.*, p. 184.

qui posait obstacle à leurs intérêts économiques. En aucun cas les rebelles n'avaient à cœur l'intérêt des masses populaires non plus qu'ils cherchaient à apporter de profondes réformes au niveau social et économique. Certes, en menaçant la stabilité politique dans les colonies, les Rébellions ont aidé à forcer les choses. Mais c'est à Durham que revient le mérite des changements d'ordre politique et constitutionnel, aidé par une transition dans les politiques économiques de l'Empire qui passa du mercantilisme au libre-échange. Finalement, l'Acte d'Union se montre significatif pour le développement d'un fédéralisme embryonnaire et de l'État administratif. C'est cependant le radicalisme réactionnaire des *Clear Grits* et des nationalistes canadiens-français, maintenant détachés de leurs racines réformistes, qui ont mené au blocage politique qui fut résolu par la Confédération.

Disons en terminant que si notre étude nous a permis d'atteindre notre objectif et de répondre à notre questionnement, nous ne pouvons prétendre à l'exhaustivité. Il ne fait aucun doute que notre recherche fut limitée par les aspects que nous avons choisi d'examiner. Il est certain qu'une analyse plus approfondie incluant l'usage des sources iconographiques, ainsi que les représentations rattachées à la minorité anglophone et aux communautés amérindiennes, permettrait d'ajouter plus de perspective à une telle étude. De même, une étude portant sur une sélection de manuels produits sur une période plus étendue offrirait la possibilité d'observer l'influence de l'évolution de l'historiographie sur la composition des récits historiques présentés dans les manuels. Enfin, l'analyse comparative des récents manuels produits au Québec et ceux produits par les historiens hors Québec pourrait nous permettre de faire le point sur l'état des différences pouvant exister dans la construction de récits d'histoire nationale au sein du Canada.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

CONRAD, Margaret et FINKEL, Alvin. *History of the Canadian Peoples. Vol. 1: Beginnings to 1867*. Toronto, Longman, 2009, 448 pages.

CONRAD, Margaret, FINKEL, Alvin et FYSON, Donald. *Canada: A History*. Toronto, Pearson, 2013, 510 pages.

FRANCIS, Douglas et al., *Origins. Vol. 1: Canadian History to Confederation*. Toronto, Nelson Education, 2013, 518 pages.

BLAKE, Raymond, et al., *Narrating a Nation. Vol. 1: Canadian History Pre-Confederation*. Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 2011, 512 pages.

BUMSTED, J. M. *The Peoples of Canada. Vol. 1: A Pre-Confederation History*. Toronto, Oxford University Press, 2009, 599 pages.

Articles de journaux et autres documents

FYSON, Donald. « Causerie avec Donald Fyson ». Animée par Alex Pinard-Bineau. *Semaine étudiante du Célat*, Université Laval, 11 mars 2014.

« Jason Kenney fait l'éloge de la conquête de la Nouvelle-France ». *Le Journal de Montréal*. 6 octobre, 2015, <http://www.journaldemontreal.com/2015/10/06/jason-kenney-fait-leloge-de-la-conquete-de-la-nouvelle-france> [page consultée le 3 avril 2016].

LÉVESQUE, Catherine. « L'empire britannique a bien intégré les colons français à l'époque de la Conquête, selon le conservateur Jason Kenney ». *Le Huffington Post Québec*, 6 octobre 2015, http://quebec.huffingtonpost.ca/2015/10/06/lempire-britannique-a-bien-integre-les-canadiens-francais-selon-kenney_n_8253496.html [page consultée le 3 avril 2016].

« Journée nationale des patriotes ». *Mouvement national des Québécoises et Québécois*, <http://journeedespatriotes.quebec/> [page consultée le 3 avril 2016].

O'NEIL, Pierre. « Le bienfait de la conquête anglaise ». *Le Devoir*, 25-26 janvier 1997, p. A5.

« La reconstitution est annulée ». *Radio-Canada avec la Presse canadienne*, 17 février 2009, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/National/2009/02/17/001-plaine-reconstitution-annul.shtml> [page consultée le 3 avril 2016].

ROBITAILLE, Antoine. « Propos du conservateur Jason Kenney: La bonne Conquête », *Le Devoir*, 9 octobre 2015, <http://www.ledevoir.com/politique/canada/452184/propos-du-conservateur-jason-kenney-la-bonne-conquete> [page consultée le 3 avril 2016]

TEISCEIRA-LESSARD, Philippe. « Le PQ doit parler d'histoire, dit Péladeau ». *La Presse*, 18 mai 2015, <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201505/18/01-4870581-le-pq-doit-parler-dhistoire-dit-peladeau.php> [page consultée le 4 avril 2016].

Études

ARSENAULT, Mathieu. « L'historiographie des Rébellions de 1837-1838 au XXe siècle : Débats et rôle structurant dans la construction des grandes représentations de l'histoire du Québec ». Mémoire de maîtrise, Montréal, UQAM, 2013, 192 pages.

BEAUCHEMIN, Jacques. *La Souveraineté en héritage*. Montréal, Boréal, 2015, 168 pages.

BÉDARD, Éric. *Les réformistes : une génération canadienne-française au milieu du XIXe siècle*. Montréal, Boréal, 2009, 415 pages.

BENITO, Augustin Escolano. « The Manual as Text: The Construction of an Identity ». Marc DEPAEPE and Angelo VAN GORP, dir. *Auf der Suchenach der wahren Art von Textbüchern 9*, Bad Heilbrunn: Klinkhardt, Beiträge zur historischen und systematischen Schulbuchforschung, n° 7 (2009), p. 97-149.

BERNARD, Jean-Paul. *Les Rébellions de 1837-1838: les Patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*. Montréal, Boréal Express, 1983, 349 pages.

BETTEZ, Lucie. « Le traitement de trois guerres coloniales dans les manuels d'histoire nationale au Québec, 1967-2006 ». Mémoire de maîtrise, Montréal, UQAM, 2001, 116 pages.

BLISS, Michael. « Privatizing the Mind: The Sundering of Canadian History, the Sundering of Canada ». *Journal of Canadian Studies*, 26, 4 (1992), p. 5-17.

BOTHWELL, Robert. *Canada and Quebec: One Country Two Histories*. Vancouver, UBC Press, 1995, 269 pages.

BROWN, George. *Building the Canadian Nation*. Toronto, J. M. Dent, 1942, 478 pages.

BRUNET, Michel. « L'Église catholique du Bas-Canada et le partage du pouvoir à l'heure d'une nouvelle donne (1837-1854) ». *Communications historiques*, Société historique du Canada, 1969.

CARELESS, J. M. S. *The union of the Canadas. The growth of Canadian Institutions, 1814-1857*. Toronto, McClelland and Stewart, 1967, 256 pages.

CARELESS, J.M.S. « “Limited Identities” in Canada ». Carl BERGER, dir. *Contemporary Approaches to Canadian History*. Toronto, Copp Clark Pitman, 1984, p. 5-12.

CHAUVEAU, Pierre-Joseph-Olivier. *L'instruction publique au Canada*. Québec, 1876.

CLARK, Penny. « ‘The Most Fundamental of All Learning Tools’: An Historical Investigation of Textbook Controversies in English Canada ». Marc DEPAEPE and Angelo VAN GORP, dir. *Auf der Suchenach der wahren Art von Textbüchern* 9, Bad Heilbrunn: Klinkhardt, Beiträge zur historischen und systematischen Schulbuchforschung, n° 7, 2009, p. 123-42.

CLARK, Penny. *New Possibilities for the Past: Shaping History Education in Canada*. Vancouver, UBC Press, 2011, 393 pages.

CLÉMENT, Dominique. « Generational Change and Writing Canadian History: Obstacles to an Inclusive National History ». *Canadian Issues: Faire comprendre la réalité francophone canadienne: le défi de renforcer l'identité par l'enseignement de l'histoire*. 2011, p. 75-78.

COOK, Ramsay. *Watching Quebec: Selected Essays*. Montreal, McGill's Queen University Press, 2005, 225 pages.

COOK, Ramsay. « Canadian Centennial Celebrations ». *International Journal*, 22, 1967.

CONRAD, Margaret. « A Brief Survey of Canadian Historiography ». Penny CLARK, dir. *New Possibilities for the Past: Shaping History Education in Canada*. Vancouver, UBC Press, 2011, p. 33-54.

CREIGHTON, Donald. *The Story of Canada*. Toronto, Macmillan, 1959, 291 pages.

CROS, Laurence. « La représentation du Canada dans les écrits des historiens anglophones canadiens ». Thèse de doctorat. Paris, Collection des thèses du centre d'études canadiennes de Paris III/Sorbonne Nouvelle, n°4, 2000, 508 pages.

DENIS, Serge. *Le long malentendu. Le Québec vu par les intellectuels progressistes au Canada anglais 1970-1991*. Québec, Boréal, 1992, 199 pages.

DUFOUR, Christian. *A Canadian Challenge, Le défi québécois*. Vancouver, Oolichan Books, 1990, 173 pages.

DUMONT, Fernand. *Genèse de la société québécoise*. Montréal, Boréal, 1996 (1993), 393 pages.

FAHRNI, Magda. « Reflecting on the Place of Quebec in Historical Writing on Canada ». Christopher DUMMIT et Michael DAWSON, dir. *Contesting Clio's Craft: New Directions and Debates in Canadian History*. Londres, Institute for the Studies of the Americas, University of London, 2009, p. 1-20.

FECTEAU, Jean-Marie. « Lendemain de défaite : les Rébellions comme histoire et mémoire ». *Bulletin d'histoire politique*, 7, 1 (1998), p. 19-28.

FERGUSON, Will. *Canadian History for Dummies*. Mississauga, Wiley, 2005 (2000), 482 pages.

FINKEL Alvin et CONRAD Margaret. « Textbook Wars: Canadian Style ». *Canadian Issues*, octobre 2003, p. 12-15.

FRANCIS, Daniel. *National Dreams: Myth, Memory and Canadian History*. Vancouver, Arsenal Pulp Press, 1997, 215 pages.

FYSON, Donald. « The Canadiens and the Conquest of Quebec: Interpretations, Realities, Ambiguities ». Jarrett RUDY, dir. *Quebec Questions : Quebec Studies for the Twenty-First Century*. Toronto, Oxford University Press, 2011, p. 18-33.

FYSON, Donald. « The Conquered and the Conqueror : The Mutual Adaptation of the Canadians and the British in Quebec, 1759-1775 ». Phillip BUCKNER et John G. REID, dir. *Revisiting 1759: The Conquest of Canada in Historical Perspective*. Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 190-217.

FYSON, Donald. « The Royal Proclamation and the Canadiens », *ActiveHistory.ca.*, octobre 2013, <http://activehistory.ca/2013/10/the-royal-proclamation-and-the-canadiens/>. [page consultée le 11 février 2013].

CRAIG Gerald, dir. *Lord Durham's Report: An abridgement of Report on the Affairs of British North America by Lord Durham*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006, 214 pages.

GRANATSTEIN, Jack. *Who Killed Canadian History?*. Toronto, Harper Collins, 2007 (1998), 189 pages.

GREER, Allan. « Reconsidérer la Rébellion de 1837-1838 ». *Bulletin d'histoire politique*, 7, 1,(1998), p. 29-40.

GUILDFORD, Janet et EARLE Michael. « On Choosing a Textbook: Recent Canadian History Surveys and Readers Review ». *Acadiensis*, 27, 1, 1997. <https://journals.lib.unb.ca/index.php/acadiensis/article/view/10861/11697> [page consultée le 23 novembre 2013].

HODGETTS, A. B. *What Culture? What Heritage? A Study of Civic Education in Canada*. Toronto, Ontario Institute for Studies in Education, 1968, 122 pages.

IGARTUA, José. « What Nation, Which People? Representations of National Identity in English-Canadian History Textbooks from 1945 to 1970 ». Martin LYONS, dir. *History in Global Perspective: Proceedings of the 20th International Congress of Historical Sciences*. Sydney, University of New South Wales, 2006 [cd-rom].

KOLBOOM, Ingo. *Pièces d'identité: signets d'une décennie allemande, 1989-2000*. Montréal, Presses de l'Université de Montreal, 2001, 205 pages.

LALOUX-JAIN, Geneviève, et Marcel TRUDEL. *Les manuels d'histoire du Canada au Québec et en Ontario*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, 250 pages.

LAMONDE, Yvan, et Claude CORBO. *Le rouge et le bleu : une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1999, 576 pages.

LAMONDE, Yvan. *Histoire sociale des idées au Québec 1760-1896*. Québec, Fides, 2000, 547 pages.

LAPIERRE, Laurier. *French-Canadian Thinkers of the Nineteenth and Twentieth Centuries*. Montreal, McGill University Press, 1966, 117 pages.

LÉTOURNEAU, Jocelyn. *Je me souviens? Le passé du Québec dans la conscience de sa jeunesse*. Québec, Fides, 2014, 251 pages.

LÉTOURNEAU, Jocelyn. « What Is to Be Done with 1759? ». Philip BUCKNER et John G. REID, dir. *1759 Remembered: Interpreting the Conquest*. Toronto, University of Toronto Press, 2011, p. 281-282.

LÉTOURNEAU, Jocelyn. « Se souvenir d'où l'on s'en va ». Éric BÉDARD et Julien GOYETTE, dir. *Paroles d'historiens*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2006, p. 421- 433.

LÉTOURNEAU, Jocelyn. *Passer à l'avenir : histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*. Montréal, Boréal, 2000, 194 pages.

LÉTOURNEAU, Jocelyn. « Nous autres les Québécois. La voix des manuels d'histoire ». Laurier TURGEON et al., dir. *Les espaces d'identité*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1997, p. 99-119.

LÉTOURNEAU, Jocelyn. « La production historique courante portant sur le Québec et ses rapports avec la construction des figures identitaires d'une communauté communicationnelle ». *Recherches sociographiques*, 36. 1 (1995), p. 9-45.

LÉTOURNEAU, Jocelyn, LÉVESQUE, Stéphane, et GANI, Raphaël. « “Tout a commencé par la défaite.” La guerre de Sept Ans dans la mémoire et la conscience historiques des Québécois ». Laurent VESSIÈRE, dir. *La Nouvelle-France en héritage*. Paris, Armand Colin, 2013 p. 311-327.

LOWER, Arthur. *Colony to Nation: A History of Canada*. Toronto, Longmans, 1946, 900 pages.

MACLENNAN, Hugh. *Two Solitudes*. Toronto, Collins, 1945, 370 pages.

MACLURE, Jocelyn. *Quebec Identity: The Challenge of Pluralism*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2003, 212 pages.

MONET, Jacques. « French-Canadian Nationalism and the Challenge of Ultramontanism ». *Historical Papers*, Ottawa, Canadian Historical Association, 1966, p. 41-55.

MONET, Jacques. *The Last Canon Shot: A Study of French-Canadian Nationalism, 1837-1850*. Toronto, University of Toronto Press, 1969, 422 pages.

ORMSBY, William. *The Emergence of the Federal Concept in Canada, 1839-1845*. Toronto, University of Toronto Press, 1969, 151 p.

OSBORNE, Ken. « Our History Syllabus Has Us Gasping': History in Canadian Schools-Past, Present, and Future ». *Canadian Historical Review*, vol. 81, n° 3 (2000), p. 404-435.

OSBORNE, Ken. « Teaching History in Schools: A Canadian Debate ». *Journal of Curriculum Studies*, vol. 35, n° 5 (2003), p. 585-626.

OSBORNE, Ken. « 'To the Past': Why We Need to Teach and Study History ». Ruth SANDWELL, dir. *To the Past: History Education, Public Memory, and Citizenship*. Toronto, University of Toronto Press, 2006, p. 103-13.

OUELLET, Fernand. *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850. Structure et Conjoncture*. Ottawa, Fides, 1966, 639 pages.

ROBERT, Jean-Claude. « La recherche en histoire du Canada ». *Revue internationale d'études canadiennes*, 1 (1990), p. 11-34.

ROMNEY, Paul. *Getting it Wrong: How Canadians Forgot their Past and Imperilled Confederation*. Toronto, University of Toronto Press, 1999, 332 pages.

ROY, Fernande. *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*. Montréal, Boréal, 1993, 127 pages.

RYERSON, Stanley. *Unequal Union: Roots of Crisis in the Canadas, 1815-1873*. Toronto, Progress Books, 1973, 477 pages.

SANDWELL, Ruth. *To The Past: History, Public Memory and Citizenship in Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 2006, 131 pages.

SÉGUIN, Maurice. *L'idée d'indépendance au Québec*. Montréal, Boréal express, 1977, 66 pages.

SILVER, Arthur *et al.* *Si je me souviens bien, As I Recall*. Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, 1999, 491 pages.

TRUDEL, Marcel. *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*. Montréal, Hurtubise HMH, 2001, 200 pages.

WRONG, George. *The Canadians: The Story of a People*. Toronto, Macmillan, 1938, 455 pages.